

Kairos

JOURNAL LIBRE ● INDÉPENDANT



**Ardente censure.
Sur la culture de
l'annulation à Liège**

Nicolas Bart • Pages 4-5

**11/09 à l'Ouest,
09/99 à l'Est :
les pouvoirs dévoilés ?**

Daniel Zink • Pages 6-7

**Le cordon sanitaire :
protection de la
démocratie ou protection
contre la démocratie ?**

Thierry Simonelli • Pages 8-9

**Big Mother
veille sur vous**

Kenny Cadinu • Pages 9-10

DOSSIER

**FUTUR D'UN MONDE PLASTIQUE ET
FUTURS PLASTIQUES DU MONDE**

Pages 11 à 17

SOMMAIRE

Une société post-traumatique

Alexandre Penasse / Page 2

Que sont devenus les compl-autistes ? Partie 2

Kaarle Parikka / Page 3

Ardente censure Sur la culture de l'annulation à Liège

Nicolas Bart / Pages 4-5

11/09 à l'Ouest, 09/99 à l'Est : les pouvoirs dévoilés ?

Lumières sur les conflits actuels et la nature des États

Daniel Zink / Pages 6-7

Le cordon sanitaire : protection de la démocratie ou protection contre la démocratie ?

Thierry Simonelli / Pages 8-9

Big Mother veille sur vous (partie 1/4)

Kenny Cadinu / Pages 9-10

DOSSIER

Pages 11-17

Futur d'un monde plastique et futurs plastiques du monde : état des lieux

Un dossier de Marzie Flodienka / Page 11

Nommer et comprendre l'empreinte plastique

Propos recueillis et retranscrits par Marzie Flodienka / Pages 12-13

Lutter contre le plastique *bashing*

Propos recueillis et retranscrits par Marzie Flodienka / Pages 14-15

Changer son regard sur l'utilisation des ressources

Propos recueillis et retranscrits par Marzie Flodienka / Pages 16-17

Les « vrais résistants », apôtres de la division

Alexandre Penasse / Page 18

Et si on jouait ?

Jean-Guy Divers / Page 19

Fils de Pub

Alain Adriaens / Page 20

Vivre et habiter en pratiquant l'autonomie

Christian La Grange / Page 20

Les larmes des oliviers

Virginie Belfiore / Page 21

Non pas une, mais trois formes d'agriculture en Wallonie

Thomas, paysan agronome, fermecole de Bierleux / Page 21

Vu, lu, entendu

Pages 22-23

Brèves

Page 24

Une société post-traumatique

Dans le domaine de la psychologie, on sait que le secret familial permet à l'entité de ne pas exploser, au prix de silence, censure, non-dit et faux semblant, dans le but de garder l'apparence de la normalité. Ce secret traumatisant et le fonctionnement qu'il implique se transmet de génération en génération, affectant les relations entre les membres de la famille, mettant en péril les individus du clan, chacun étant le plus souvent conscient que « quelque chose ne va pas », perpétuellement soumis au risque de retour du refoulé, sous forme de rêves, actes manqués, comportements à risque, inadaptes ou dangereux.

On peut aisément élargir ce processus réduit à la famille à nos sociétés. Si, avant Covid-19, événement mis en scène par le pouvoir politico-médiatique et orchestré par une oligarchie en arrière-plan (Gates, Rockefeller, Soros, etc.), la vie collective ne se portait déjà pas très bien, dans un monde où les valeurs se perdaient et où le rapport à l'autre se distendait de plus en plus, l'ère post-Covid a formidablement accentué cette décadence en cours. La technocratie numérique chère à Klaus Schwab, ancien dirigeant du Forum économique mondial qui a formé ses poulains comme Alexander De Croo, Angela Merkel, Ursula von der Leyen ou encore Justin Trudeau, a réussi cette formidable prouesse de rendre chaque individu intimement responsable de ce qu'il avait fait. En effet, quoi de plus insidieux et pervers que d'amener le sujet, mis sous les pressions conjuguées du conformisme, de la peur, de l'autorité et d'une spéculaire volonté de « protéger les autres », que de se faire injecter un produit expérimental présenté comme librement consenti ?

La dissonance cognitive mise en évidence par Léon Festinger, théorie des plus pertinentes pour expliquer les réactions individuelles dans un monde malade, atteint des sommets avec Covid-19. Celui-ci explique comment l'individu réagit pour retrouver un équilibre quand des pensées entre elles, ou des pensées et des comportements, sont contradictoires. Si, avant la « vaccination », la dissonance fut profonde et généra le passage à l'acte médical pour de nombreuses personnes voulant rétablir l'équilibre d'une situation de déséquilibre² totalement générée par la caste médiatico-politique, elle n'en demeure pas moins importante après, rendant la conscientisation d'autant plus difficile, là où avant elle relevait encore du domaine du possible. Nombreux, ces 4 dernières années, sont venus me voir en me disant que l'événement Covid-19 leur avait « ouvert les yeux ». Ils étaient avant enfermés sans le savoir dans la caverne, certain que ce monde était sans doute imparfait, mais le meilleur qui soit, les gouvernements s'employant à réparer les maux de celui-ci. Covid-19 leur donna la conscience que médias et politiques ne réparaient pas les maux mais les créaient, tout en s'employant à feindre sans cesse, activité indispensable, qu'ils œuvraient au bien : cela s'appelle « relations publiques » et « communications », reléguant le vrai journalisme à une plaie que la caste médiatico-politique se devait de combattre sans relâche, en nous répétant sans cesse pour être fidèle à son principe qu'elle

ne faisait que la défendre, bavant sans relâche les mots « liberté d'expression » et « liberté de la presse ».

Nombreux se sont donc fait piquer « malgré eux », sans y avoir été explicitement obligés. Ils sont donc pris dans cette quasi inextricable situation de devoir reconnaître qu'ils se sont trompés, malgré qu'ils le savaient ou qu'ils le pressentaient, espérant pour certains, comme à la roulette russe, n'en subir aucun effet, pour d'autres que ce n'était là que routine médicale sans danger. Cela génère donc une dissonance cognitive chez des individus dont les effets s'agrègent pour agir sur le collectif et donc la société, créant une anomie à un point que même l'état de guerre ne connaît pas, c'est-à-dire une « désorganisation, déstructuration d'un groupe, d'une société, causée par la disparition progressive de lois, de normes, de valeurs communes », générant la déréliction, cet « état de l'être humain qui se sent abandonné, laissé à lui-même, sans secours divin ».

Les plus atteints par les effets de la névrose collective, aveugles devant la vérité, voient dans l'événement Covid-19 quelque chose de superficiel, un épiphénomène³ alors que Covid 19 est un événement primaire qui nous permet de saisir le phénomène essentiel, à savoir le monde dans lequel nous sommes. Laissons ces derniers dans leur délire. Pour les autres, par contre, allons au-delà de la division que le pouvoir entretient et tendons-leur les bras.

La conscience conjuguée à l'impuissance confine à la dépression, au délire ou à la déréliction. Nous sommes collectivement dans un état de société post-pré-traumatique, l'individu étant sans cesse soumis à de nouveaux chocs, sans savoir quand adviendra le prochain – d'où l'impossibilité de se projeter dans le futur, fait dramatique pour tout le monde, mais bien plus pour les enfants et jeunes adultes. Il n'y a que la convivialité qui puisse nous permettre de refaire société, au-delà des petites différences, pour pouvoir débattre et, enfin, substituer aux luttes horizontales des luttes verticales qui seules permettront un véritable changement de paradigme.

Alexandre Penasse

1. La perversion atteint son comble en France où le maintien de l'emploi chez les soignants est conditionné à la décision de s'injecter ou pas. Il n'y a donc pas d'obligation dans l'absolu, mais un « choix » cornélien qui se traduira par diverses orientations : se faire piquer pour conserver son emploi, quitter son emploi au prix de souffrances pour sauver son intégrité physique, se suicider.

2. Quelques exemples de dissonance : l'individu est mal à l'aise pris entre le désir de ne pas se faire « vacciner » et la pression des pairs (collègues, famille, amis) ; l'individu jeune n'a a priori aucune volonté et ne ressent pas le besoin de se faire « vacciner », mais est soumis à la pression médiatico-politique qui lui dit qu'il risque de tuer ses grand-parents, s'il ne le fait pas ; un travailleur conscient que le « vaccin » est un produit expérimental en phase 3, ne veut pas de cette injection, mais est remis au placard par son employeur qui le prive des activités qui donnaient un sens à son travail...

3. « Phénomène qui accompagne le phénomène essentiel sans être en relation avec lui ».

Kairos – Journal antiproductiviste pour une société décente
Journal de réflexion, d'investigation et de changement, sans pub
Périodique bimestriel / Paraît en février, avril, juin, septembre, novembre ISSN : 2294-0820
Imprimé en France.
Imprimerie Rotochampagne,
2 rue des Frères Garnier
F-52000 Chaumont

Tirage : ce numéro a été tiré à 4.000 exemplaires
Routage : Rotochampagne, Cambier
Editeur responsable
ASBL Kairos / Alexandre Penasse
Rue des Bégonias, 32
1170 Watermael-Boitsfort,
Bruxelles - Belgique
info@kairospresse.be
www.kairospresse.be
M. (00 32) 472/560 724

Rédacteur en chef : Alexandre Penasse
(ap@kairospresse.be)
Secrétaire de rédaction : Bernard Legros
Graphisme : Studio Noir & Clair
Relecteurs :
Janine, Nadia, Alain, Annie, Amélie, Brigitte, Marie.
Pour commander des numéros :
commande@kairospresse.be

Chroniqueurs / Rédacteurs
Alexandre Penasse (A.P.), Bernard Legros (B.L.),
David Tong (D.T.), Alain Adriaens (A.A.) François
Massoulié (F.M.), Daniel Zink (D.Z.), Kenny Cadinu
(K.C.), Kaarle Joonas Parikka (K.J.P.), Marion
Feledziak (M.F.), Paul Willems (P.W.), Bernard Van
Damme (B. van D.).

Ont contribué à ce numéro
Jean-Guy Divers, Christian La Grange, Thierry
Simonelli, Francis Leboutte, Pascal Halary,
Nathalie Gontard, Joseph Tayefeh, Flore Berlingen,
Thomas Lauwers, Marzie Flodienka, Nicolas Bart,
Virginie Belfiore, Colette Devillers, Bruno Lionnet,
hepo.

Les articles n'engagent que la responsabilité
de leurs auteurs, mais on ne les laissera jamais
tomber !

Illustrations :
Cast Elm, Fred, Cassou, Francisco Fernandez
Sarasola, Uncanny Bee, Philippe Debongnies,
Gloria Scorer, Noir&Clair .

Nos copains de la presse libre
en Suisse et en France

STP
LE PARIS DÉBRANCHÉ

-Moins!

LA DÉCROISSANCE
Le journal de la joie de vivre

Que sont devenus les compl-autistes ? Partie 2

*Cet article est la deuxième partie d'une série de trois articles.
La première partie portait sur la perte de confiance dans les institutions.*

Si les articles des médias de masse déploraient au printemps la perte de confiance dans les institutions et évoquaient une forme de « pente glissante de la pensée complotiste » (consistant pour la personne emprisonnée dans une sorte de paranoïa à tout remettre en question), les auteurs de ces publications n'ont pas pour autant pris la peine de définir le « complotisme », (ou le « conspirationnisme »), ni d'en expliquer la psychologie ou de se poser la question de l'origine de l'ampleur du phénomène. C'est cependant logique, car cela impliquerait de se remettre en question, et, dieu sait, même devoir remettre en question le gouvernement (qui est pour beaucoup d'entre eux leur employeur). La description faite des complotistes donne une image de personnes atypiques : un comportement social inhabituel, une compréhension atypique des codes de conduite sociale, un manque d'empathie, des intérêts spécifiques, des comportements répétitifs, des troubles obsessionnels compulsifs... En gros, les complotistes sont obsédés par leurs théories décrochées de la réalité, ce qui mène à un comportement déviant dangereux. Des « compl-autistes », en quelque sorte (même si, à lire la presse, on se pose la question : *qui* sont réellement obsessionnels, les « complotistes » ou ceux qui ne cessent de les stigmatiser depuis des années ?). Et contrairement à une croyance populaire, les complotistes ne sont pas composés de cancras et d'ignorants, mais comprennent également des personnes avec des métiers à haut niveau d'éducation comme médecin, juriste, philosophe, scientifique, etc. Par conséquent, il y a des intelligents et des déraisonnables des deux côtés de la barrière, tant dans le camp des complotistes que dans celui des « crédules » (un néologisme pour désigner ceux qui sont non seulement crédules, mais qui s'en prennent à ceux qui ne le sont pas).

Si l'on admet qu'il y a des personnes irrationnelles ainsi que des clairvoyants au sein des complotistes, tout comme il y en a également parmi des défenseurs des institutions et des crédules, alors il n'existe pas une multitude de manières de réconcilier les deux camps. La confiance doit inévitablement passer par une reconnaissance des torts, suivie d'une réparation des injustices et finir par la mise en place de garde-fous, comme la transparence, pour le futur. Certains diront que c'est totalement utopique... Pourtant l'histoire nous suggère que lors des grandes ruptures sociétales (apartheid, Deuxième Guerre mondiale,...) ce sont ces démarches qui ont permis de surmonter les difficultés rencontrées par une population divisée. D'autres diront que la crise du coronavirus était particulière et qu'elle ne serait pas comparable à d'autres crises. La remarque ne serait pertinente que sur la cause de la division, mais non sur le constat même qu'il y ait eu une division brutale de la population entre les anti- et pro-mesures sanitaires, ainsi qu'une rupture de la confiance des premiers envers les autorités.

Dans les pays nordiques, où règne une grande confiance envers les autorités et les médias, quelques démarches avaient été entreprises pour analyser la gestion de la crise sanitaire

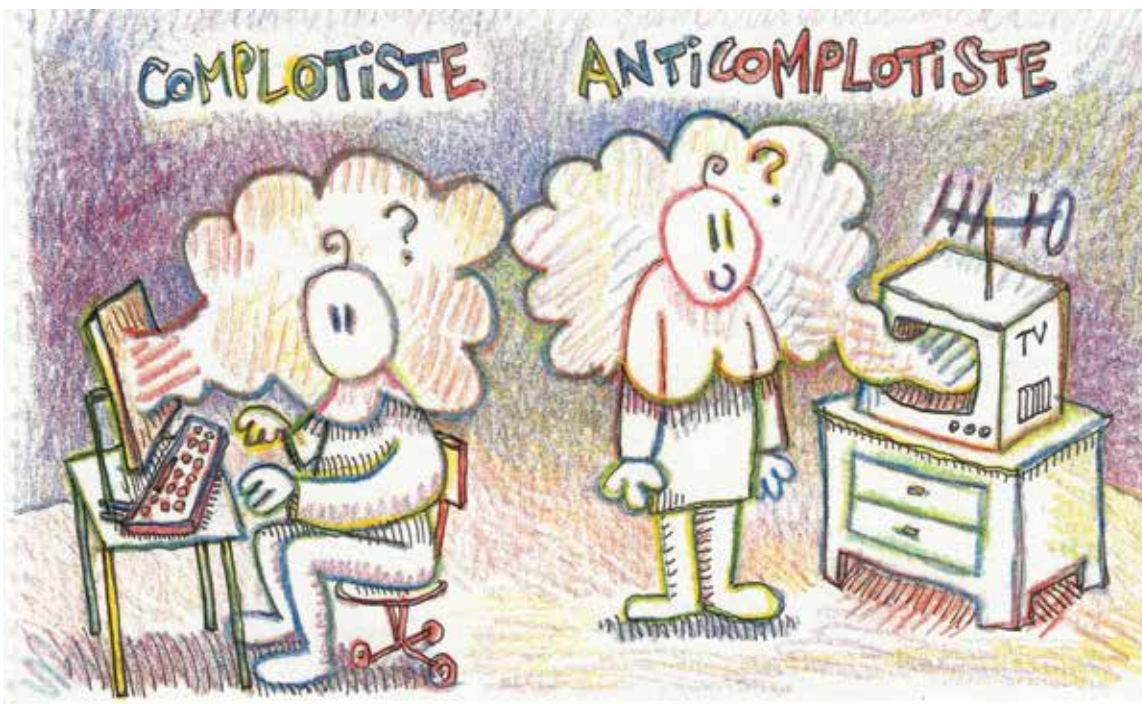


Illustration : Fred

de manière critique. À titre d'exemple, le principal quotidien finlandais, *Helsingin Sanomat*, a questionné l'efficacité des mesures sanitaires, concluant que la fermeture des écoles était une mesure inefficace dans la lutte contre les contaminations du SARS-CoV-2, que la menace de la saturation des hôpitaux n'avait pas forcément reflété la réalité, qu'il y avait eu une erreur quant au caractère aérogène du virus qui avait été nié à l'époque, que les autorités ne s'étaient pas adaptées à la littérature scientifique lors des recommandations du port du masque, que les médias avaient manqué de diversité d'opinion, etc.² Similairement, au Danemark, le journal *Ekstra Bladet* avait fait un mea culpa pour son reportage biaisé à propos de la pandémie, se reprochant de ne pas avoir assez remis en question les décideurs politiques³. Ces analyses introspectives critiques sont nécessaires pour entamer le processus de réconciliation. Toutefois, on n'est pas certain que d'autres étapes ont suivi ou que la phase d'autocritique ait été jugée suffisante. En effet, les populations nordiques ont été moins divisées sur la gestion de la crise sanitaire, car ce sont des nations qui ont une grande confiance en leurs institutions et gouvernements. Et voici en quelque sorte le paradoxe auquel la première partie de cette série d'articles « *Que sont devenus les compl-autistes ?* » a fait allusion : les pays nordiques étant très transparents, peu corrompus, constituant des démocraties saines (sources d'inspiration pour les autres pays de l'Union européenne), les populations ont développé une confiance pratiquement aveugle en leurs autorités publiques. Par conséquent, ces dernières sont peu remises en question lors des dérives (comme les mesures pendant la crise sanitaire). En d'autres termes, quand le système fonctionne bien, on baisse la garde et on perd le sens critique.

Kairos : complotiste ou simplement média libre et indépendant ?

Kairos n'était pas mentionné dans les émissions et articles sur ce que sont devenus les complotistes après la crise sanitaire. Tant mieux, notre journal a été épargné des étiquettes habituelles de *média complotiste, conspirationniste, antisémite et d'extrême-droite*. Mais ces catégorisations sont-elles justifiables ? Si l'on devait se fier au travail d'enquête journalistique du Conseil de déontologie journalistique (CDJ), de la RTBF⁴, du journal *Ensemble*⁵ ou de *Conspiracy Watch*⁶,

alors apparemment que la réponse serait oui. Mais quels seraient alors les arguments de ces derniers ? Ils peuvent être résumés à la diffusion par *Kairos* de contenus étiquetés comme tel (complotiste, d'extrême-droite, etc.). La gauche estime que *Kairos* est d'extrême-droite car il s'est entretenu avec des personnages comme Slobodan Despot, Piero San Giorgio ou Dieu-donné (tout en négligeant le contenu des publications de *Kairos* qui pourrait être considéré comme étant de gauche, par exemple les propos de certains des auteurs sur la question palestinienne, le « piège » tendu à Marion Maréchal lors d'un reportage⁷, ou encore les valeurs du journal comprenant la volonté de rompre avec les idéologies dominantes de la société : *consumérisme, croissance, développement, progrès, marchandisation du monde et du vivant, travailisme et employabilité, compétitivité, concurrence et « libre-échange »*⁸). Les médias dominants et les institutions gouvernementales, quant à eux, considèrent que le relais par *Kairos* de ce qu'ils appellent les « contre-vérités » (que l'on peut interpréter comme étant toute information qui remet en question le narratif sur lequel tous les médias de ce pays sont d'accord) est suffisant pour mériter d'être traité de *complotiste*. Ils omettent évidemment de mentionner tous les faits publiés par *Kairos* qui, après avoir d'abord été considérés comme des *fake news*, se sont avérés vrais, comme l'efficacité des mesures sanitaires ou les caractéristiques du virus SARS-CoV-2. Reste encore le label d'*antisémite* qu'obtient *Kairos* pour des propos pro-palestiniens.

Ces attaques contre *Kairos*, dignes d'une cour de récréation, soulèvent pourtant de vraies questions :

Comment traiter et diffuser les informations en évitant de propager des faits inexistantes ou des opinions non fondées ?

Quelle est la place des médias (libres) dans notre société ?

Quels rôles ont les contributeurs (rédacteurs, intervenants externes,...) à ces journaux, ainsi que les experts et les intellectuels dans notre société ?

La troisième partie de cette série d'articles tentera d'apporter des éléments de réponse à ces questions.

Kaarle Parikka

1. Kaarle Parikka, *Que sont devenus les compl-autistes partie 1*, in *Kairos* n° 70.
2. *Koronan jälkipyykkä*, in *Helsingin Sanomat*, 04/2023 et « Kyselytutkimus: Suomen koronautisoinnissa painottui vallonpitäjien ääni », in *Helsingin Sanomat*, 25.05.23.
3. « "We failed": Denmark's media is waking up to its flawed Covid coverage », in *The Spectator*, 14/01/2022.
4. « Le CDJ a constaté qu'associer Kairos au réseau des personnes et entités actives dans la diffusion de contre-vérités sur l'Euras reposait sur un travail d'enquête et une base factuelle sourcée », RTBF, 09/07/2024.
5. « Confusion, conspirationnisme et déplacement latéral », *Ensemble*, n° 109, décembre 2022-Mars 2023.
6. *Conspiracywatch.info/notice/kairos*.
7. [REPORTAGE] « Marion Maréchal : "Je ne suis pas d'extrême-droite" », *Kairos*, 24/01/2024.
8. À propos de *Kairos*.

Ardente censure

Sur la culture de l'annulation à Liège

« *Liège, terre d'antifascisme* », « *Pas de fascistes dans nos quartiers !* ». Au-delà des slogans destinés à galvaniser la troupe, comment certaines forces idéologiques s'imposent-elles au mépris de la démocratie dans la cité ardente ? *Kairos* a enquêté.

A Liège, la ligne éditoriale de *Kairos* n'a pas bonne presse auprès d'une minorité active qui cherche à orienter l'opinion. « *Confusionniste* », « *complotiste* », « *flirtant avec l'extrême droite* » sont les charges à son endroit. Les deux premières catégories n'ont rien de sociologiquement pertinent¹ ; signifiants flottants, leur usage rhétorique et immodéré (surtout le second) témoigne d'un esprit sectaire et paresseux, avec les méthodes problématiques qui l'accompagnent, anti-démocratiques quand elles ne sont pas immorales ou stupides : diabolisation de l'adversaire, avec qui on refuse de débattre et de dialoguer ; sur les réseaux (a)sociaux, harcèlement, insultes, diffamation, raids numériques et signalements « vertueux » ; chantage ; menaces ; terrorisme intellectuel ; en dernier recours, voies de fait. À cela s'ajoutent les infiltrations dans les manifestations. Quant à l'accusation de dérive extrême droite, *Kairos* est loin d'être le seul à en « profiter », il la partage avec le Mouvement réformateur, auquel il s'attaque pourtant régulièrement dans ses colonnes. Vous avez dit « confusion » ?

Depuis des décennies, la ville est dans la main du parti socialiste, soit la gauche sociale-démocrate au départ, qui a mis en place un système clientéliste d'une solidité à toute épreuve. Le lynchage politique y est érigé en véritable culture. Tirer dans le dos est une pratique habituelle et acceptée. Le réseautage est efficace : ayez des ennuis quelque part, et vous courez le risque d'être ostracisé partout (sauf si vous êtes en capacité de faire chanter). Listes noires et interdictions professionnelles. Souvent, la seule solution pour éviter la mort sociale est l'exil volontaire. L'important secteur associatif est divisé entre les grandes institutions culturelles (Théâtre de Liège, Orchestre philharmonique royal de Liège, Opéra royal de Wallonie, Cité Miroir, Les Grignoux) et plusieurs petites et moyennes associations entretenues à coups de subventions par la Fédération Wallonie-Bruxelles et la commune, celle-ci fidélisant ainsi sa base électorale et s'assurant d'un vivier de militants.

Liège, et plus généralement la Wallonie, s'enorgueillit de son exceptionnalisme politique — à l'échelle nationale et même européenne —, avoir jusqu'à présent « fait barrage » à l'extrême droite grâce à son « cordon sanitaire » et à la vigilance constante de la classe politique et de ses relais médiatiques, associatifs, militants et syndicaux. Ainsi, c'est tolérance zéro pour tout ce qui s'éloignerait un tant soit peu du consensus extrême centriste. La guerre préventive est menée contre tout producteur d'opinions divergentes, d'idées dissidentes, d'analyses originales, accusé de « *faire le jeu des fachos* », de « *banaliser* » leurs idées et de « *souffler sur les braises de la haine* ». La ville est recouverte d'un immense filet dérivant. La gauche impose son prêt-à-penser et se réserve le monopole du commentaire politique, qu'elle a fini par affadir, à cause de cette « *tentation de consentir au point de vue le plus socialement désirable, sans réfléchir une seconde à ce qu'on dit vraiment* »². Elle souffre de cette mélancolie dont parlait le philosophe Walter Benjamin, soit la « *préférence donnée à l'attachement, aux raisons et aux passions "de gauche", aux condamnations et aux analyses "de gauche", plutôt qu'à la confrontation à la réalité du monde actuel, à l'examen d'un présent que nous pourrions éventuellement transformer* »³.

Cela s'observa durant la « pandémie ». À l'automne 2020, des opposants à la dictature sanitaire avaient mené une action en plein jour, anonymement déguisés en zombies blancs qui déambulaient lentement dans les rues piétonnes du centre en récitant des passages du roman d'Orwell *1984*. Voulant réitérer l'action un peu plus tard, ils eurent alors affaire aux exaltés du

Front antifasciste liégeois (FAL)⁴ qui, ayant été pris de court la première fois, se mobilisèrent cette fois sur la Toile et au sein de l'institution pour les dissuader de remonter le bout de leur nez, prétextant leur appartenance à l'extrême droite, sans preuve aucune. Devant la menace d'une contre-manifestation potentiellement violente, les hommes blancs annulèrent leur seconde sortie... et l'ordre covidiste « démocratique », « de gauche » put continuer à tranquillement régner sur la ville (muselières en plein air, interdiction des rassemblements publics, couvre-feu, Covid Safe Tickets et autres saloperies liberticides). Lors d'un rassemblement populaire qui brava ces mesures, dans le parc de la Boverie, une jeune militante du FAL gâcha l'ambiance en annonçant gravement au micro la « *présence d'individus d'extrême droite* » dans la foule. Pourtant, pas la moindre croix gammée, celtique ou sigle KKK, pas les moindres treillis, *combat shoes* ou crânes rasés à l'horizon, que des gens heureux de se retrouver, de revoir des visages entiers, de refaire du lien social. Scénario similaire un peu plus tard lors d'un rassemblement de plusieurs centaines de personnes sur la place Saint-Léonard, où le secrétaire politique du Setca-FGTB — lui-même en treillis — prit le micro pour idéologiser la manifestation. À coups de menton et d'un ton sentencieux, ce diplômé en histoire rappela que l'ancienne prison Saint-Léonard ayant été un haut lieu de la Résistance durant la Seconde Guerre mondiale, il n'était pas question de laisser des fachos, des complotistes et des anti-vax salir aujourd'hui ce lieu de mémoire par leur présence. Il évoqua à peine la raison même du rassemblement, exprimer son ras-le-bol des absurdes et liberticides « mesures covid ». Des broutilles, probablement, en regard de la double priorité de « *faire barrage aux fascistes* », et de « *prendre soin des plus fragiles d'entre nous* », comme nous y enjoignaient les très libéraux et anti-gauchistes Sophie Wilmès, puis Alexander De Croo. Sa harangue lui fut vertement reprochée par plusieurs participants. En voulant garder à tout prix le contrôle de ce qui se passe dans la société civile, la gauche liégeoise a soutenu la dictature hygiéniste. Mais mieux valait celle-ci que le fascisme, n'est-ce pas ?

Il n'y a pas que *Kairos* qui déplaît à la petite politique locale. Les associations Liège-Décroissance (LgD) et Arckadia ont aussi eu droit à leur part d'ennuis. Pour la première, cela commença en août 2021 avec la conférence-débat de Michel Weber « Covid 19(84), la vérité politique du mensonge sanitaire ». Prévus pour la manifestation, la salle du Beau-Mur lui fut retirée la veille (!), suite à des pressions diverses, ce qui obligea l'organisateur à trouver dare-dare un autre lieu, finalement dans le quartier de Coronmeuse. M. Weber parvint à parler sans incident devant une centaine de personnes. Le lendemain, le gestionnaire de la salle signifia à LgD qu'il ne poursuivrait pas sa collaboration, suite à une volée d'appels et de courriels de braves citoyens indignés que l'on ait laissé s'exprimer un auteur « *confusionniste* » sur cette « *terre d'antifascisme* ». Originaire d'outre-Atlantique, la culture de l'annulation (*Cancel Culture*) venait d'être inaugurée en grande pompe à Liège. Autrement dit, la censure⁵ s'abattait et se répandit comme un méchant virus : LgD fut ensuite virée de l'asbl Barricade, sous prétexte de diffusion de *fake news* sur le covid sur son site. Réfugiée au Centre régional d'initiation à l'environnement (CRIE), elle en fut exclue après une 6^{ème} et dernière conférence-débat durant laquelle l'essayiste Bernard Legros alerta sur le regain d'autoritarisme de l'État. CQFD ! Le comble fut atteint avec l'invitation de la pédo-psychiatre Sophie Dechène, membre de l'Observatoire de la petite sirène, à réinformer à propos du guide Evras, qui faisait polémique au début 2024. Elle fut d'abord interdite à l'auberge de jeunesse Georges Simenon, avant de l'être dans une salle à Herstal, sous la pression du Planning familial. *In extremis*, elle se tint à l'association L'Élément-Terre, sur la commune de Visé⁶. Nul incident ne fut à déplorer, bien que des appels à la « *casserolade* » et à aller « *bordéliser* » la conférence aient été lancés sur le web⁷. LgD put enfin trouver refuge au Blue-Sphère, une petite salle de concerts située dans le quartier d'Outremeuse. Son propriétaire⁸ ayant pris sa retraite en juin 2024 et le lieu aujourd'hui

fermé, l'association n'a plus aucune possibilité d'organiser ses conférences à Liège-ville à des conditions financières abordables. Elle se retrouve comme Boualem : sans salle. L'État profond a bien fait son job ! En novembre 2023, l'asbl Arckadia invita le docteur Denis Agret et la chercheuse indépendante Senta Depuyt à parler des projets totalitaires de l'OMS. Là encore, la salle qui était réservée à l'Université de Liège lui fut retirée 10 jours avant l'événement, la vénérable *alma mater* ne « *souhaitant pas être liée à ce débat et aux intervenants* ». La conférence eut lieu à Herstal.

La liste n'est pas close. Attac-Liège est une association de gauche ayant eu maille à partir avec la gauche. Bizarre ? Voyons cela. À la rentrée 2023, l'association avait l'intention d'inviter Bernard Legros pour une conférence-débat intitulée « *L'évolution politique en Occident : le néolibéralisme, la gauche et l'extrême droite* ». *A priori*, rien de « *nauséabond* » dans le titre, pas de quoi s'alarmer. Mais le gros défaut de Legros, c'est d'être une des principales plumes de votre journal. Le harcèlement commença : coups de fil et courriels insistants et intimidants à l'organisatrice, avant l'envoi par la poste d'un dossier prouvant (sic) le confusionnisme et la complaisance du conférencier envers l'extrême droite (re-sic). Dans un premier temps, elle tint bon en leur rappelant le principe démocratique de la liberté d'expression⁹. Mais les opposants passèrent à la vitesse supérieure en envoyant un « *commando* » de 3 jeunes wokes agressifs et butés au stand d'Attac lors de la manifestation « *Retrouvailles* ». « *Attention ! Si vous persistez à inviter Legros, votre association va avoir de sérieux ennuis par la suite !* ». Des pressions furent également exercées sur le lieu d'accueil, le cercle Leonardo da Vinci à Seraing. Face à la brutalité de ces méthodes que l'on peut sans hésitation qualifier de mafieuses, Attac annula la conférence, et la gogôche jubila sur les zéros sociaux. Attac avait pourtant là une occasion de défendre la liberté d'expression, qui plus est celle d'un essayiste qui n'a jamais écrit ni tenu aucun propos tombant sous le coup de la loi et n'a donc jamais été condamné ni poursuivi pour délit caractérisé. Mais ils n'ont pas osé la saisir, bien que des désaccords internes soient survenus, les « *prudents* » (ou les sectaires) ayant finalement eu gain de cause. Une nouvelle idée germa dans la foulée : après le cordon sanitaire, déjà décliné dans les versions politique, médiatique et éducative, il fallait aussi mettre en place d'urgence un cordon associatif pour empêcher tout fasciste ou confusionniste de s'exprimer publiquement à Liège. Car venant déjà d'avoir la peau d'un plunitif de *Kairos*, pourquoi s'arrêter en si bon chemin ? Tous ensemble, camarades !

Venons-en à la mésaventure de Michel Nejszaten. Né en 1946, ce Liégeois a milité dans le parti communiste depuis sa jeunesse jusqu'en 1988, année à partir de laquelle il devint un « *franc-tireur* », selon ses propres termes. Ses parents étaient des juifs résistants en armes, sa famille a été décimée par le nazisme. Il a écrit *Comment les Juifs de Belgique ont affronté le nazisme* (2017). En février 2024, il se rendit à une soirée-débat organisée à la Cité Miroir (CM), où il se retrouva fort naturellement dans l'entre-soi du petit monde progressiste habituel. Durant le débat, pour avoir seulement commencé à critiquer le guide Evras, la politique covidiste et avoir parlé positivement de *Kairos*, il fut viré manu militari par les organisateurs, après avoir été insulté par une « *transfemme* » en colère. Ceux-ci rétropédalèrent dans les jours suivants, mais le mal était fait. Une telle scène aurait-elle été imaginable il y a 20 ans ? Quand la passion de faire taire se déguise en « *antifascisme* »...

Comment tout cela est-il possible ? Les antifas sont bien organisés quand il s'agit de filtrer les opinions admises, d'occuper l'arène politique et d'en exclure tous ceux qu'ils jugent « *infrequentables* ». Armés de leur bonne conscience inentamable, ils chassent les sorcières en meute, distribuent des « *contraventions idéologiques* » (Mathieu Bock-Côté, 2019) après avoir décrété le scandale. Néanmoins, reconnaissons que tout n'est pas négatif. La motion « *Liège, ville antifasciste* »,

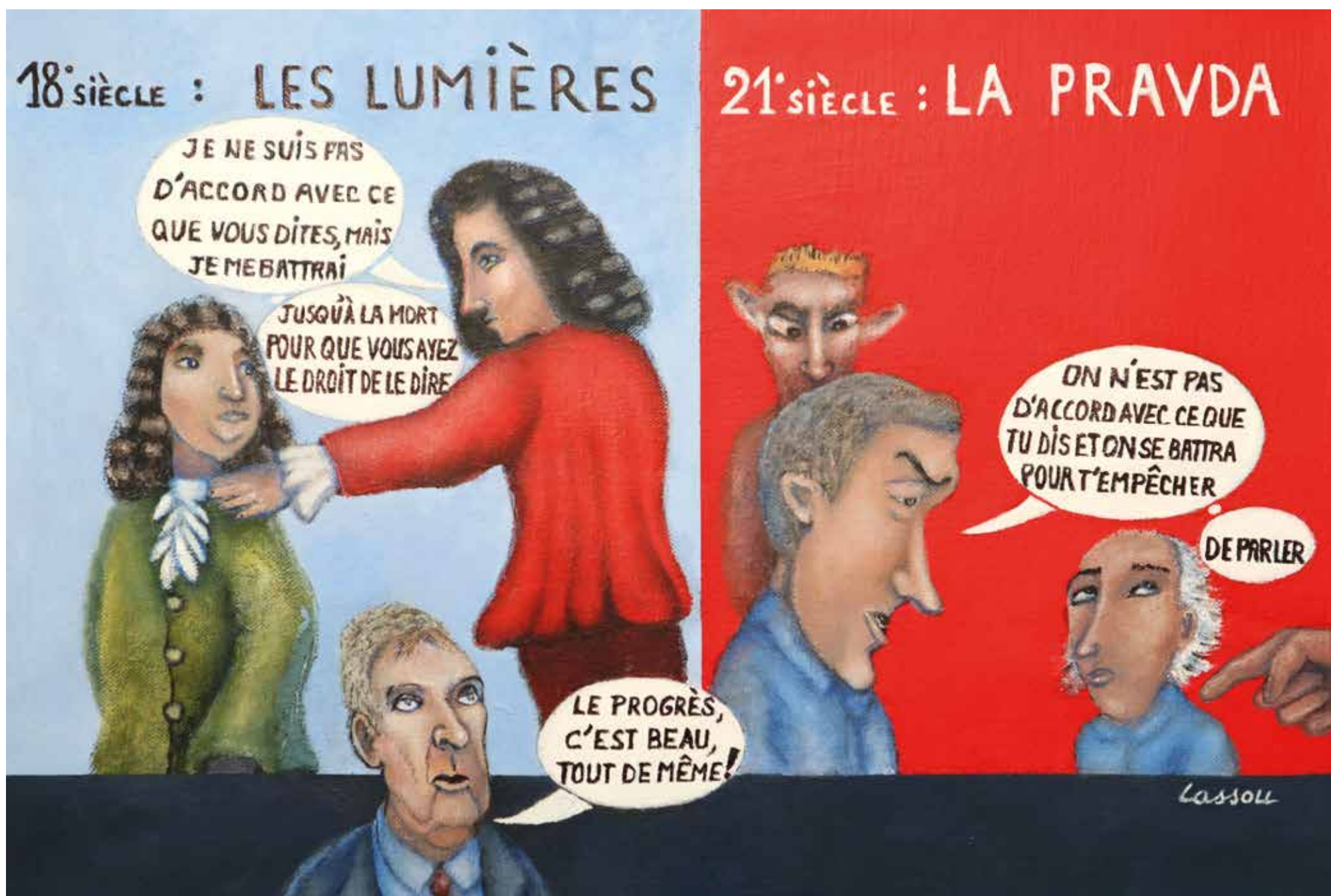


Illustration - Cassou

présentée au conseil communal à l'initiative du groupe Vert Ardent en 2023 est juste, équilibrée, tous les mots sont pesés, et on ne peut qu'y souscrire (si on est démocrate). Remarquons plutôt ce qui y manque. Primo, les conseillers auraient pu définir préalablement ce qu'est (devenue) l'extrême droite, à partir de quelle ligne, une fois franchie, elle devient indiscutable. Prenons cette analogie : entre de l'eau froide – la démocratie – et de l'eau qui bout – l'extrême droite –, il y a toute une gradation de chaleur. À partir de quelle température exacte peut-on parler d'extrême droite ? La réponse ne peut être que subjective. Deuxio, pas une allusion à la période covidienne et à son mouvement totalitaire rampant. Rien d'étonnant, c'est bien trop délicat vis-à-vis d'un pouvoir communal qui s'était montré bon élève des mesures sanitaires, et depuis lors n'a jamais fait son examen de conscience (comme personne dans les cercles du pouvoir, d'ailleurs).

La motion a ensuite inspiré l'élaboration d'une « charte antifasciste » qui fut proposée à la signature tous azimuts. Est-il besoin de préciser que personne, à notre connaissance, n'a refusé ? « *Qui n'est pas antifasciste ? Levez la main...* ». Cette stratégie astucieuse a permis d'unifier toutes les associations, ou presque, et de les engager les unes envers les autres. Là où la motion se contente d'arguments politiques classiques, la charte rajoute une épaisse couche de « DEI » (diversité, équité, inclusion), histoire d'être à la mode : « *Toute forme de discrimination (propos, idées, actions) qui reproduit et/ou encourage une quelconque forme de domination (racisme, sexisme, homophobie, xénophobie, transphobie, grossophobie, classisme, âgisme, validisme, colonialisme, antisyndicalisme...), sera combattue au sein du Front Antifasciste de Liège 2.0¹⁰* ». Attention, marchez droit, bonnes gens, car on vous tient à l'œil ! Vous avez bien lu : même les idées – relevant de l'intériorité, par principe inviolable – doivent être combattues quand elles sont jugées discriminantes ! Nous sommes là dans un cas avéré de criminalisation de l'opinion qu'Orwell appelait « *Arrêtducrime* ». Nous n'avons pas la place ici pour commenter cette liste à la Prévert où sont amalgamées des réalités qu'il faut combattre (racisme, sexisme, homophobie, classisme, validisme, colonialisme) avec d'autres, à clarifier, préciser, expliciter, contextualiser...¹¹

Le puissant syndicat socialiste Fédération générale du travail de Belgique (FGTB) joue un rôle important dans les annulations. Il semblerait qu'en dernier recours c'est lui qui tranche, particulièrement sa centrale Setca, où un antifa rabique (cf. *supra*) exerce des responsabilités politiques. Julien¹², un militant antifasciste actif depuis les années 1990, déplorait auprès de moi que ce syndicat ait récupéré cette lutte en l'institutionnalisant (tout en maintenant la grande majorité de ses militants dans l'anonymat, pour de soi-disant raisons de sécurité).

Le dernier scandale en date (automne 2023) fut l'annulation de la conférence-débat de Michel Collon sur la situation à Gaza, initialement prévue à la Cité Miroir qui se présente pourtant comme un « *lieu de débat, d'éducation et de culture* ». Le débat, c'est l'annulation, aurait dit O'Brien à Winston dans 1984. Cette fois, il s'agissait bien d'un orateur estampillé de la gauche radicale, d'obédience marxiste, toutefois accusé des forfaits habituels (complotisme, rapports douteux avec l'extrême droite) et de « *manquer d'objectivité journalistique* ». Mais, fondamentalement, son « tort » est de prendre ses aises avec la stricte doxa sociale-démocrate antifasciste et d'oublier d'arborer le triangle rouge sur le revers de son veston. Avec Investig'Action, M. Collon cherche avant tout la vérité au travers des faits, même si elle fait mal à entendre. Dans un second temps, il ne cache pas sa sympathie pour la cause palestinienne – personne n'étant neutre dans cette affaire. Cette fois, c'est le Centre d'action laïque (CAL) qui est intervenu pour l'annulation. Les deux autres parties prenantes de la Cité Miroir – les asbl Memna et Territoires de la mémoire – se sont bien sûr alignées. La centaine de citoyens présents au Centre culturel arabe de la province de Liège à Grivegnée, où la conférence a été finalement abritée, ne comptaient pas en rester là et adressèrent au directeur de la CM un courrier de protestation, resté sans réponse à ce jour. Mépris du camp du Bien pour celui du Mal ?

En janvier, nous avons commémoré le 10^{ème} anniversaire de l'attentat à *Charlie Hebdo*. Que reste-t-il de l'immense élan populaire d'alors en faveur de la liberté d'expression ? Combien parmi ceux qui manifestèrent¹³ descendraient-ils à nouveau dans les rues contre la culture de l'annulation ? Les a-t-on d'ailleurs massivement investies, ces rues, pendant la covidé-

mence pour défendre les experts indépendants censurés et traînés dans la boue, et ce seulement 5 ans après la tragédie ? Entre autres avec l'aide paradoxale des réseaux sociaux (qu'ils adorent), les auto-proclamés « progressistes »¹⁴ ont voulu et organisé cette régression, voire cette interdiction de la parole vraie, la *parrhesia*. Ils ont perdu leur âme et leurs racines. Esprit de *Charlie*, réveille-toi¹⁵ !

Nicolas Bart

1. Cf. Bernard Legros, « L'invention du "confusionnisme" participe à la confusion », in *Kairos*, n° 53, février/mars 2022.
2. Yasha Mounk, *Le piège de l'identité. Comment une idée progressiste est devenue une idéologie délétère*, L'Observatoire, 2023, p. 265.
3. Myriam Revault d'Allonnes, *Pourquoi nous n'aimons pas la démocratie*, Seuil, 2010, p. 142.
4. Cf. son site « Liège Antifascisme 2.0 » où les courageux contributeurs anonymes jouent à (se) faire peur à coups de ratiocinations paranoïaques. Les sociologues et les linguistes désireux d'étudier scientifiquement la vulgate antifasciste verront un intérêt à le consulter.
5. Précisons : aujourd'hui la censure ne provient généralement plus de l'État, mais des corps intermédiaires, officiels ou non, se sentant dans un rapport de force favorable à un moment donné. Elle est devenue horizontale et silencieuse. Cf. Isabelle Barbéris, *Censures silencieuses*, PUF, 2024.
6. Cette association ne recevant aucune subvention, sa responsable se sentit libre de maintenir la conférence. Elle subit quelques tentatives d'intimidation anonymes par téléphone.
7. Cela tient certainement au fait que ces activistes ne connaissaient pas les lieux, n'avaient pas eu le temps de les repérer et auraient dû covoiturier pour les atteindre. Nul doute qu'à Liège ils n'auraient pas raté Mme Dechêne.
8. Il aura tenté de sauver l'honneur de la gauche liégeoise. Ayant été une des chevilles ouvrières du premier Front antifasciste à Liège dans les années 1990, cet homme déplore la forme qu'a prise aujourd'hui la lutte contre l'extrême droite.
9. Article 10 de la convention européenne des droits de l'homme. Par ailleurs, un arrêt de la Cour de cassation belge du 12 décembre 2024 stipule que « *dans un débat d'intérêt général, la liberté d'expression ne saurait être limitée à l'expression des seules idées généralement admises ; elle s'étend à la diffusion d'informations qui heurtent, choquent ou inquiètent dans des domaines où la certitude fait défaut* ». À bon entendeur...
10. Elle se trouve au bas de la page d'accueil de leur site.
11. Entre autres, la distinction faite par Claude Lévi-Strauss entre racisme et xénophobie in *Race et histoire* (1952).
12. Prénom modifié.
13. Il s'agissait également de condamner le terrorisme.
14. Faut-il préciser que l'extrême droite, elle aussi, aime faire taire ? Un point commun !
15. Nous désapprouvons la focalisation extrême du journal contre l'islam.

11/09 à l'Ouest, 09/99 à l'Est : les pouvoirs dévoilés ?

LUMIÈRES SUR LES CONFLITS ACTUELS ET LA NATURE DES ÉTATS

Au tournant du siècle, deux ensembles d'événements très proches ont lieu, aux USA et en Russie. Catalyseurs du nouveau conflit Est-Ouest, ces événements jettent aussi des éclairages essentiels sur les pouvoirs concernés. Au-delà, ces faits éclairent probablement la nature des puissances en général, mais aussi peut-être de tout État (en tant que gouvernement central), à notre époque.

Pour éviter les malentendus : de mon point de vue (et comme cela ressort de bien des publications de *Kairos*, en particulier sur la guerre en Ukraine), les initiateurs de la nouvelle confrontation Est-Ouest sont en Occident, et avant tout aux États-Unis. La Russie et ses alliés sont plutôt dans la réaction et les politiques défensives. De plus, les crimes commis dans le cadre de ces politiques défensives ne justifient ni traitement inique, ni, en général, rupture des relations (tant qu'on n'est pas face à des politiques génocidaires). Ce, notamment du fait que la nature criminelle est si bien partagée, chez l'ensemble des dirigeants de notre temps. Pensons par exemple à la Syrie : quoi qu'on puisse reprocher à son ancien régime, le choix occidental de l'exclure des négociations, quasiment dès le début de la guerre en 2011, ainsi que de le présenter comme le premier, voire unique responsable de cette guerre, ce choix apparaît plus que jamais dans sa monstrueuse irresponsabilité, avec les massacres qui se succèdent dans ce pays. La situation par rapport à la Russie est différente, mais il y a bien des points de rencontre (entre autres, concernant le risque que des gens pires que les dirigeants actuels y arrivent au pouvoir).

Mais en même temps, le pouvoir russe s'est laissé prendre dans un antagonisme destructeur, qui profite surtout à l'industrie militaire et aux faucons des deux côtés. Certes, on peut voir la lutte de la Russie comme une importante résistance d'un membre des BRICS à l'impérialisme occidental. Mais, pour moi, c'est prendre trop peu en compte le productivisme régnant à peu près autant qu'à l'Ouest, dans les puissances non occidentales, ainsi que le fait que leurs dirigeants ne me semblent pas meilleurs que ceux de l'Ouest. Certes, les États-Unis sont sans doute la plus grande menace, du fait de leur froide et inhumaine volonté de domination globale, volonté qu'un pays comme la Russie n'a pas. Par contre, il existe, dans le pouvoir de cette puissance, une volonté de contrôle tout aussi froide et inhumaine. Pour moi, cela ressort déjà de l'article « Dépasser les unilatéralités » (*Kairos*, n° 70), et cela va ressortir plus clairement encore du présent texte.

Pourquoi est-il important d'avoir conscience de telles choses ? Notamment, comme évoqué dans l'article mentionné, pour pouvoir dialoguer avec les personnes informées sur les crimes non occidentaux et révoltées par ceux-ci. Mais aussi pour prendre conscience du fait que l'ensemble des pouvoirs étatiques, en particulier ceux d'une certaine ampleur, confirment cette observation de Bakounine : « Prenez le plus sincère démocrate et mettez-le sur un trône quelconque ; s'il n'en descend aussitôt, il deviendra inmanquablement une canaille¹. » Les causes de ce phénomène sont complexes, mais il montre sans doute qu'il s'agit de tenter de progresser vers une vraie répartition du pouvoir sur l'ensemble des sociétés civiles. Or, on peut ne pas voir cet enjeu, si l'on sous-estime la nature criminelle et destructrice de l'ensemble ou de la plupart des pouvoirs actuels. Ce qui ne contredit pas le fait que, tant que les choses sont ce qu'elles sont, il s'agit sans doute de faire avec ces pouvoirs, de négocier avec eux. Mais avec lucidité.



JUMEAUX TÉNÉBREUX

Venons-en aux événements mentionnés. Les premiers sont les attentats de septembre 1999 en Russie (et plusieurs événements connexes). Ceux-ci ont eu lieu vers la fin des mandats du président russe Boris Eltsine marqués par une politique favorisant à outrance les investisseurs occidentaux, au détriment des intérêts nationaux. Comme nous le verrons, ces événements se relient probablement à la volonté de certains milieux du pouvoir russe de reprendre le contrôle sur le pays (et sans doute au-delà). Les autres événements concernés, à l'Ouest, sont les attentats du 11/09/2001, dans leurs relations avec les agressions ultérieures, par les États-Unis, d'une série de pays vus comme proches de la Russie.

Étant donné que les événements du 11/09 sont en général plus connus de nos lecteurs, nous nous limiterons à en rappeler quelques données essentielles. On peut consulter en complément les analyses du professeur D. R. Griffin (voir sa petite synthèse²), ou encore cette source très éclairante : un article d'un collectif spécialisé, indiquant des liens vers une série de publications des médias les plus classiques³. Publications dont il ressort que la version officielle des faits ne tient pas du tout et — si l'on tire certaines déductions qui

devraient d'après moi s'imposer — que les attentats ont dû être organisés essentiellement de l'intérieur.

Les événements de 09/99 seront donc le fil rouge, et nous reviendrons régulièrement à ceux du 11/09. Concernant les premiers, une part essentielle de ceux-ci a eu lieu dans la ville russe de Riazan, peu après les 5 attentats très meurtriers qui, sur une quinzaine de jours, ont frappé la Russie (explosions nocturnes d'immeubles résidentiels). Avant d'en venir aux sources, résumons les choses : une semaine après la dernière explosion, soit le 22/09/99, un habitant de Riazan aperçoit des personnes sorties d'une voiture, dont la plaque d'immatriculation n'est lisible qu'en partie, et qui portent des sacs dans la cave d'un immeuble. Du fait des événements récents, le témoin avertit la police. Celle-ci arrive un peu plus tard. Examinant les sacs, elle y découvre un détonateur et un contenu d'un jaune inhabituel. Des spécialistes des explosifs interviennent et déclarent que les sacs contiennent un puissant explosif, de l'hexogène. 1.200 policiers sont déployés par le ministère de l'Intérieur pour rechercher les malfaiteurs. Le lendemain, le chef du FSB local et le ministre félicitent les habitants et les forces de l'ordre de Riazan pour leur réaction ayant permis, soulignent-ils, de déjouer un nouvel attentat. Les informations sur ces faits sont diffusées dans le monde entier. Deux des individus ayant déposé les sacs sont alors arrêtés. Et, là, grande surprise : le directeur du FSB, Nikolai Patrouchev,

déclare aussitôt, le 24 septembre, qu'il ne s'agissait pas d'une tentative d'attentat, mais d'une simulation. Et il s'avérera en effet que les personnes arrêtées sont des agents du FSB. La version officielle sera telle que les sacs ne contenaient pas d'hexogène, mais seulement du sucre, et que le détonateur n'était pas fonctionnel (ce que contrediront énergiquement les policiers et militaires qui sont intervenus — nous y venons). L'antenne du FSB de Riazan, le ministère de l'Intérieur lui-même, ainsi que le gouverneur provincial communiquent que ces déclarations de Patrouchev sont pour eux une surprise totale. Très important : ces événements ont tant fait parler d'eux qu'on en trouve des présentations même dans les médias dominants, en Russie. J'ai choisi de me baser ici surtout, encore une fois, sur le journal *Moskovski Komsomolets* (MK). Il s'agit en effet d'un média russe des plus classiques et proche du pouvoir, comme cela ressort notamment du fait qu'il a été visé par des sanctions occidentales (on l'apprend sur le site de l'agence étatique russe Tass⁴), ainsi que du fait que, en 2024 encore, sur son propre site officiel, le président russe actuel saluait le travail de ce journal⁵. Rappelons aussi que les traducteurs automatiques donnent un accès suffisant aux articles en langue russe.

On lit sur le site de MK : « Dans la nuit du 23 septembre 1999, des policiers de Riazan ont découvert trois sacs de sucre "contenant une substance cristalline blanche" dans le sous-sol d'un immeuble résidentiel de 12 étages de la rue Novoselov. L'un des sacs contenait un engin explosif composé de trois piles, d'un détonateur et d'une montre électronique. Lors de l'examen de cette substance, la présence de vapeurs d'hexogène a été découverte. Ensuite, les autorités ont signalé qu'un exercice du FSB avait lieu, mais les journalistes expriment encore des doutes à ce sujet⁶. » Extrait d'un autre article très significatif : « L'explosion de Riazan a été miraculeusement évitée. Bien que le directeur du FSB, N. Patrouchev, ait déclaré le 24 septembre 1999 qu'il s'agissait d'exercices destinés à tester la vigilance des citoyens et qu'il y avait du sucre dans les sacs, il s'est avéré qu'une demi-heure avant son discours, le chef d'un autre service des forces de l'ordre, V. Rushailo, [...] a déclaré qu'une explosion à Riazan avait été évitée. Et les experts en explosifs de Riazan affirment que l'équipement a montré la présence d'hexogène dans les sacs⁷. »

Un autre événement, encore plus frappant, se relie directement aux précédents : l'annonce, à l'avance, en plein parlement national, de l'un des attentats de cette période. Là aussi, l'information se trouve dans MK : « Comment se fait-il que le lundi 13 septembre 1999, jour où des immeubles [...] ont explosé à Moscou, le président de la Douma [...] a rapporté l'explosion d'un bâtiment à Volgodonsk ? [...] Et que c'est 4 jours plus tard seulement qu'un immeuble a explosé dans cette ville ? V. Jirinovski en a parlé ouvertement, le 17 septembre, lors d'une réunion plénière de la Douma d'État. En conséquence, son micro a été éteint et la question est restée sans réponse. À la suite de ces explosions, environ 300 civils russes ont été tués et environ 2.000 autres blessés⁸. » La journaliste russe Masha Gessen explique ainsi la chose : « Apparemment, l'informateur du FSB présent dans le bureau du président de la Douma [...] avait fait passer la mauvaise annonce, mais il avait eu connaissance de l'explosion prévue de Volgodonsk⁹. » Rappelons que, comme on l'apprend sur le site de la BBC, un événement très semblable a eu lieu lors des attentats du 11/09/2001¹⁰ : la BBC a annoncé à l'avance l'effondrement d'une tour qui, de plus, n'avait pas été touchée par un avion...

On apprend aussi, toujours dans MK, que malgré les risques, des députés et autres citoyens ont demandé l'engagement d'une procédure pénale, contre les responsables du FSB visiblement impliqués dans les événements de 09/99. La demande fut rejetée par le procureur général¹¹, mais plusieurs personnes, en Russie (en particulier des journalistes et des députés), ont continué à tenter de faire toute la lumière sur ces faits. La plupart d'entre elles ont été emprisonnées pour des motifs peu crédibles, assassinées, ou encore ont péri dans des accidents suspects. Ces faits sont traités par des médias russes critiques comme classiques¹².

Il ne faut pas être conspirationniste pour déduire de tout cela que ces attentats de 1999 ont dû être organisés par les membres les plus haut placés des services secrets russes. C'était notamment la conviction de l'ancien agent du FSB Alexandre Litvinenko, qui avait quitté la Russie peu après avoir refusé d'exécuter un ordre criminel. Il mourra empoisonné en

Angleterre, mais aura encore le temps d'écrire *Le temps des assassins*¹³, où il analyse en profondeur ces attentats et leur contexte. Les informations élémentaires sur Litvinenko et son assassinat se trouvent dans des médias russes très diffusés, notamment, là encore, dans un article de MK¹⁴. *Le temps des assassins* fournit de très nombreuses données, basées sur les médias russes officiels : témoignages des policiers arrivés les premiers sur les lieux, à Riazan ; déclarations du chef du FSB de Riazan et du ministère de l'Intérieur, maintenant que des vapeurs d'hexogène avaient bien été détectées ; nombreux détails sur les enquêtes et luttes des députés et journalistes évoqués ; textes juridiques prouvant que si les faits de Riazan avaient été une simulation, celle-ci aurait été conçue d'une manière totalement illégale, à de nombreux niveaux, etc.

SUITES, MOBILES ET VISÉES

Le pouvoir russe attribue les attentats de 09/99 aux indépendantistes tchétchènes. Et peu après ces événements — et donc sans aucune enquête préalable —, Vladimir Poutine, alors Premier ministre, décide de reprendre l'offensive en Tchétchénie, officiellement en représailles. On l'apprend dans Première personne, la biographie officielle du président russe (ouvrage cautionné par lui et dont il est co-auteur)¹⁵, ainsi que sur le site de la Société historique militaire russe, institution étatique, qui précise bien que cette reprise des hostilités, suite des attentats, est le début de la 2^{ème} guerre de Tchétchénie¹⁶. Rappelons que celle-ci causera, suivant les estimations, de plusieurs dizaines de milliers à plusieurs centaines de milliers de morts (estimations prises au sérieux par Ramzan Kadyrov lui-même¹⁷, très peu soupçonnable de vouloir dénigrer le pouvoir russe). Ces choix politiques et militaires ressemblent donc fortement à ceux du pouvoir états-uniens vis-à-vis de l'Afghanistan, attaqué avant toute enquête sur les attentats du 11/09. Rappelons que le conflit déclenché alors causera, estime-t-on, 165.000 morts¹⁸. Quant à l'invasion de l'Irak par les États-Unis, invasion prétextée elle aussi par les attentats du 11/09 entre autres, elle causera quant à elle 1,2 million de morts, suivant des estimations élevées¹⁹.

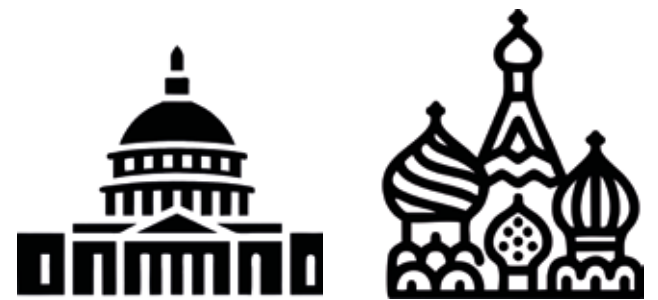
Concernant les motifs, Litvinenko et d'autres ont estimé que le but des attentats de 09/99 était de convaincre la population de voter pour un « homme fort », comme Poutine, qui allait en effet se présenter bientôt aux élections. Étant donné que celui-ci provenait du FSB et que les attentats étaient manifestement le fait de la tête de ce service, l'objectif était probablement de placer quelqu'un du FSB au poste le plus élevé du pays. Au sujet du destin des responsables, N. Patrouchev, une des personnes le plus clairement et le plus directement impliquée, est toujours haut fonctionnaire²⁰ et a été, jusqu'en 2024, membre du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie²¹. Quant à Poutine, il était encore directeur du FSB moins de 3 semaines avant le début des attentats, et Patrouchev était son bras droit. Ainsi, M. Gessen estime qu'il était probablement au courant de la préparation de ces opérations²². (Rappelons que concernant le 11/09, les responsables au sein du pouvoir états-uniens n'ont jamais été inquiétés, eux non plus).

Au sujet du 11/09 encore, rappelons que selon le général états-unien Wesley Clark, ancien commandant en chef des forces de l'OTAN, un mémorandum du Pentagone est apparu quelques semaines après les attentats, et prévoyait le renversement d'une série de gouvernements vus comme proches de la Russie²³, sous prétexte de guerre contre le terrorisme. Les faits révèlent visiblement le sérieux de ce mémorandum, puisque tous les pays cités ont bien été attaqués, directement ou d'une manière déguisée, par les États-Unis et leurs alliés. Ainsi, ces attentats visaient sans doute un conditionnement du peuple états-unien à ces guerres impérialistes camouflées. De même, les attentats de 1999 visaient probablement, au-delà de l'élection de Poutine, à préparer psychologiquement les Russes à la guerre en Tchétchénie, à la lutte pour l'ordre en général, ainsi qu'à la résistance aux États-Unis (face à l'expansion de l'OTAN, etc.). Mais ce point de vue plus défensif et national ne change bien sûr rien à la noirceur absolue qui se manifeste dans ces attentats (tout comme, bien sûr, dans ceux du 11/09). De plus, leurs auteurs ne pouvaient pas offrir un meilleur cadeau aux atlantistes, quant à la justification de leurs politiques expansionnistes et russophobes.

Rappelons que la criminalité dévastatrice ne concerne en rien que les États-Unis et la Russie. Comme le montrent nos publications, une série de pouvoirs européens ont été des responsables essentiels des guerres atroces en Libye, en Syrie et au Yémen notamment, sans parler des politiques extractivistes tout aussi destructrices, pratiquées par l'ensemble de nos États.

Notons encore que si, dans nos médias classiques, on n'ose que timidement interroger le discours officiel sur le 11/09, plusieurs de ces médias prennent très au sérieux, par contre, les conclusions de Litvinenko sur les attentats de 09/99²⁴. S'ils étaient cohérents, les wokes devraient réagir et dénoncer là un suprémacisme ou un racisme patent. En effet, ces positionnements médiatiques impliquent cette idée : des dirigeants russes peuvent être assez machiavéliques et pervers pour organiser les monstruosité dont il a été question ici, mais des dirigeants occidentaux ne pourraient jamais aller jusque-là, voyons...

Daniel Zink



1. Bakounine, M., *Catéchisme révolutionnaire* [1866], In *Libro Veritas*, p. 21.
2. <https://www.kaïrospresse.be/21-raisons-de-remettre-en-question-la-version-officielle-sur-le-11-septembre/>
3. <https://www.reopen911.info/News/2014/01/07/11-septembre-arte-decouvre-enfin-certains-zones-dombre-3/> ; voir aussi <https://www.reopen911.info/video/n-harrit-interviewe-sur-tv2-danoise-nano-thermite-au-wtc.html>
4. <https://tass.com/economy/1435143>
5. <http://en.kremlin.ru/events/president/news/75825>
6. <https://www.mk.ru/editions/daily/article/2000/09/05/119748-ryazanskiy-vzryiv-postanovili-schitat-teraktom.html>
7. <https://www.mk.ru/blogs/posts/reshenie-problem-v-poiske-vinovnyih.html>
8. Ibid.
9. Gessen, M., *L'homme sans visage*, Fayard, 2012, p. 198.
10. <https://www.bbc.com/news/58469600>
11. <https://www.mk.ru/old/article/2002/05/15/167440-fsb-za-infarktyi-ne-v-otvete.html>
12. Voir p. ex., sur les meurtres de deux enquêteurs et activistes essentiels, Y. Schekochikhin et S. Yushenkov : <https://novayagazeta.ru/articles/2013/07/03/55342-my-stavim-tochku-et-https://novayagazeta.ru/articles/2004/03/22/22627-liberalizm-s-litsom-berezovskogo>. Ces meurtres et leurs dimensions politiques sont abordés aussi par MK : <https://www.mk.ru/politics/2013/07/13/883535-rassledovaniemerti-yuriya-schekochihina-obernulos-dikim-bredom-s-gallyutsinatsiyami.html> et <https://www.mk.ru/editions/daily/article/2003/05/12/136633-elektronnyie-taynyi-yushenkova.html>
13. Litvinenko, A., *Le temps des assassins*, Calmann-Lévy, 2007.
14. <https://www.mk.ru/editions/daily/article/2006/12/18/173863-litvinenko-ubili-izza-dose.html>
15. Poutine, V., Timakova N. et al., *Vladimir Poutine, première personne*, So Lonely, 2016, p. 155.
16. <https://histrf.ru/read/articles/vtoraia-chiechienskaia-voïna>
17. <https://www.newsru.com/russia/28apr2011/kadyrov.html>
18. <https://www.ouest-france.fr/monde/afghanistan/afghanistan-20-ans-de-guerre-et-165-000-morts-plus-tard-8d2285dc-9d1d-11eb-a9c5-320bc750e309>
19. https://www.lemonde.fr/international/article/2008/03/19/cinq-ans-apres-le-debut-de-la-guerre-en-irak-incertitudes-autour-du-nombre-d-irakiens-tues_1024896_3210.html
20. <https://tass.com/politics/1994799>
21. <https://tass.com/politics/1786841>
22. Gessen, op. cit., p. 61 sq.
23. <https://www.theguardian.com/environment/earth-insight/2013/aug/30/syria-chemical-attack-war-intervention-oil-gas-energy-pipelines>
24. Voir p. ex. https://www.nouvelobs.com/en-partenariat-avec-books/20131011_OBS0834/le-crime-qui-a-fait-poutine.html

Le cordon sanitaire : protection de la démocratie ou protection contre la démocratie ?



Illustration : Uncanny Bee

LA DÉMOCRATIE DÉFENSIVE EN ACTION : UN EXEMPLE

En septembre 2023, le mensuel luxembourgeois *Forum*, porte-voix d'un catholicisme intellectuel de gauche, publiait un plaidoyer contre le parti politique Alternative Démocratique Réformiste (ADR). L'ADR est un parti national-conservateur siégeant au Parlement luxembourgeois, connu pour ses positions souverainistes et critiques envers certaines évolutions sociétales, mais dont les positions officielles n'ont pas, à ce jour, été qualifiées d'extrémistes par les instances européennes.

L'idée était donc que *Forum* — ce qui n'est pas sans ironie au vu du titre même de la revue — allait désormais ignorer purement et simplement l'existence de ce parti. Que celui-ci ait recueilli environ 10% des suffrages lors des dernières élections législatives ne semble pas entrer en ligne de compte pour les auteurs. Dès lors, les élus de ces électeurs, tout comme le parti lui-même, se voient dénier toute légitimité à participer à la discussion des affaires publiques. Cette prise de position, pour le moins étonnante, s'appuie en réalité sur un principe plus général : pour préserver la démocratie, il faudrait interdire la parole à ceux, partis ou députés, qui ne répondent pas à une certaine définition de la démocratie. De la même manière, toute formation politique, tout élu ou tout citoyen qui ne reflètent pas les valeurs que ces gardiens de la démocratie estiment indispensables au débat public devraient être exclu de toute participation démocratique effective. Cette exclusion du discours se fonde sur une définition, soulignons-le, ni interrogée ni

débatue, mais simplement présumée par ceux qui s'érigent en censeurs. Le forum se transforme alors en tribune fermée, où ne s'expriment que ceux dont la légitimité a été préalablement validée.

Ainsi, selon les auteurs de ce manifeste en faveur de la protection de la démocratie, les transgressions reprochées à l'ADR incluraient, entre autres, une idéologie qualifiée d'ethno-nationaliste, des déclarations de sympathie² envers le Troisième Reich attribuées à un député du parti, la publication sur les réseaux sociaux de contenus jugés offensants en lien avec Hitler ou la Shoah, ainsi qu'une conception de la masculinité évoquant, selon eux, celle de Mussolini ou de Poutine. Il convient de souligner que certains de ces éléments, notamment les propos relatifs au Troisième Reich, ont effectivement été tenus et peuvent, à juste titre, choquer ou susciter l'indignation. Mais précisément pour cette raison, ils appellent une discussion publique rigoureuse et circonstanciée, et non une disqualification globale de l'ensemble d'un parti ou de ses électeurs. En réduisant l'analyse politique à une série d'imputations morales, sans distinction entre les actes d'individus et les positions collectives, on remplace le débat démocratique par une logique de bannissement symbolique. Une telle stratégie, si elle évite l'examen contradictoire, risque de produire un double effet pervers : d'une part, elle affaiblit la portée de la critique en l'adossant à des accusations globalisantes, non toujours démontrées ; d'autre part, elle transforme le pluralisme politique en paysage moralement binaire, où la possibilité même d'un débat contradictoire est évacuée au nom d'une défense abstraite de la démocratie.

La logique de l'argument est bien connue. Il s'agit de celle du cordon sanitaire, dont l'origine historique révèle une logique toujours en place. Pour se protéger contre l'épidémie de fièvre jaune de Barcelone en 1821, les autorités françaises réagirent sans délai en fermant les ports à toute embarcation catalane et en instituant une zone de quarantaine militaire le long des Pyrénées. Un corps de 15.000 soldats y fut déployé pour en assurer le contrôle (Chastel, 1999). Dès ses débuts, la logique du cordon sanitaire se révélait aussi médicale que politique. Lorsque l'épidémie, à son apogée en septembre, reculait déjà avec les froids de décembre, la France persistait à maintenir la fermeture de sa frontière sud. Officiellement, il s'agissait encore de se prémunir contre un risque sanitaire. Officieusement, il fallait surtout empêcher le passage d'un autre agent pathogène : le libéralisme espagnol. Déjà en 1821, certaines idées circulaient comme des virus et les États prenaient les fièvres politiques très au sérieux.

Introduit dans le vocabulaire politique à la fin du XX^e siècle pour désigner une stratégie de confinement de l'extrême droite, le concept de cordon sanitaire s'est progressivement institutionnalisé comme un outil légitime de défense des régimes démocratiques face aux menaces que représenteraient certains partis ou discours jugés antidémocratiques. Le mécanisme repose sur une prémisse apparemment consensuelle : certaines opinions doivent être écartées de l'espace public pour préserver les fondements mêmes de l'espace démocratique. En cela, le cordon sanitaire se veut un geste de prophylaxie politique : il s'agirait de soustraire le débat démocratique à des logiques de haine, d'exclusion ou de violence symbo-

lique, au nom d'un socle de valeurs partagées et devant être protégées des critiques supposées non démocratiques.

Dans un espace public démocratique, le langage journalistique ne saurait se réduire à un simple instrument de transmission de faits ou de «vérités» incontestées. La liberté d'expression inclut nécessairement des positions susceptibles de s'avérer erronées, ne serait-ce que parce que les réalités politiques, économiques et sociales ne peuvent se comprendre qu'au prisme d'interprétations concurrentes, diversement étayées. C'est dans ce cadre que le rôle des médias devient décisif. Car s'il s'agit véritablement de préserver l'espace démocratique, encore faut-il que les conditions mêmes du pluralisme soient garanties, au premier rang desquelles la possibilité d'une conflictualité interprétative. Or, cette exigence suppose que les médias ne se contentent pas de refléter une vérité instituée, mais assument pleinement leur fonction dans une démocratie : celle de rendre audibles des voix dissonantes, même, et surtout, lorsqu'elles bousculent les normes dominantes.

Le langage de la presse ne décrit pas seulement le réel, il en fait intrinsèquement partie. Dans les débats politiquement polarisés, il semble toutefois devenu courant que certains termes, au lieu de désigner de manière descriptive des faits ou des phénomènes, soient employés comme des jugements discursifs. Il en va ainsi, notamment, des notions d'«extrême droite», de « populisme » ou de « complotisme », qui ne visent pas tant à éclairer ou à informer qu'à disqualifier des oppositions jugées politiquement indésirables.

Lorsque des cordons sanitaires médiatiques servent en priorité à délégitimer une opposition démocratique pourtant légitime, ils ne défendent pas la démocratie, même « résiliente », mais en détruisent les fondements.

LE CONCEPT COMME ÉTIQUETTE

L'expression « extrême droite » apparaît sous la Restauration pour désigner les ultraroyalistes, partisans d'un retour intégral à l'Ancien Régime et farouches opposants à toute forme de libéralisme ou de compromis constitutionnel. Au 20^e siècle, elle s'applique à des courants caractérisés par l'antiparlementarisme, l'autoritarisme, le nationalisme radical, la xénophobie et le racisme d'État. Mais aujourd'hui, le flou conceptuel qui entoure cette notion la rend insaisissable sur le plan analytique et particulièrement vulnérable à un usage polémique, où elle sert moins à désigner une doctrine politique précise qu'à disqualifier un adversaire en le plaçant hors du champ légitime du débat démocratique.

Un tel usage du langage a des conséquences : il remplace le débat politique par un marquage moral. Quiconque est désigné comme « extrême droite » n'est plus un interlocuteur dans le débat, mais un ennemi en dehors de celui-ci. Il ne s'agit évidemment pas de nier l'existence bien réelle de mouvances d'extrême droite en Europe. Mais l'effet public d'un terme ne dépend pas seulement de sa justesse factuelle : il dépend aussi de sa fonction discursive. Or dans les cas évoqués, cette fonction n'est pas analytique, mais normative, et même disqualifiante. Le mot devient un verdict, non un outil de compréhension. Cela affaiblit à la fois la qualité du débat public, la crédibilité du journalisme et, finalement, le pluralisme démocratique.

LA DÉONTOLOGIE JOURNALISTIQUE DANS LE CONTEXTE LUXEMBOURGEOIS

Le Code de déontologie journalistique luxembourgeois définit clairement le rôle des médias : ils doivent offrir aux citoyennes et citoyens une information équitable, diversifiée et rigoureuse, favoriser le débat démocratique et permettre le développement du jugement critique. Les principes fondamentaux en sont l'impartialité, la transparence et la séparation stricte entre faits et opinions. Il affirme expressément que : « Cette liberté, qui doit pouvoir s'exercer sans contraintes, sans pressions ni censure, constitue l'un des piliers indispensables de toute société démocratique. » Or, lorsque des termes comme « extrême droite » sont utilisés sans argumentation claire, la distinction entre fait et jugement se brouille. Dans ce contexte, il devient parfois incertain si le journaliste lui-même parvient encore à distinguer entre une analyse fondée et une prise de position politique. Le lecteur, de son côté, n'est alors plus en mesure de discerner s'il s'agit d'une évaluation argumentée ou d'un acte d'adhésion idéologique. Il incombe dès lors au journalisme de maintenir avec rigueur la frontière entre information et commentaire, afin de préserver sa fonction démocratique : celle de rendre intelligible la complexité politique sans la réduire à des réflexes d'exclusion.

Le langage n'est jamais neutre. Si le journalisme participe sans recul à cette confusion discursive, il abdique sa fonction d'éclaircisseur. L'analyse journalistique se transforme alors en classement politique, la critique démocratique en tribunal moral.

POUR UNE CRITIQUE DÉMOCRATIQUE DU JOURNALISME

La presse remplit trois fonctions essentielles dans une société démocratique : elle informe, elle contrôle les pouvoirs

et elle donne voix à la diversité des positions politiques et sociales. Si ces fonctions sont remplacées par des discours normatifs et une gestion morale de l'espace public, le journalisme perd sa qualité démocratique. Lorsqu'un média n'exerce plus une critique fondée à l'égard d'un parti démocratiquement élu, mais le stigmatise globalement ou l'exclut du débat, il nuit au pluralisme politique. Une démocratie vivante ne repose pas sur l'exclusion, mais sur le débat critique, y compris avec celles et ceux dont les idées sont fermement rejetées. Cela implique que même les voix dérangeantes sont une expression légitime de la volonté populaire. Leur exclusion systématique par des cordons sanitaires qui opèrent comme des digues de l'opinion publique ne protègent pas la démocratie, mais l'affaiblissent.

Les cordons sanitaires se présentent volontiers comme des remparts éthiques. Cependant, en réalité, ils entravent avant tout la confrontation démocratique. Plutôt que d'éclairer les dynamiques de polarisation politique, un journalisme qui recourt à ces stratégies d'exclusion cesse d'en être l'analyste pour en devenir l'acteur.

Tout journalisme engage une performativité : il ne se contente pas de refléter le réel, il en propose une configuration signifiante et participe ainsi à la construction de l'espace public. Cette performativité, toutefois, peut revêtir des formes contrastées. Elle peut favoriser l'ouverture délibérative en exposant la pluralité des interprétations, ou, au contraire, contribuer à une normativité implicite en prescrivant ce qui est recevable ou non dans le débat démocratique. Ce n'est donc pas tant la performativité en soi qu'il convient de critiquer, mais ses usages : lorsque le journalisme cesse d'interroger le monde pour s'ériger en gardien des évidences, il cesse d'informer pour instruire à sens unique. Une démocratie exige, dès lors, non l'illusion d'une neutralité, mais une réflexivité critique sur les effets de langage et de cadrage qu'exerce toute prise de parole médiatique.

Thierry Simonelli

Bibliographie

Chastel C. 1999. « La peste de Barcelone. Épidémie de fièvre jaune de 1821 ». Bulletin de la Société de pathologie exotique, 5 pt. 2 : p. 405-407.

Kalmes, A., Kmec, S., Köhl, T., Lorang, P., Nicolay, J.-P., Pauly, M., Stoldt, J., Thill, V., & Weber, R. Septembre 1923. « Plädoyer für ein cordon sanitaire gegenüber der ADR. » Forum, N° 433, p. 1011.

Big Mother veille sur vous (partie 1/4)

À contre-courant des idées reçues, nous avons autrefois formulé l'idée que la gestion du covid-19 indiquait une attitude moins autoritaire et paternelle qu'une posture « bienveil-

lante » et maternelle prise par un État *totalimère*¹. Le travail du psychanalyste Michel Schneider² nous aidera, une nouvelle fois, à donner plus de consistance encore à cette hypothèse :

non, ne vivons pas sous le joug du patriarcat (celui-ci a depuis longtemps disparu), mais sous l'égide du maternel.

« Je veux imaginer sous quels traits nouveaux le despotisme pourrait se produire dans le monde (...). Il est absolu, détaillé, régulier, prévoyant et doux. Il ressemblerait à la puissance paternelle si, comme elle, il avait pour objet de préparer les hommes à l'âge viril ; mais il ne cherche, au contraire, qu'à les fixer irrévocablement dans l'enfance ; il aime que les citoyens se réjouissent, pourvu qu'ils ne songent qu'à se réjouir. Il travaille volontiers à leur bonheur ; mais il veut en être l'unique agent et le seul arbitre ; il pourvoit à leur sécurité, prévoit et assure leurs besoins, facilite leurs plaisirs (...); que ne peut-il leur ôter entièrement le trouble de penser et la peine de vivre ? »

Alexis de Tocqueville

Afin de l'aiguiller dans les dédales de cette cruciale thématique et d'éviter — si pour peu que cela soit envisageable, tant le sujet paraît sensible — de fâcheuses confusions, il semble nécessaire d'expliquer au lecteur ce que nous entendons par *maternel* et *paternel*. Comme Schneider le mentionne, tout humain a été dépendant d'une femme. Ce fait est indéniable, peu importe les cultures et les époques : tout fœtus se développe dans le ventre d'une dame. Il s'est alors passé quelque chose de l'ordre d'un état d'indifférenciation initial entre chaque sujet et son milieu environnant, état qui se prolonge toujours quelque peu après la naissance, le temps que la cruelle désillusion ne s'opère davantage³.

Bien que bébé rentre très tôt en interaction avec sa mère, celle-ci représente encore pour lui un prolongement de sa personne. Plus tard, l'individu en devenir aura la lourde tâche de prendre ses distances avec l'objet maternant dans le but d'accéder à la singularité, et *in fine* à la pensée.

Pour que cette laborieuse tentative aboutisse, il est nécessaire que deux éléments s'associent :

- 1) La mère, en ne se montrant ni trop présente ni trop absente, facilitera chez son bébé la création d'une aire intermédiaire⁴ qui permettra au petit d'homme d'appivoiser le manque pour accéder au désir. Dans un premier temps parfaitement adaptée aux besoins du nourrisson, elle favorisera peu à peu un espace propice à la naissance psychique. Le psychanalyste Donald Winnicott recommandait lui-même aux mères d'être passables, c'est-à-dire suffisamment bonnes et non toutes-puissantes, et dont on doit pouvoir se priver à un moment donné.
- 2) Il est important que cette dyade mère-enfant rencontre du tiers, c'est-à-dire une instance qui favorisera le « décollement » entre les deux parties de l'ensemble, ce que le psychanalyste Jacques Lacan a nommé le *Nom du père* ; un « non » qui signifie à l'enfant qu'il lui est interdit de rester fixé à sa mère et de l'avoir tout pour lui, mais aussi un « nom » qui devra être reconnu par la mère comme étant porté par celui qui représente cet autre objet de son désir.

Si ces deux critères ne sont pas réunis, il est possible que l'enfant se maintienne dans un état d'indifférenciation. Refusant la castration⁵, une part de son psychisme demeurera fixée à l'idée qu'il est possible d'avoir « tout, tout de suite ». Il restera dès lors plus tard arrimé à une forme d'intolérance à la frustration incitant une recherche effrénée de *Jouissance*⁶.

Malgré les tentatives de divers courants bienpensants à faire croire le contraire, il existe *a minima* une différence notable entre l'homme et la femme, dans la mesure où aucun homme n'a jamais porté d'enfant dans son ventre. De ceci découle deux fonctions, *maternelle* et *paternelle*. Le mot n'étant pas la chose (sauf dans le registre de la psychose) ces fonctions ne sont pas à confondre *stricto sensu* avec les personnes — c'est-à-dire qu'il existe une fonction paternelle et maternelle aussi bien chez l'homme que chez la femme (il est néanmoins difficile de nier que la faculté purement organique à recevoir à l'intérieur de soi un petit être est susceptible d'engendrer certaines dispositions psychiques particulièrement propices à cet accueil).

L'une des plus importantes besognes de la fonction maternelle est d'apaiser l'angoisse. C'est ainsi que, par le portage et les soins prodigués à son petit, la mère relie les différentes parties du corps entre elles. Elle n'est pas en reste lorsqu'il s'agit de porter assurance, sécurité et assistance et entend en quelque sorte « l'enfant avant qu'il ne sache parler »⁷. Le rapport de *proximité* qu'elle entretient avec celui-ci est par conséquent particulièrement aigu.

Au contraire, le principe premier de la fonction paternelle est de séparer et de fixer des limites. Le père⁸ joue en somme le rôle de tiers nécessaire à tout projet d'individuation. En mentionnant « tu ne peux pas », il préfigure le principe de castration œdipien qui signifie à l'enfant — garçon ou fille — qu'il n'est pas en droit de garder la mère tout pour lui. Il est opportun de préciser qu'un simple « tu ne peux pas » ne permet pas au complexe de castration d'être symboligène⁹. Au contraire, un « non » énoncé sans nuance pourrait avoir pour effet de chasser le désir et de maintenir le sujet dans l'infantile, au lieu de l'élever. Ceci veut dire que les deux fonctions que nous tentons

BIG MOTHER



N'OUBLIE PAS
TA PETITE LAINE...

IS THERE FOR YOU

de décrire ne peuvent se réduire à ce que l'on a énoncé à leur sujet ; une mère dont la dévotion est totale sera infantilisante, tout autant qu'un père entièrement interdicteur.

Une mère trop bonne en effet — c'est-à-dire une mère « toute-là » — ne laissera que très peu d'espace psychique à son enfant. En répondant aux besoins de ce dernier avant que le désir ne se fasse sentir, les bras qui enlacent étouffent au lieu de protéger. C'est ici que *Big Mother* rentre en scène au niveau sociétal.

Nous pensons en effet que la civilisation bourgeoise qui est la nôtre — à savoir celle qui est cultivée par le libéralisme, le système technicien, la société de croissance ainsi que par le capitalisme, les 4 dimensions étant intimement reliées entre elles — n'est plus de l'ordre du patriarcat mais que c'est, au contraire (et bien que la plupart des grands PDG ou politiciens de ce monde soient des hommes), la fonction maternelle qui domine désormais.

À la lecture de ces lignes, le lecteur aura peut-être tôt fait de considérer nos propos avec une compréhensible méfiance, tant l'idée formulée paraît saugrenue. Il sera bien entendu nécessaire de la développer dans les prochaines parties de ce texte afin de réussir à gagner sa confiance. Mais avant cela, qu'il nous soit permis de citer quelques exemples afin de tracer concrètement notre hypothèse :

- Pas de publicité pour un soda sans cette doucereuse recommandation : « pour votre santé, mangez 5 fruits et légumes par jour ».
- Pas de publicité pour une boisson alcoolisée sans cette assertion : « l'abus d'alcool est dangereux pour la santé ».
- Les réclames pour abonnements de téléphonies illimités sont complétés par la prescription de limiter l'usage du téléphone.
- La SNCB n'est pas en reste quand il s'agit de donner de bons conseils de savoir-vivre à ses navetteurs : « laisser sa place, ça c'est classe ».
- Tout politique qui se respecte promet le *Bonheur* à sa population.

• Des panneaux le long des autoroutes convient le conducteur à se concentrer sur la route au risque d'un accident mortel.

• Chaque période de froid devient source d'angoisse et est assortie d'une missive réconfortante : « couvrez-vous ».

De même, toute élévation du thermomètre au-dessus des 30° C est commentée d'un ton grave — comme s'il fallait dorénavant s'étonner qu'il fasse chaud en été —, complétée par ce précieux conseil : « En période de chaleur, buvez de l'eau ».

Ces directives étaient autrefois réservées aux mères qui les formulaient dans la sphère privée du foyer à leur enfant. Elles ont aujourd'hui 4 caractéristiques communes : elles visent à prémunir du danger ; elles se sont généralisées à la sphère publique et colonisent l'entièreté des espaces physiques et psychiques ; elles sont infantilisantes ; elles sont paradoxales et constituent un effort (inconscient) pour rendre l'autre fou.

Eh oui !, quelque peu siphonnée, *Big Mother* protège tout en asphyxiant, indice d'une *psychotisation* d'un monde en perte de (re)pères depuis qu'il est interdit d'interdire le *plus-de-jour* (et qui n'est pas sans évoquer la posture adoptée par les *Images* les plus « illustres » de notre époque : journalistes, politiques, présentateurs TV et autres publicités en têtes).

La suite au prochain numéro...

Kenny Cadinu

1. Voir notre article paru dans le 45^{ème} numéro de L'Escargot déchainé *Big Mother* veille sur toi <https://www.escargotdechaine.be/>.

2. Voir l'ouvrage de l'auteur : *Big Mother ; Psychopathologie de la vie politique*.

3. Il est difficile de décrire l'indicible. Nous espérons néanmoins que le lecteur aura suffisamment d'imagination pour nous suivre dans notre démarche.

4. Voir l'ouvrage du psychanalyste Daniel Winnicott *Jeu et réalité*.

5. D'un point de vue psychanalytique, la castration est un acte symbolique qui consiste à sevrer le sujet du caractère fusionnel qu'il entretient avec la mère. La castration a pour effet d'engager le petit d'homme dans un douloureux deuil : celui de sa toute-puissance imagée. Elle est essentielle au processus d'individuation.

6. Nous entendons par *Jouissance* la satisfaction immédiate de la pulsion. Elle repose sur une forme d'état d'indifférenciation.

7. Michel Schneider Ibid.

8. Lorsque nous parlons de « père » et « mère », nous nous référons moins à la personne réelle qu'à sa représentation imaginaire et à sa fonction symbolique.

9. Qui favorise l'accès au symbolique, c'est-à-dire au langage.

Futur d'un monde plastique et futurs plastiques du monde : état des lieux

Un dossier de Marzie Flodienka



LEXIQUE DU PLASTIQUE

Plastique (ou thermoplastique) : polymère qui sous l'action de la chaleur se ramollit réversiblement, peut être remodelé et réduit en refroidissant (PET, PE, PP, PS, PVC)

Plastique thermodurcissable : matériau polymère durcissant de manière irréversible et ne se ramollissant plus à la chaleur. On les appelle souvent résines (résine époxy, colles, vernis, etc.)

PET : polytéréphtalate d'éthylène (qui appartient à la grande famille des polyesters)

PE : polyéthylène

PP : polypropylène

PS : polystyrène

PVC : chlorure de polyvinyle

PU : polyuréthane

PA : polymamide

MNPs : Micro et nanoplastiques

Bioplastique : se dit d'un plastique biosourcé et biodégradable

Plastique biosourcé : plastique issu de matériau naturel et végétal (autre que le pétrole ou le gaz de schiste)

Biodégradation : action d'une matière qui se dégrade en élément qui retourne à la terre (CO₂, eau, matière carbonée non toxique)

Fragmentation : action d'un polymère qui en vieillissant se découpe en fragments de polymère de plus en plus petits donnant naissance aux MNPs

Illustration : Mystigris

C'est incroyable à concevoir en 2025, mais vivre sans plastique c'est tout à fait possible, l'humain y est même parvenu pendant quelques milliers d'années. Ce n'est même pas si vieux, car les premiers polymères semi-synthétiques ont vu le jour au cours du XIX^e par modification chimique d'un polymère naturel, (ivoire et soie artificiels au départ de la cellulose ou les pneumatiques au départ du caoutchouc, par exemple) et se sont fortement multipliés au XX^e siècle, avec notamment la découverte belge de la bakélite, polymère entièrement synthétique.

Le plastique est donc un polymère de synthèse, c'est-à-dire une longue chaîne de monomères — dit autrement, un long assemblage de molécules — de taille et de monomère variables, avec plus ou moins d'additifs, ce qui lui confère toutes ses propriétés : flexibilité, élasticité, résistance, dureté, durabilité, transparence, couleur, etc. Par opposition, on retrouve les polymères naturels comme l'amidon, la cellulose, la laine, la soie, le caoutchouc ou encore certaines molécules biologiques qui constituent nos organismes : les protéines, l'ADN ou l'ARN, synthétisés par la nature elle-même.

Si nous remontons à l'enfance et aux souvenirs que nous avons de nos grands-parents, leurs maisons, leurs mobiliers, leurs vêtements, leurs voitures, leurs vélos, bref l'ensemble de leurs biens était globalement d'un autre temps : plus lourds, plus denses, plus sobres (tant dans le *design* que dans la multifonctionnalité), plus robustes, plus chers aussi. Il y a 50 ou 60 ans, le plastique — les polymères de synthèses — n'avaient pas encore complètement envahi nos vies. Les meubles étaient en bois massif et non en bois composite (aggloméré, MDF, OSB, contre-plaqué), mélange de fibres de bois et de résine plastique. Les vêtements étaient en coton, en laine, en lin, en chanvre et non en fibres synthétiques (polyester dont PET, PU, viscose, PA ou nylon, acrylique, élasthane, etc.). Les courses alimentaires se faisaient dans de petites épiceries

ou directement chez le producteur, il n'existait pas encore cette multitude d'emballages aguicheurs qui pullulent dans les supermarchés d'aujourd'hui. Les peintures et les vernis étaient réservés à des utilisations bien spécifiques et n'inondaient pas l'intérieur comme l'extérieur de nos habitations. Bien souvent, ils achetaient leurs biens, et ces derniers les accompagnaient toute leur vie. Et puis, très rapidement, comme dans beaucoup d'autres domaines, les innovations scientifiques ont submergé le quotidien. Le plastique ne fait pas exception. C'est même un cas d'école.

En écrivant ces lignes, un ultime sommet international contre la pollution plastique se déroule à Genève et ne semble pouvoir aboutir, tant les enjeux sont nombreux.¹ Alors qu'unaniment les défenseurs de l'environnement sonnent l'alerte à la pollution plastique, les mêmes installent massivement des éoliennes composées en partie de plastique et dont les pales en résine époxy ou polyépoxyde (obtenue par polymérisation des monomères épichlorhydrine et bisphénol A) semblent libérer par érosion des micro et nanoplastiques (MNPs) contenant le très décrié composé² ; cautionnent des voitures électriques beaucoup plus lourdes que les voitures thermiques³, ce qui a décuplé l'utilisation de plastique pour tenter de les alléger, et augmenté l'usure des pneus (proportionnelle au poids de la voiture); promeuvent des panneaux solaires qui sans plastique n'existeraient pas ; et la numérisation massive qui entraîne forcément une augmentation de la consommation en polymères de toutes sortes.

Bien loin de vouloir faire ici le procès d'un matériau qui certes a envahi nos vies, mais les a également profondément modifiées et par la même rendues plus confortables, plus hygiéniques, plus rapides, plus légères, plus pratiques, plus paresseuses aussi peut-être, l'idée de ce dossier est plurielle. En premier lieu, questionner et intellectualiser son omniprésence et peut-être surtout notre façon de l'utiliser quotidiennement,

et compris là où on ne le soupçonne pas. Puis, faire le tour des connaissances et des nombreuses problématiques qui l'entourent afin de prendre action et imaginer la suite. Car une suite, il y en aura une. Imaginer un futur sans plastique relève de l'illusion et tout le monde s'accorde à le dire.

Le plastique du futur ? Pour en parler, il faut comprendre ce qui se cache derrière pour ne pas le réduire aux seuls emballages alimentaires qu'il est si facile d'incriminer (et si facile par ailleurs de ne pas acheter). Comprendre et questionner nos modes de vie et de (sur)consommation qui sont en partie responsable du débordement. Comprendre ensuite que le recyclage du plastique est extrêmement complexe, parce qu'il n'existe pas un plastique mais des plastiques, qu'il n'existe pas une façon de recycler, mais des façons de recycler, et qu'à ces impératifs s'ajoutent bien d'autres contraintes et enjeux. Comprendre encore que les plastiques émettent des particules — micro et nanoplastiques, MNPs — et que cette pollution a d'ores et déjà colonisé les eaux, la terre, l'air, et même nos organismes. Comprendre enfin qu'il existe des nuances aux discours et des solutions aux problèmes, et qu'il faut donc les entendre, les étudier et les analyser à la lueur de tout ce qui a été cité précédemment. Pour faire le tour de la question, *Kairos* s'entretient avec 3 spécialistes du sujet aux points de vue différents qui s'opposent et/ou parfois se rejoignent pour une vision globale de la problématique de ce matériau incroyable et omniprésent : le plastique.

1. « Pollution plastique : la "dernière chance" manquée à Genève », *Le Soir*, 15-08-2025

2. Rain Erosion Maps for Wind Turbines Based on Geographical Locations : A Case Study in Ireland and Britain, K. Pugh, *Journal of Bio- and Tribo-Corrosion* (2021) 7:34 ; Leading Edge erosion and pollution from wind turbine blades, Asbjørn Solberg, Bård-Einar Rimereit and Jan Erik Weinbach, <http://dx.doi.org/10.13140/RG.2.2.33339.34080>

3. Une voiture thermique pèse en moyenne 0,9 à 1,5 tonnes (citadine/SUV) contre 1,5 à 2,8 tonnes pour la même catégorie en électrique.

Nommer et comprendre l'empreinte plastique

Nathalie Gontard est directrice de recherche à l'INRAE. Avec Hélène Seingier, elle cosigne en 2020 un essai *Plastique, le grand emballage*, paru aux éditions Stock, qui relate l'apparition et l'accélération de l'utilisation des emballages plastiques dans notre société, ainsi qu'une conférence décapante du même nom avec la compagnie du Singe debout. Kairos s'entretient avec elle pour comprendre ce qu'est la pollution plastique.

Quelle est votre histoire personnelle avec le plastique ?

C'est une histoire vieille de 35 ans déjà et qui a démarré avec mes études dans le domaine de l'agroalimentaire et de la transformation des aliments. À cette époque, la problématique des emballages était très peu traitée. J'ai donc réalisé ma thèse sur le sujet en essayant de développer un emballage biodégradable. J'étais déjà consciente quelque part qu'il y avait ou allait y avoir un problème de pollution plastique. Il y avait encore très peu de connaissances, de recherches et de supports sur le sujet. Je n'étais pas du tout au même endroit qu'aujourd'hui : j'ai soutenu cette thèse en 1991 au sein du CIRAD (Centre international de la recherche agronomique pour le développement). À la suite de cela, j'ai développé différents projets, notamment sur l'usage des emballages-feuilles. Dans toutes les régions tropicales des pays du Sud, les aliments sont traditionnellement emballés dans des feuilles végétales. Notons d'ailleurs que ces emballages végétaux ont été remplacés par du plastique, alors que ces matériaux ont énormément de qualité, notamment celles d'être locaux, traditionnels, bon marché et sans problèmes environnementaux. Je crois que ce travail m'a complètement ouvert les yeux, on se fourvoyait complètement, non seulement chez nous avec tous ces emballages qui arrivaient sur le marché, mais également en amenant cette innovation ailleurs. On cherchait à vendre aux pays du sud nos produits et, de leur côté, il y avait une réelle volonté d'intégrer notre progrès et notre modernité. Quand j'ai pris conscience du désastre qu'on était en train de répandre un peu partout sur terre, je me suis dit que mon travail de scientifique était là : générer des connaissances plus précises sur les impacts de ces plastiques sur le long terme, sur ce qu'ils devenaient, ce qu'ils allaient devenir et des solutions à développer.

Vous parlez des impacts des emballages plastiques ou des plastiques en général ?

Les emballages représentent la moitié de la consommation des plastiques, c'est donc un usage majeur, mais bien évidemment il faut étendre notre raisonnement à l'ensemble des plastiques. En ce qui me concerne, j'ai évolué dans le monde de l'agroalimentaire, donc je suis surtout sensibilisée aux emballages. J'ai également travaillé sur d'autres plastiques, mais mon travail principal s'articule autour des quantités massives de plastiques utilisées dans les emballages qui génèrent une forte pollution plastique.

Pouvez-vous définir ce qu'on appelle pollution plastique ?

Je vais commencer par définir ce qu'elle n'est principalement pas. La pollution plastique n'est ni l'empreinte carbone liée à l'industrie plastique, ni le plastique que l'on voit (dans les champs ou dans la mer par exemple). La pollution plastique, ce sont essentiellement des émissions de petites particules de plastique qui démarrent dès le début de sa production. J'insiste très fort là-dessus ! Ce n'est pas qu'une question de gestion de déchets. Quand on cherche l'origine de la pollution plastique au fin fond des glaces de l'Arctique, elle vient de l'isolation de bâtiments en cours d'usage ; celle présente dans l'océan vient des eaux de lavage de vêtements que nous sommes en train de porter ; la grande majorité de celle de l'air vient des pneus et des routes en cours d'utilisation.

Ce serait une dégradation progressive ?

Une fragmentation, pour être exact. Le danger du plastique réside dans sa fragmentation inévitable en micro et nanoplastiques (MNPs). La chaîne de vie du plastique est composée de 4 étapes : la production, l'usage, le devenir en tant que déchet, et enfin le devenir sur le long terme, c'est-à-dire quand il devient invisible à cause de la fragmentation. Mais cette fragmentation a lieu pendant les 3 étapes précitées : production, usage et déchet. On peut donc parler d'empreinte plastique qu'il ne faut pas confondre avec l'empreinte carbone. Cette empreinte plastique, ce sont les conséquences liées aux MNPs que l'on ne voit pas et qu'aucun être vivant n'est capable de digérer. Elles sont malheureusement capables de traverser les barrières des organes des êtres vivants, et comme aucun de ceux-ci n'est capable de les digérer, elles vont s'y accumuler. Cependant, il ne faut pas réduire la dangerosité du plastique à sa fragmentation, parce qu'il y a des tas de matériaux comme le papier, le carton, le coton ou encore des matières minérales qui se fragmentent. La différence avec les MNPs, c'est la persistance et/ou l'interaction avec le vivant. Le vivant est par exemple capable de digérer les fragments de papier, de carton ou de coton, et donc cela n'occasionnera pas d'accumulation massive. Le vivant n'interagit pas avec les matières minérales, par exemple le verre est inerte. En revanche, les MNPs combinent les 3 propriétés : fragmentation, persistance et interaction avec le vivant, et c'est précisément cette combinaison qui constitue le danger essentiel de la pollution plastique.

Que veut dire concrètement que le plastique a la capacité d'interagir avec le vivant ?

Plus le temps passe, plus le plastique vieillit et se fragmente. La surface des MNPs générées, déjà hydrophobe, va de surcroît devenir poreuse. Cela donne la capacité d'interagir avec les molécules qu'elles vont rencontrer et peuvent même les transporter (c'est un transporteur de polluants, de virus, de micro-organismes). Quand elles arrivent aux abords d'un organe, elles peuvent réagir avec certaines de ses protéines qui vont les recouvrir spontanément et former une sorte de cape d'invisibilité, appelée la corona protéique. Cette dernière masque les MNPs et empêche l'organisme de s'en défendre, puisqu'il ne les reconnaît pas comme corps étranger. À l'aide de cette corona, ils traversent les barrières biologiques, c'est ce qu'on appelle la translocation. À l'intérieur, ils s'accumulent, puisque votre corps n'a aucun mécanisme pour s'en débarrasser.

Deux publications récentes (*Nature*, 2025¹ ; *Cancers*, 2024²) remettent en question cette présence abondante de MNPs dans l'organisme (biais de méthodologie) et invitent à plus de rigueur dans les études et les quantifications de MNPs dans l'organisme. Qu'en pensez-vous ?

Je rêve ! Je veux bien qu'il y ait des biais dans certaines études. Mais là ce sont des articles qui fabriquent du doute pour faire gagner du temps. On peut effectivement attendre d'avoir toutes les informations bien détaillées, mais quand on sera incapable de vivre avec cette pollution et que l'on comptera nos morts, il sera trop tard ! Avons-nous besoin d'absolument tout savoir d'une maladie avant de commencer à la soigner ? On n'a pas le droit de répandre de façon massive sur terre une substance tant que l'on n'a pas démontré son innocuité. C'est ce qu'on appelle le principe de précaution. Les MNPs sont déjà massivement répandues sur Terre, on s'aperçoit de leurs effets catastrophiques, on ne pourra pas revenir en arrière... et des publications appellent à plus de rigueur. Je pense qu'il devrait y avoir plus de rigueur dans la gestion du risque que l'on fait courir aux générations à venir. Regardez ce qui se passe actuellement avec les sources d'eau Contrex et Hépar polluées aux MNPs, 60 ans après la fermeture des décharges³ !

Pendant cette interview se déroule justement à Genève un sommet mondial sur la pollution plastique⁴. Que devons-nous en attendre ?

Je pense que le principal bénéfice de ce sommet est la prise de conscience mondiale de la dangerosité des plastiques parce que, soudainement, on parle de cette alerte à l'échelle internationale. Le problème c'est qu'il y a une telle force de frappe dans la communication des industriels du plastique que cela apporte énormément de confusion et de doute qui sont entretenus par l'absence totale d'action d'envergure de nos autorités politiques pour informer. Il est donc compliqué pour le citoyen de se construire un récit cohérent au sujet de ces objets du quotidien que l'on pense bien connaître et qui nous semblent inoffensifs, parce qu'ils ne nous transmettent aucun problème de santé immédiatement perceptible. C'est vraiment important qu'il y ait une sorte de manifeste international qui acte que la pollution plastique que l'on vient de définir est un fléau.

Quels sont les enjeux ?

L'objectif de l'ONU est de mettre en place des actions pour réduire la pollution plastique. Mais les discussions sont extrêmement compliquées, parce qu'il y a 3 sphères d'influence qui s'affrontent dans ces négociations. La première, ce sont les pays producteurs, dont l'économie est assise sur la pétrochimie et donc l'industrie plasturgique. Cette sphère reconnaît en partie le problème plastique, mais leurs attentes se focalisent sur le traitement des déchets, c'est-à-dire sur le recyclage, sans toucher ni à la production ni aux usages. Or, je viens de vous démontrer que l'empreinte plastique ne se limite pas aux déchets, mais aux objets en plastique dès leur production et sur l'entièreté de leur chaîne de vie ! Cette première sphère d'influence surfe donc sur la vague qu'elle a elle-même entretenue, c'est-à-dire sur cette idée reçue que la pollution plastique est uniquement un problème de déchets. Il y a ensuite une grosse coalition de pays qui se sont autoproclamés de la haute ambition, menés par certains pays africains comme le Rwanda, mais aussi des pays européens comme la Norvège et qui eux reconnaissent que le danger du plastique est bien plus vaste que celui du déchet. Ils demandent aux pays producteurs de réduire la production. Enfin, il y a une 3^{ème} sphère d'influence, les pays du sud qui eux ont souffert et souffrent toujours beaucoup de nos déchets qui y ont été envoyés pendant très longtemps. Ils demandent des compensations financières contre les dégâts qui ont été et qui vont être produits, à cause de nos modes de consommation. De petites décisions seront peut-être prises par-ci par-là, mais ce sommet me semble être déjà la preuve qu'un virage a lieu pour essayer de sortir de cette pollution mortifère. Je suis plus confiante dans les mesures qui seront prises par les gouvernements individuellement que par la signature d'un quelconque traité, même s'il permet aux pays de se motiver, un peu comme dans un groupe de parole.

Que pensez-vous de toutes ces mesures écologiques (voitures électriques, éoliennes, panneaux solaires, numérisation) qui sont de plus en plus plastifiées ?

Toutes les technologies de transition remplacent une empreinte carbone par une empreinte plastique. L'éolienne qui est constituée de tonnes de plastiques, le véhicule électrique, et ainsi de suite, ne comptabilisent pas l'empreinte plastique, parce qu'aucun chiffre ne peut être donné sur l'effet de ces micro-plastiques, parce que la science a pris du retard et, surtout, parce que c'est un matériau très complexe à étudier. On manque d'information, on ne sait pas le mesurer, donc nos politiques continuent de raisonner exclusivement sur l'empreinte carbone.

Illustration : Fred



Donc, au nom de l'environnement, on augmente l'empreinte plastique ?

Voilà. Alors, pourquoi pas ? Ce sont des arbitrages qui doivent être faits en toute transparence sur la base de tout ce que l'on sait. On pourrait décider que certaines technologies de transition écologique sont importantes et qu'elles valent l'augmentation d'une empreinte plastique. Mais, en contrepartie, il y a des arbitrages à faire et qui ne sont pas faits en faveur des plastiques définis comme essentiels, en réduisant au maximum tous ceux qui ne le sont pas. Et comme le phénomène d'empreinte plastique n'est pas nommé, encore moins intellectualisé, les discussions tournent autour des domaines que les gens sont capables de comprendre... ou qui dérangent le moins.

Que veut dire arbitrer, intégrer des bioplastiques, par exemple ?

Je travaille beaucoup sur les bioplastiques (biodégradables), je dirige un laboratoire qui ne fait que ça, j'en connais les limites et je peux vous dire que les impacts ne seront pas significatifs, comparés à la production globale actuelle. Il ne faut pas compter là-dessus. Il faut vraiment changer de paradigme, se débarrasser le plus rapidement possible de tous les plastiques qui ne sont pas de première nécessité.

Qu'est-ce qu'un plastique de première nécessité ?

J'ai envie de dire que chaque secteur d'activité devrait le définir. Par exemple, dans les hôpitaux, il y a des plastiques qui sont absolument indispensables quand d'autres ne servent à rien ou pourraient être remplacés par autre chose. Idem dans le textile, l'habillement, les emballages, etc.

Et le recyclage dans tout ça ?

Ce que l'on appelle recyclage du plastique, je le nomme décyclage. Ce sont deux choses différentes. Recycler signifie que le déchet est utilisé pour régénérer un objet à l'identique. C'est une boucle fermée. Le plus bel exemple du recyclage c'est la nature qui nous le donne : les feuilles de l'arbre tombent

en automne se dégradent dans le sol alors qu'elles réapparaissent à l'identique grâce à la photosynthèse au printemps suivant. Il n'y a ni accumulation de déchets ni épuisement de ressources, puisque l'arbre se nourrit du compost issu des feuilles dégradées et de l'énergie lumineuse. En ce qui concerne le plastique, la seule opération qui s'en rapproche, ce sont les bouteilles en PET qui sont effectivement régénérées en bouteilles. Toutefois, il faut garder en tête qu'il y a énormément de pertes (30% en moyenne) pendant l'opération et que le plastique ne peut subir que deux cycles de recyclage. Donc on sait le faire, mais ce qui est dommage, c'est que ce n'est pas un plastique essentiel : il suffit de mettre des fontaines ou des gourdes réutilisables pour ne pas avoir à utiliser cette fameuse bouteille. Hormis le recyclage des bouteilles, tout le reste est du décyclage. Et lui ne réduit pas la pollution plastique, il la fait flamber.

Comment la fait-il flamber ?

Je reprends l'exemple de la bouteille. Cette fois-ci, elle n'est pas retransformée en bouteille, mais en un autre objet. Un nouveau débouché est trouvé, ça peut être une chaise de jardin, ou un pull. Un nouvel objet va donc être fabriqué avec un plastique qui n'est pas régénéré à l'identique qui est vieilli et donc émet davantage de MNPs, y compris au cours de son recyclage. L'impression d'utilité donnée à ce déchet plastique et du problème résolu est forte. Mais cet autre objet continue de polluer, peut-être même en accéléré parce que vieilli par les cycles. Prenez l'exemple des bouteilles qu'on recycle en vêtements polaires. Vous les portez, vous les lavez, vous émettez des MNPs. Dans le même temps, des filières entières disparaissent, c'est le cas par exemple des filières du lin ou de la laine. Aujourd'hui, la laine ne vaut plus rien, elle est remplacée par du plastique recyclé, alors que cette laine est produite et qu'elle est jetée dans des grands trous où elle se biodégrade, parce que les producteurs ne l'écoulent plus. Enfin, de nouvelles filières industrielles sont créées pour fabriquer ces polaires en PET recyclé, mais il faut donc continuer à les alimenter en déchets plastiques pour les pérenniser. On crée donc une dépendance et il faut continuer à produire des bouteilles pour qu'elles deviennent des déchets et fassent tourner les usines. Cerise sur le gâteau, le consommateur est

rassuré et fier de lui. En achetant une polaire en PET recyclé et en mettant sa bouteille dans la bonne poubelle, il a l'impression de faire quelque chose pour l'environnement, alors qu'en réalité il alimente la pompe à plastique. Preuve en est que les pays qui recyclent le plus continuent à utiliser toujours plus de plastique vierge. Par exemple, l'Autriche recycle 50% de ses plastiques. Sa consommation de plastique vierge aurait dû diminuer d'autant, puisque c'est quand même l'objectif. Non seulement elle n'a pas commencé à diminuer, mais en plus, elle continue d'augmenter. Alors, il existe quand même de vrais recyclages spécifiques, mais ça coûte très cher. Donc, gardons ces recyclages-là qui sont très coûteux pour les plastiques essentiels, mais certainement pas pour des plastiques qui ne le sont pas.

Avez-vous un message à adresser à nos lecteurs ?

Il faut voir cette réduction de l'usage du plastique comme le progrès qui continue de progresser, et surtout pas comme une régression de type écologie punitive. Le progrès n'a de sens que s'il apporte un bénéfice. En revanche, nous avons franchi la ligne rouge du plastique. Ce n'est plus un bénéfice, mais de la mise en danger de notre propre espèce et pas seulement de notre santé. Prenons cette alerte comme une opportunité pour diminuer notre addiction aux objets matériels et notre impact sur l'environnement, pour nous interroger sur nos modes de vie et sur nos valeurs et surtout pour inventer une nouvelle modernité qui en sera vraiment respectueuse.

Propos recueillis et retranscrits par Marzie Flodienka

1. Are microplastics bad for your health? More rigorous science is needed. Nature 639, 300-302 (2025).
 2. Microplastics in the Human Body: Exposure, Detection, and Risk of Carcinogenesis: A State-of-the-Art Review. Cancers 2024, 16, 3703.
 3. Les eaux Contrex et Hépar contaminées aux microplastiques par les décharges sauvages de Nestlé, Pascale Pascariello, Mediapart, août 2025.
 4. <https://news.un.org/en/story/2025/08/1165574>

Lutter contre le plastique *bashing*

Joseph Tayefeh est secrétaire général de Plastalliance, syndicat européen de la plasturgie et des composites. Il signe en 2023 un essai, *Plastique Bashing, l'intox ?*, paru aux éditions Le Cherche Midi. Il lance ainsi une croisade contre les campagnes collectives qui discréditent, selon lui sans grande cohérence, un des matériaux le plus utilisé au monde : le plastique.

Concrètement, comment s'identifie ce phénomène que vous appelez plastique *bashing* ?

Jusqu'à la parution du livre, l'ensemble des médias et des personnes qui y intervenaient étaient contre le plastique. Il n'existait pas d'autres discours. Cela a quelque peu changé depuis, mais reste très minoritaire : on entend du matin au soir des contre-vérités sur le recyclage qui ne fonctionne pas, sur la toxicité du plastique ou des MNPs, sur la responsabilité de la France, des Occidentaux ou de l'ensemble des pays développés concernant la pollution plastique dans les océans, que ce sont les emballages les premiers responsables de cette pollution, que la seule manière de résoudre ce problème, c'est la réduction et la décroissance. Le plastique *bashing*, c'est aussi une distorsion entre les décisions françaises et européennes : comme le logo de tri entravant la circulation des emballages des autres États-membres de l'UE en France, la loi sur l'interdiction de certains emballages en PS, la fin des emballages plastiques à usage unique en 2040, etc. Le plastique *bashing*, c'est un saccage de nos inventions et de notre industrie pour des raisons idéologiques, par ignorance – parce que des gens parlent du plastique sans savoir de quoi ils parlent, ou ont été trompés, ou ont mal compris –, ou pire pour des motifs économiques ou géo-stratégiques.

Vous faites référence aux ingérences évoquées dans votre livre

Le plastique est un enjeu de guerre économique. On va me traiter de conspirationniste, mais des éléments montrent effectivement qu'une fondation allemande, financée directement par des fonds fédéraux allemands, fait de l'influence sur le plastique en France, alors que l'Allemagne est le premier producteur européen. Pourtant, cette propagande n'existe pas en Allemagne ! Il se trouve que ce lobby, la fondation Heinrich Böll, satellite des Verts allemands, est le même qui a attaqué la filière nucléaire française. L'École de guerre économique, basée à Paris, alertée après la parution de mon essai, m'a donné raison en publiant un rapport¹ qui confirme l'ingérence, la guerre économique et informative pratiquées par des associations ou fondations financées par des fonds publics provenant d'Allemagne et des Pays-Bas.

Quel est l'objectif, d'après vous ?

Tuer l'industrie plastique française. L'Allemagne est n° 1 du plastique, l'Italie n° 2 et la France n° 3. Aujourd'hui, la France importe plus de plastique d'Allemagne que ce qu'elle lui envoie, mais elle reste un concurrent. Faire planer avec insistance les prétendus dangers ou interdiction des plastiques (emballages, essentiellement) aux industriels ou au législateur français provoque la fermeture des industries. Pourquoi investir si, *in fine*, tout sera interdit ? Mais ces ONG ne sont pas idiotes et savent très bien qu'à terme, l'interdiction ne pourra pas être mise en œuvre du fait des règles relatives au marché intérieur. Dans 5 ou 10 ans, l'interdiction n'existera plus, mais il n'y aura plus d'industrie en France, elle aura perdu sa souveraineté. Le problème, c'est qu'on saisit mal l'importance de l'emballage et/ou du plastique à usage unique. En temps de problème d'eau potable, en temps de catastrophe naturelle, en temps de crise (masques covid), en temps de guerre et en temps de famine (Gaza, Mayotte, Ukraine), si vous n'avez pas de bouteilles d'eau, d'emballages ou d'éléments médicaux à usage unique, vous ne venez pas en aide à la population. Je ne connais pas d'industriel qui ne fabriquera du plastique qu'en temps de crise.

J'aimerais revenir sur les contre-vérités concernant la toxicité du plastique que vous évoquez. Vous faites référence aux MNPs, mais aussi éventuellement aux phtalates, au bisphénol A ?

Le bisphénol A est à proscrire des conditionnements alimentaires et est d'ailleurs interdit en France depuis 2015. La Commission européenne a également interdit cette année l'utilisation et le commerce du bisphénol A et dérivés dans les matériaux en contact avec les denrées alimentaires. Les phtalates sont également très réglementés (voire interdits) en UE. Il reste la question des effets des additifs ajoutés aux polymères plastiques, mais les produits fabriqués en Europe s'améliorent régulièrement avec le temps, la réglementation européenne étant la plus stricte au monde en termes de suivi, d'évaluation et d'autorisation. Mais attention aux plastiques fabriqués hors d'Europe ! C'est comme comparer un poulet bio français ou belge à un poulet brésilien gonflé d'hormones. Quand une étude trouve des substances préoccupantes ou du BPA, le premier réflexe est de vérifier le lieu de fabrication. En revanche, les polymères autorisés par l'UE n'ont aucun danger vraiment démontrés et réels dans les conditions normales d'exposition et d'utilisation. C'est indéniable.

Y compris les MNPs ?

Y compris et surtout les MNPs. Je ne dis pas qu'il n'y a pas de risque avec les MNPs au-delà d'un certain seuil. Des études ont montré des impacts sérieux sur des animaux. Cependant, les doses utilisées pour arriver à des effets délétères sont totalement irréalistes au regard de la quantité, infinitésimale, à laquelle sont soumis les êtres humains dans la vie de tous les jours. Cela vaut pour beaucoup de produits comme l'arsenic, produit reconnu incontestablement comme toxique et que l'on trouve dans le riz à de très faibles quantités. On n'interdit pas le riz pour autant. Je vais vous donner un exemple tout récent de l'ANSES² : l'étude trouve plus de MNPs dans les bouteilles en verre (peinture des capsules) comparativement aux bouteilles en PET. Le vernis ou la peinture d'un bouchon libérerait donc plus de MNPs qu'une bouteille 100% plastique. Dans son communiqué de presse, l'ANSES indique qu'on ne connaît pas les conséquences en l'absence de données toxicologiques de référence, et qu'il n'est pas possible de dire si les quantités de MNPs trouvées présentent ou non un risque pour la santé. L'absence de preuve de dangerosité ne signifie pas nécessairement qu'il n'y a pas de danger. Or le discours actuel est de dire : « On a la preuve que c'est dangereux ». Oui, mais à des doses irréalistes, comme évoqué précédemment et comme des études le rappellent régulièrement.³ Les gens seraient très surpris de connaître l'origine des MNPs autour de nous. Dans l'environnement, vous voulez dire ? Si vous enlevez l'ensemble des emballages plastiques du marché mondial, les MNPs de l'environnement seront tout autant présents, peut-être 0,5% en moins, parce qu'ils sont majoritairement issus de l'usure des pneus (53%), des textiles (33%), des microbilles des cosmétiques (12%)⁴, des peintures et vernis, des filets de pêche qui sont une source de MNPs massive de l'océan. D'une manière générale, tout objet extérieur qui comporte des pièces plastiques apparentes va potentiellement, avec l'impact de la pluie, émettre des MNPs sur un temps assez long. Donc, à un moment donné, on en a dans l'atmosphère et dans l'eau. Je ne dis pas que ça n'existe pas, ni qu'on n'en inhale pas. En revanche, on a des études qui démontrent que ce qu'on ingère ou ce qu'on respire est vraiment négligeable, contrairement à ce qu'ont claironné les médias : 5 grammes par semaine⁵ ! C'est une *fake news* issue d'une étude derrière laquelle se trouve le WWF, propagée encore aujourd'hui, alors que des études indépendantes ont démontré les biais et les erreurs. Mais personne n'est revenu sur le sujet. En revanche, vous avez une multitude de produits chimiques qui existent dans notre environnement : dioxyde de titane⁶, plomb, rouge de mars, silicates etc., mais plus personne n'en parle. D'une certaine manière, les grands gagnants de la bataille contre les plastiques par le narratif des MNPs, ce sont les industriels des autres particules fines. Les MNPs représentent 0,001% en masse des particules que nous ingérons⁷ : c'est l'arbre micro-

plastique qui cache la forêt des autres micro et nanoparticules qui nous entourent.

Sur PubMed, la plateforme de recherche de littérature biomédicale, 411 publications sont trouvées rien que pour les 12 derniers mois avec les mots clés : santé et MNPs. Comment explique-t-on ce phénomène ?

C'est commercial ! Dès qu'une étude porte un message alarmiste sur les MNPs, les médias s'en saisissent sans analyser comme ils devraient le faire, les limites, méthodologies et conclusions de l'étude. Celles qui apportent un autre message ou qui infirment pour manque de sérieux les études alarmistes ne sont pas relayées, ce n'est pas vendeur. Récemment, une étude dans *Nature*⁸ conclut que beaucoup d'études réalisées sur les MNPs sont biaisées. Ils disent que malheureusement, on est en train d'arriver dans un cycle de désinformation qui ne va ni servir l'environnement ni la recherche pour la santé. Mais personne n'en parle ! J'ai contacté le journal *Le Monde* en leur demandant pourquoi ils n'en parlaient pas. Qu'il y a là une étude non payée par l'industrie qui semble affirmer que des éléments rigoureux sont nécessaires pour établir de véritables liens de cause à effet. Mais rien. Un autre article paru dans la revue *Cancers* recense également toutes les études sur les MNPs de 2017 à 2024, et indique que les seules choses que l'on peut conclure, c'est que leur présence peut entraîner une inflammation de certains organes, mais que les quantités utilisées en laboratoire ne sont non seulement pas représentatives, mais bien plus massives que celles retrouvées dans la nature⁹. C'est une réelle faute scientifique, mais à nouveau personne n'en parle. Il existe aujourd'hui des sites de revue des pairs¹⁰, des scientifiques indépendants, universitaires, chercheurs qui commentent ces études de PubMed et qui sont très critiques, mais personne ne les lit. Pourtant, en les lisant, on remarque bien qu'il n'y a aucun consensus établi. Il y a donc un monde entre l'affirmation et l'aplomb de certaines ONG et la réalité scientifique. Récemment, un oncologue et une spécialiste des polymères plastiques, membre bénévole d'une ONG luttant contre la pollution plastique, ont mis en garde contre les discours alarmistes. Ils ont relevé un certain nombre de limites majeures aux études portant sur le plastique et concluent ainsi : « Les médias mettent en lumière les études les plus anxiogènes, au risque d'influencer négativement le comportement des consommateurs et d'alimenter la défiance envers la science, en entretenant la confusion entre hypothèse et certitude¹¹ ».

Quelle est la réalité 2025 du recyclage du plastique ?

En Europe, le taux de recyclage des emballages plastiques est de 41% en moyenne. Avec des taux qui varient de 10% (Malte) à 60% (Slovaquie) en passant par 25% (France) et 54% (Belgique). En France, on a encore entre 20 et 30% des emballages plastiques qui finissent en décharge ou enfouissement, alors qu'en Belgique, Pays-Bas, Autriche, Luxembourg, Allemagne, on est quasiment à zéro.

En Belgique, vous dites qu'on est à zéro, parce qu'il est mis en unité de valorisation énergétique (UVE) ?

C'est bien ça, il n'y a quasiment plus d'enfouissement des emballages plastiques en Belgique, ce qui n'est pas recyclé part en incinération. La valorisation énergétique, c'est tout à fait magnifique, tout comme l'enfouissement est appelé stockage ! Ce sont les termes utilisés par les gestionnaires de déchets (Paprec Energies, Veolia, Suez en France, Tibi, inBW, Ipalle en Belgique). Ce ne sont pas que des recycleurs, mais aussi, pour certains, des brûleurs de déchets et/ou des enfouisseurs, ils disent faire du recyclage thermique. La pyrolyse, c'est du recyclage thermique, mais pas l'incinération, même si elle fournit un peu d'énergie que certains essaient même de faire passer au niveau européen pour de l'énergie verte.

Je sens de l'ironie ?

Le problème, c'est qu'il y a là un modèle économique ! Les gestionnaires de déchets et les éco-organismes sont char-

Illustration : Gloria Scriver

gés de traiter nos déchets et donc de recycler. Il ne faut jamais l'oublier. Mais ils ne sont jamais pointés du doigt. L'incinération et l'enfouissement sont très rentables, mais le recyclage représente forcément un coût d'investissement. À mon avis, les gestionnaires de déchets ne sont pas suffisamment incités à faire avancer le recyclage¹².

Que faudrait-il pour que cela change ?

Interdire l'enfouissement et la mise en décharge des emballages plastiques et augmenter massivement la fiscalité sur l'incinération. Il ne faut pas subventionner le recyclage, parce que ça va augmenter le prix de la matière recyclée et créer un effet d'aubaine. En revanche, taxer plus lourdement les activités d'incinération orientera les gestionnaires de déchets et éco-organismes à recycler. C'est pour ça que la consigne n'est toujours pas présente en France, alors qu'elle existe dans 16 pays européens. Les collectivités et les gestionnaires de ce type de déchet s'y opposent parce que c'est l'un des rares plastique (PET) qu'ils collectent très bien, comparé aux autres, et qu'ils recyclent eux-mêmes pour le revendre. Selon moi ce refus est une forme d'aveu, ils ne veulent pas perdre les produits qu'ils collectent le mieux à domicile et recyclent le moins mal, et montrent à mon sens qu'ils n'ont pas l'intention de recycler autre chose. Si les bouteilles sont consignées, il va falloir investir pour recycler le pot de yaourt, la barquette, le film, etc., composés d'autres polymères comme le PS, le PP ou le PE.

Elle n'est pas arrivée en Belgique non plus...

L'Europe l'imposera à l'ensemble des pays européens en 2029 pour les États n'atteignant pas un taux de collecte des bouteilles plastiques de 80 % en 2026. Le recyclage chimique (dissolution, dépolymérisation chimique, pyrolyse/gazéification) devrait compléter le recyclage mécanique actuellement très majoritaire. Pourtant, il est assez rejeté par nos décideurs, tout comme par les militants écologistes. Pourquoi ? Le recyclage chimique a un bilan carbone plus élevé que le mécanique. Mais il est quand même mieux que l'incinération¹³ !

La problématique est à nouveau économique et vous avez une guerre entre les industriels du recyclage mécanique et chimique parce qu'ils sont concurrents. Et dans le recyclage chimique, vous avez également de la concurrence entre la pyrolyse et la dépolymérisation. Tout le monde est divisé en interne : tel recyclage est contre tel recyclage, les bioplastiques sont contre le recyclage et inversement, l'industrie du PET est en concurrence avec celle du PS ou du PE, etc. Alors qu'en face, les industriels du papier-carton arrivent unis tout comme les ONG, parfois avec les ONG. On parle souvent du continent plastique, mais nous avons un continent d'ONG qui s'est aggloméré à l'Europe de l'Ouest et qui s'est regroupé notamment en France, parce qu'il y a de l'argent à se faire ! Il serait intéressant de regarder la part de subventions publiques et la part des cotisations des adhérents à ces associations. On ne peut pas s'appeler organisation non gouvernementale et vivre aux crochets de l'État, et donc de nos impôts.

Est-ce que ces 3 procédés sont à présent efficaces, pilotables en quantité industrielle et mis en application ?

D'un point de vue théorique, oui. D'un point de vue pratique, les filières de pyrolyse existent, mais celles de la dépolymérisation (revenir au monomère) ou de la dissolution (nettoyage du polymère) coïncent. Les problèmes sont nombreux.

1. Les coûts financiers sont très importants.
2. Il faut des flux de déchets (et qui alimentent en déchets ? Les gestionnaires de déchets qui gagnent de l'argent avec l'incinération !).
3. Les projets sont attaqués par les ONG écologistes. Rien n'engage à investir, que du contraire ! Et puis, l'actualité (Ukraine, Trump) provoque d'énormes incertitudes économiques. Il y a des projets soutenus par l'Europe. Mais c'est balbutiant. Et c'est bien dommage !

Qu'en est-il du recyclage des autres plastiques ?



Tout est recyclable si on s'en donne les moyens et s'il y a un intérêt économique ou une obligation réglementaire. Les fameux masques bleus ont été collectés pour faire des équerres et des règles¹⁴. La France est numéro un européen du recyclage des plastiques de voiture¹⁵ (et avant-dernier des emballages). La voiture est démantelée, le plastique récupéré et part en centre de recyclage pour refaire des pièces de voiture. Une réglementation européenne a d'ailleurs été adoptée, obligeant les voitures à comporter 25% de plastique recyclé en poids¹⁶. Il existe également des filières pour le bâtiment avec les fenêtres en PVC ou l'électroménager. La France est championne mondiale de la collecte et du recyclage des plastiques utilisés en agriculture¹⁷. Les 3 points noirs du recyclage mécanique du plastique sont le médical et l'alimentaire, à cause de contacts sensibles, et l'aéronautique, où les normes sont drastiques. Pour ces plastiques de très haute qualité, (même exigence qu'un plastique vierge), le recyclage chimique sera indispensable.

Le plastique jetable est restreint à l'usage unique, mais on pourrait l'étendre au plastique obsolète ? N'observe-t-on pas une baisse assez spectaculaire de la qualité des plastiques (jouets, électroménager, etc.) ?

Il faut faire la différence entre le produit jetable et celui censé durer un certain temps et qui casse prématurément. Dans ce cas précis, il faut se demander où a été fabriqué le produit. Dans les années 1970-80, les produits étaient largement fabriqués en Europe, mais c'est nettement moins le cas aujourd'hui. Or, tout tient aux normes et coûts de fabrication, c'est un point extrêmement important ! Prenez les jeux Lego®, par exemple, ils sont fabriqués au Danemark, et on n'a aucune perte de qualité. Mais au-delà de la durabilité, vous avez la dangerosité aussi. Comme évoqué dans une précédente question, certaines substances chimiques sont strictement interdites dans l'UE et autorisées ailleurs : les emballages ne sont pas soumis aux mêmes normes de contact alimentaire, par exemple ! Le consommateur se pose souvent la question du lieu de fabrication du contenu, mais rarement du contenant. Cela doit changer.

Peut-on imaginer qu'un jour, on ne fabriquera plus de polymère vierge, mais que l'énorme réservoir accumulé de polymère à recycler sera utilisé ?

Quel que soit le type de matériaux (plastique, verre, carton, etc.), même avec une industrie performante de collecte, de recyclage et d'incorporation, vous aurez toujours besoin de vierge à incorporer avec le recyclé à un moment ou un autre, parce qu'il y a des pertes de matières ou pour des raisons de sécurité. Dans le verre, il faut souvent réintroduire des matières premières vierges pour obtenir un verre recyclé de qualité. Une canette (aluminium ou acier) 100% recyclable ne redevient pas systématiquement une nouvelle canette, donc vous aurez

besoin d'aluminium ou d'acier vierge. Une boîte à pizza en carton ne redevient pas du carton alimentaire pour des raisons de traçabilité et de sécurité. Pour le plastique c'est pareil. Ce genre d'objectif est le fruit d'une vision européenne qui est certes très louable, mais je peux vous assurer que ce ne sont pas ceux des autres pays du monde. En Asie, Afrique et Amérique du Nord, les ressources vierges, c'est open bar !

Donc, taxer l'incinération, interdire l'enfouissement, mettre en place la consigne et encourager les centres de recyclage en Europe ne permettront pas de résoudre la pollution plastique dans le monde ?

Ces mesures qui sont réalisables en Europe ne changeront rien du tout au niveau mondial. On est très loin d'avoir des traités internationaux. Et pour les pays qui n'ont aucune infrastructure de recyclage, l'incinération de qualité est encore ce qu'il y a de mieux. Il y a des pays qui ne collectent même pas les poubelles. La poubelle, c'est la rue ou le fleuve. On est dans 2 paradigmes complètement différents.

Avez-vous un message à adresser à nos lecteurs ?

Le plastique n'est ni un ennemi, ni un ami. C'est une famille de produits qui est à la disposition de l'humanité et dont on ne peut absolument pas se passer, quels que soient les secteurs. « Sans le plastique, on ne peut ni se nourrir, ni se vêtir, ni se déplacer, ni se soigner, ni même s'amuser », pourtant le même article¹⁸ conclut qu'« il faut tout arrêter ». Si j'ai un message à faire passer ce serait d'écouter l'ensemble des parties, de trouver des médias dans lesquels vous avez des nuances, le pour et le contre, et de se faire sa propre idée. Aujourd'hui, personne n'est neutre, tout le monde a quelque chose à défendre. Je ne défends pas le plastique en tant que matériau, mais l'industrie plastique européenne.

Avoir cent fois plus de produits plastiques fabriqués hors UE dans 30 ans sera source de risques et une perte grave de souveraineté industrielle. Je ne parle même pas des emplois avec 1.500.000 salariés dans l'UE aujourd'hui. Ces dernières années ont dressé une caricature du plastique, mais des scientifiques vraiment indépendants commencent à dire qu'on a un peu raconté n'importe quoi sur ce sujet, qu'il existe des solutions qui ne mettront en danger ni la croissance ni l'emploi, mais qui pourtant ne sont pas mises en œuvre pour les différentes raisons que nous avons évoquées et qui nécessitent une réelle volonté politique.

Propos recueillis et retranscrits par Marzie Flodienka

1. A. Poquet, « La guerre informationnelle dans le secteur des plastiques », École de guerre économique.
2. Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail.
3. « Microplastic exposure studies should be environmentally realistic », Proc. Natl. Acad. Sci. USA, 2016.
4. Julien Boucher and Guillaume Billard, « The Mediterranean: Mare plasticum », IUCN.
5. L'être humain ingère 5 g de plastique par semaine, soit l'équivalent d'une carte de crédit, selon une étude du WWF, 12/06/2019.
6. La Cour de justice européenne a annulé la classification et l'interdiction du dioxyde de titane sous certaines formes de poudre comme substance cancérigène, basées sur une erreur manifeste dans l'appréciation de l'acceptabilité et de la fiabilité d'une étude scientifique. https://curia.europa.eu/jcms/jcms/p1_5071845/de/
7. « Lifetime Accumulation of Microplastic in Children and Adults », Environmental Science & Technology, 2021, 55 (8).
8. « Are microplastics bad for your health? More rigorous science is needed », Nature, 2025.
9. « Microplastics in the Human Body : Exposure, Detection, and Risk of Carcinogenesis. A State-of-the-Art Review. », Cancers, 2024.
10. Sciencemediacenter.org.
11. « Micro-plastiques, maxi-peurs », Les électrons libre, 2025.
12. Mario Draghi a rappelé que les coûts de mise en décharge et d'incinération des déchets sont encore faibles pour permettre un marché compétitif des plastiques recyclés. https://commission.europa.eu/topics/eu-competitiveness/draghi-report_en.p102
13. <https://cefec.org/news/new-european-commission-study-confirms-chemical-recycling-is-better-than-incineration-of-plastic-waste/>
14. <https://citizenpost.fr/ville-masques-usages-regles-ecoliers/>
15. <https://plasticseurope.org/knowledge-hub/the-circular-economy-for-plastics-a-european-analysis-2024/>, p.89
16. <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20250707IPR29462/economie-circulaire-nouvelles-regles-pour-un-secteur-automobile-plus-durable>
17. <https://www.terre-net.fr/produits-phytos/article/176213/la-profession-agricole-francaise-championne-mondiale-du-recyclage-des-dechets->
18. « Aujourd'hui, sans plastique, l'être humain ne sait ni se nourrir, ni se loger, ni se déplacer, ni se soigner », Le Monde, 2022.

Changer son regard sur l'utilisation des ressources

Flore Berlingen est analyste des politiques environnementales. Elle signe en 2025 un essai *Du bon usage de nos ressources*, paru aux éditions Rue de l'Échiquier, et appelle ainsi à un changement de regard global et radical sur le recyclage, et surtout sur la façon d'utiliser nos ressources. *Kairos* s'entretient avec elle sur la question plus spécifique du plastique.

Depuis combien de temps travaillez-vous dans le secteur du recyclage, dont celui des plastiques ?

J'ai démarré en 2008 au Cniid (Centre national d'information indépendante sur les déchets), qui est devenu Zero Waste France entre-temps.

Quelle est votre histoire personnelle dans ce domaine ?

J'ai toujours été du côté associatif et militant. J'analyse de façon critique, je fais des propositions pour répondre aux problématiques, je fais du plaidoyer pour faire bouger les réglementations et les politiques environnementales. Le Cniid a été créé en 1997 pour dénoncer les conséquences environnementales et sanitaires de l'incinération et de la mise en décharge des déchets ménagers. Quand j'ai commencé, on parlait des déchets ménagers d'une manière générale. Par exemple, les déchets organiques (ou biodéchets) ont été un gros sujet de travail. Leur gestion devait évoluer (tri et gestion séparés, pour faire du compostage ou de la méthanisation) pour ne plus être mélangés et brûlés avec le reste de la poubelle. Et puis, petit à petit, la problématique du plastique a pris de plus en plus de place pour devenir un sujet incontournable.

Dans votre premier livre *Recyclage, le grand enfumage*¹, vous écrivez une phrase assez forte qui introduit quelque part votre réflexion actuelle sur le bon usage des ressources : « On en vient à chercher des moyens de recycler ce qui ne devrait même pas exister ». À quoi pensez-vous par exemple ?

Je pense au jetable au sens large. À la fois les emballages à usage unique, les objets jetables à usage unique, mais aussi au jetable auquel on pense un peu moins : une partie de notre garde-robe, une partie des objets qui nous entourent et tous les objets qui ont une durée de vie plus courte que ce qu'elle devrait si on se plaçait dans une perspective de gestion durable des ressources.

C'est peut-être par là qu'il faut creuser, obliger à refabriquer des objets qui durent ?

Oui, c'est un axe sur lequel il y a des choses qui ont déjà été faites, avec la création du délit d'obsolescence programmée, par exemple, il y a 10 ans.

Le délit d'obsolescence programmée existe ?

En France, il existe, mais pour des faits vraiment caractéristiques, et surtout il faut parvenir à prouver l'obsolescence programmée. Pour revenir à la question précédente, je pense que la conception, la réparabilité et la durabilité des objets sont des composantes très importantes. Mais en se focalisant uniquement là-dessus et donc en gardant tous les autres paramètres, on risque de ne pas s'attaquer au vrai problème : la surconsommation. C'est aussi la quantité qui fait le déchet, ce n'est pas forcément la conception intrinsèque de l'objet. Pour cela, il faut s'attaquer aux pratiques commerciales qui nous poussent à la surconsommation et à cette problématique d'accumulation des objets. Il faut bien évidemment garder les politiques en faveur de la réparation et du réemploi, mais il faut absolument qu'elles soient associées à d'autres leviers pour qu'on aille jusqu'au bout : ces pratiques doivent remplacer

des achats. Je prends l'exemple des vêtements (beaucoup aujourd'hui en fibres synthétiques), le problème de leur surproduction et surconsommation n'est pas nécessairement lié à la baisse de qualité (le polyester, bien que léger, est très résistant). Ce serait trompeur de s'imaginer qu'on se défait de nos vêtements uniquement parce qu'ils sont en mauvais état. En général, on les jette — ou vend, le circuit Vinted par exemple, s'ajoute à la consommation d'articles neufs, mais ne la freine pas — parce qu'on en achète et possède trop. Idem pour les objets électriques, ce n'est pas systématiquement une panne qui nous fait changer d'objet. Il faut donc des leviers politiques pour agir sur l'offre et ainsi limiter les mises sur le marché au départ.

Est-ce que les prix bas accélèrent ce phénomène d'accumulation ?

Quand je parle de pratiques commerciales, j'inclus complètement la question du prix (course aux prix bas, promotions permanentes). Le prix pousse à la surconsommation : on achète parce que ce n'est pas cher. Pour moi, la stratégie du prix fait partie intégrante de ces pratiques commerciales qu'il faut réussir à réguler. Et puis, il y a un lien entre la course au prix bas et la durabilité vraiment intrinsèque dont on parlait précédemment. Parce que c'est aussi elle qui a entraîné le choix de réduire la durée de vie de tout type d'objet en remplaçant certains matériaux par d'autres. Enfin, la course au prix bas se traduit aussi par des pratiques de production qui exploitent à la fois les humains et l'environnement. Donc, une manière de s'attaquer au problème de la surconsommation, ça peut être de reconsidérer le prix, mais si on manie uniquement des leviers qui jouent sur le signal prix, le résultat peut s'avérer très injuste socialement et créer des populations qui n'auraient plus accès à tel ou tel type de biens. À mon sens, pour éviter cela, il faudrait une démarche de planification et de priorisation des besoins. Le plastique ne devrait pas coûter le même prix, suivant qu'on fabrique des objets de première nécessité ou suivant qu'on fabrique des robes d'été qui s'accumulent massivement dans nos penderies. Sans ces démarches, manier le signal prix aurait des répercussions injustes socialement, mais pourraient induire aussi des effets pervers.

Quels genres d'effets pervers ?

D'une certaine manière, c'est ce qu'on appelle aujourd'hui le principe de pollueur-payeur. C'est-à-dire que le signal prix est modifié pour orienter les comportements. Ce principe est à la fois évident et fédérateur, parce que tout le monde s'accorde sur la notion de responsabilité, mais c'est aussi un principe qui peut avoir des effets pervers très importants en termes de justice sociale ou sur le plan démocratique. Souvent, ces mécanismes pollueurs-payeurs s'accompagnent d'une augmentation du pouvoir d'influence des pollueurs et des metteurs sur le marché — point que j'ai d'ailleurs développé dans un autre ouvrage² — notamment dans le domaine de la gestion des déchets, avec les mécanismes de responsabilité élargie du producteur qui sont très en vogue en Europe.

Vous renseignez la notion de délibération démocratique pour hiérarchiser les besoins dans votre livre. Cette idée semble importante parce que la colère des Gilets jaunes et actuellement celle du mouvement des #gueux contre les ZFE et le prix de l'énergie sembleraient montrer qu'on ne répond pas vraiment aux besoins du plus grand nombre. Qu'en pensez-vous ?

Il faudrait partir des besoins du plus grand nombre pour construire ensuite les politiques. Il existe des modélisations réalisées par des scientifiques pour évaluer une consommation soutenable à X milliards d'habitants, d'un point de vue énergétique et gaz à effet de serre. Ces modélisations se fondent sur un scénario vital de base. Par exemple, chaque personne a 20 m² pour vivre, elle a X vêtements neufs par an,

elle a un téléphone portable, etc. Ils prennent en compte les besoins de base et appliquent ensuite le scénario à l'échelle de la population mondiale. Ça n'a rien de très précis, mais ça permettrait de se placer dans des trajectoires qui respectent les limites planétaires, ainsi qu'une répartition beaucoup plus équitable des ressources. Et ces projections peuvent aussi être réalisées à l'échelle nationale, comme l'a fait une équipe de chercheurs en Finlande³. Le problème c'est que l'on ne discute pas du tout de ces scénarios de besoins vitaux qui ont le mérite d'exister. Pour l'instant, comme on est dans un modèle global de régulation par le marché uniquement, toutes ces questions passent à la trappe.

Que pensez-vous des décisions politiques écologiques prises ces dernières années qui intègrent justement massivement du plastique (voiture électrique, éolienne, panneau solaire, numérisation) ?

Oui, il y a du plastique partout, y compris pour des usages qui ont vocation à se développer, comme la production d'énergie renouvelable. Mais là, j'en reviens à la question de la priorisation des usages et à la question des grandes masses aussi. 40% de l'utilisation de plastique, c'est de l'emballage. J'aurais tendance à ne pas me focaliser sur les pales des éoliennes parce qu'en fait, je vois d'autres marges de manœuvre extrêmement importantes. Si le but est de passer de 100% à 90% d'utilisation de plastique, puis à 80% et à 70%, je ne vais pas me focaliser dès le départ sur les 10% qui resteraient à la fin, mais plutôt sur les flux qu'on peut à court terme, faire massivement diminuer, parce qu'ils ne répondent à aucun besoin social, enfin, à aucun besoin vital.

Vous mentionnez que 40% des plastiques sont des emballages, suivis de près par le textile. Mais le secteur militaire me semble absent de ces statistiques. En 2025, avec le nombre de guerres qui sévissent et de bombes qui tombent, connaît-on la part de plastique engagé dans l'industrie de l'armement ?

C'est une excellente question. Je n'en ai pas la moindre idée et je ne sais pas comment on pourrait tirer cette information des statistiques. Parce qu'effectivement, ça ne fait pas partie des secteurs de consommation considérés dans les études que l'on voit passer.

Vous écrivez au début du livre que « l'extraction et la transformation [de nos ressources] pèsent bien plus lourd que la gestion de nos déchets dans le bilan environnemental de nos modes de vie ». Qu'est-ce que cela signifie ?

Je ne veux surtout pas dire qu'il faut se désintéresser de ce que deviennent nos déchets ! Mais si on dézoome et qu'on regarde dans les analyses de cycles de vie (ACV) ou les quantités de gaz à effet de serre émis, on se rend compte que les activités d'extraction et de transformation de la matière première ont un poids beaucoup plus important que les activités de gestion des déchets.

Si on se concentre sur le plastique, on parle bien d'extraction du pétrole et du gaz de schiste et de la transformation de ces deux matières en granulés de plastique ?

C'est bien ça. Mais le plastique est un matériau tout à fait particulier, parce qu'à la gestion des déchets s'ajoute la pollution aux microplastiques (MNPs). Si on regarde du point de vue de la consommation énergétique et de la production de gaz à effet de serre, les étapes d'extraction et de production pèsent beaucoup plus lourd que l'étape de fin de vie. Et ce même du point de vue de la pollution aux MNPs. Il y a cette croyance que ce sont les déchets plastiques qui vont se fragmenter en MNPs. Et ce n'est pas par hasard, parce que c'est vraiment l'image qu'ont largement diffusé les producteurs de plastique,

Illustration : Gloria Scoriger



pour mettre la responsabilité sur les citoyens. Ça, maintenant, on sait que c'est faux. En fait, les MNPs sont émis du début jusqu'à la fin de la chaîne de vie des plastiques. C'est-à-dire dès le départ dans les usines de production de granulés plastique, mais également dans les phases d'utilisation (lavage des vêtements, usure des pneus par exemple), ou encore pendant le recyclage. C'est pourquoi il me semble que la priorité en ce qui concerne les plastiques est de réduire sa quantité produite à la source.

C'est pour cela que vous encouragez à changer de regard sur le recyclage du plastique, parce qu'il ne répond pas aux attentes escomptées en matière de pollution notamment ?

C'est un échec par rapport à l'enjeu de la pollution plastique et à l'enjeu de réduire la quantité de plastique en circulation.

Une des solutions proposées aux problématiques des emballages alimentaires entre autres, est de les penser en bioplastique. Serait-ce une solution ?

Non. Le problème n'est pas la substitution du pétrole, mais les conséquences de la production de plastique. Donc, même en faisant du biosourcé, on aurait des consommations d'énergie et de ressources qui sont liées au processus de production. Si cette production est celle d'un objet à usage unique, ça reste une surconsommation par rapport à un plus durable ou tout simplement à une non-consommation. Ensuite, il y a la question de la composition précise de ce plastique biosourcé, parce qu'il y aura certainement des additifs chimiques qui servent à leur donner leurs caractéristiques (flexibilité, coloration, etc.) donc les mêmes problèmes de toxicité. Du point de vue de leur fin de vie, ils ne seront pas forcément neutres. Et qui dit biosourcé dit production de matière organique qui fera peut-être concurrence avec des productions de nourriture alimentaire ou énergétique, puisqu'on compte aussi sur le biosourcé pour fournir des ressources énergétiques. Donc, on en revient à l'aspect central du point de vue que j'expose dans mon livre : nous avons des choix à faire en termes d'utilisation de nos ressources.

La vraie question est : « Est-ce que ces objets que l'on veut produire en (bio)plastique ont une utilité sociale considérée comme suffisamment importante pour justifier l'utilisation de ces ressources ? ». Je pense qu'il faut réduire la quantité de plastique en circulation, la réduire de manière drastique. Mais

il y aura probablement quelques utilisations qu'il faudra garder et on considérera que cette pollution est acceptable parce que nécessaire à certaines conditions de vie humaine. Ces questions de choix et d'arbitrage me semblent cruciales et actuellement, elles sont inexistantes.

Que pensez-vous de la simplification des consignes de tri des déchets plastiques ?

Le premier argument en faveur de cette évolution était d'élargir (donc simplifier) à tous les plastiques pour convertir les réfractaires et encourager à plus de tri. Le deuxième était de massifier les flux de plastiques qui ne sont actuellement pas recyclés, pour qu'une filière puisse démarrer. Mais les volumes commencent à être là, et pour autant les usines ne démarrent pas (problèmes de rentabilité économique, technologiques, etc.). Autre conséquence, dans certains centres de tri français, la quantité grandissante de plastique récoltée a engendré des diminutions de papier-carton recyclé. Mais pour moi, le plus gros problème c'est le message extrêmement trompeur envoyé au citoyen qui intègre ainsi que tout va être recyclé — ce qui est faux — et que quand on met le plastique au bac de tri, on ne le jette plus.

Alors, faut-il malgré tout continuer de mettre tous les plastiques au tri ?

Je ne me risquerais pas à donner de conseil en la matière. Si l'on essaie d'y réfléchir, on pourrait se dire, autant les mettre dans la poubelle tout venant et qu'ils aillent directs à l'incinérateur, plutôt que de leur faire faire deux trajets. Mais c'est plus subtil que ça. S'ils sont triés, mais qu'ensuite il n'y a pas de filière de recyclage disponible, ils vont probablement être orientés vers la production de combustible solide de récupération (déchets compactés à haut pouvoir calorifique qui seront ensuite brûlés en cimenterie par exemple). Dans ce cas-là, on peut se dire que c'est quand même mieux qu'ils soient brûlés en cimenterie, que d'être brûlés en incinérateur. C'est un peu choisir entre la peste et le choléra... Les critiques sur ces communications mensongères commencent à faire leur effet, je pense notamment à l'enquête du journal *Le Monde* sur la campagne #TriTonPot⁴ : sous l'opercule de tous les yaourts, on pouvait lire « Triez-moi, je serai recyclé » qui est un message factuellement faux !

Vous parlez de message trompeur à l'égard de la population, est-ce que vous pensez qu'elle commence à voir qu'elle est trompée ?

Quand on prononce le mot « recyclage », on se rend compte très vite que les gens ne sont pas dupes et qu'ils sont volontiers suspicieux sur sa réalité, mais par ailleurs, ils sont, et moi la première, quand même rassurés par un message qui annonce « 100% recyclé ». Ce qui est regrettable c'est que le message du recyclage reste un message associé à du positif, à quelque chose qui nous rassure sur l'impact de notre consommation et donc, quelque part, qui brouille un peu les pistes.

Avez-vous un message particulier à adresser à nos lecteurs ?

Nous, citoyens, devrions nous inscrire dans une démarche d'enquête critique permanente et donc d'acteur impliqué. Que ce soit via nos élus locaux, les marques ou entreprises, nous devrions interroger la réalité de la gestion des déchets, pour montrer qu'il y a une préoccupation citoyenne et forcer le questionnement de certains acteurs qui se reposent un peu sur le fait que personne ne s'en préoccupe.

Bien sûr, à titre personnel on peut aussi changer sa propre consommation, mais je trouve que la démarche de demander de l'information est la première étape de l'engagement, c'est pousser le producteur à se questionner et lui montrer que ces questions existent et que nous sommes concernés.

Propos recueillis et retranscrits par Marzie Flodienka

1. Flore Berlingen, *Recyclage : le grand enfumage. Comment l'économie circulaire est devenue l'alibi du jetable*, Rue de l'Échiquier, 2020.
 2. Flore Berlingen, *Permis de nuire. Sous le règne des pollueurs-payeurs*, Rue de l'Échiquier, 2022.
 3. « Eight Tons of Material Footprint—Suggestion for a Resource Cap for Household Consumption in Finland ». Lettenmeier, M & al. Resources 2014, 3, 488-515. <https://doi.org/10.3390/resources3030488>.
 4. Stéphane Mandard, « Derrière une campagne pour encourager le tri des pots de yaourt, du lobbying et une réalité nettement plus nuancée », in *Le Monde*, 24 février 2025.

Les « vrais résistants », apôtres de la division

« Y'a des gens qui disent : "on est cernés par les cons". C'est vrai, mais on se rend pas compte à quel point. »

Coluche

A l'ère des commentaires sur réseaux sociaux, sortes de substitut à une agora qui n'existe plus — réseaux sociaux qui sont au débat ce que le journal télévisé est à l'information —, ce n'est pas une ligne éditoriale que nous demandent de tenir certains lecteurs, mais un câble idéologique. Sortez du rail et vous serez bannis, le lecteur vous prévenant qu'il se désabonne *illico* et ne vous suivra plus. Le problème, dans le cas présent : la diversité des opinions dans un contexte binaire où le débat est banni. Les uns ayant acquiescé au narratif covid ou pas ; fustigé Poutine ou réalisé que l'intervention en Ukraine n'était qu'une énième manifestation de l'impérialisme américain ; considéré que l'éducation sexuelle à l'école (cf. Evras en Belgique) était la bienvenue, d'autres que ses fondements détonaient avec les connaissances sur le développement de l'enfant ; soutenu qu'un génocide avait lieu à Gaza ou justifié les massacres en s'appuyant sur les attaques du 7 octobre ; ou encore voir en Trump un fin stratège et expliquer toutes ses actions par ce prisme ou refuser de voir chez lui le Messie tant attendu. Tant d'occasions de diviser la population, formidable effet indispensable à assurer la continuité du règne politico-médiatique.

MISÈRE DU PRÉSENT, MORT DE LA PENSÉE

Ainsi, suite au texte « Trump, le traître suprême : de la promesse de rupture à l'appel au génocide », paru sur le site de Kairos, on pouvait notamment lire dans les commentaires :

- **Carine** : « beaucoup de soi-disant résistants n'ont rien compris ».
- **André** : « J'arrête mon soutien à Kairos qui a succombé au narratif d'une bien-pensance naissante. Cette fois, il n'a plus rien à craindre de l'État profond ».
- **Jacqueline** : « Idem...profondément déçue...je redescends de très, très haut.. j'ai vraiment peine à croire que Kairos se trompe à ce point sur un personnage ' hors du commun ' certes.... Mais qui a sa propre technique d'action et de stratégie...il donne une image publique de lui qui ne représente pas le vrai humain qui se cache en lui...il faut suivre ses actions pour le découvrir...c'est clair que comme tous les humains,il a ses failles bien sûr...vraiment archi déçue de Kairos. »
- **Salvy** : « Je suis très déçu, une confiance à Kairos et là, le doute s'est installé profondément. J'approuve ta décision, mon Ami [d'arrêter son soutien!] »
- **Alain Posture** : « Je ne me souviens pas t'avoir une seule fois soutenu ou défendu le plan !? ... pourquoi maintenant faire comme s'il avait trahi ? Ne serais-tu pas plutôt une PUTAIN de pilule noire ! Tu ne trompes personne Alexandre, et certainement pas nous. »
- **Anita** : « Très bonne réplique!! [Répondant au précédent] Et une déception de plus pour moi, car j'ai jamais (au passé) bien Kairos!! »
- **Adriana** : « bien répondu à ce vendu ».

- **Mar Wat** : « Vous virez de bord Kairos ? On croirait entendre Ursula et ses acolytes ».

- **Lucia Rizzato** : « Eh bien je ne pensais pas que Kairos faisait partie de l'opposition contrôlée. On est fixé maintenant ! »

- **Pascale Van den Abeele** : « Kairos est piraté ? »

- ...

On aurait pu penser que la certitude d'être du bon côté allait laisser place au doute chez ceux qui ne croyaient plus aux mensonges des gouvernements et de leurs médias. C'était, pris dans l'ancre des réseaux sociaux, se tromper. Régnait en effet là aussi le même principe que celui que l'on trouve dans les cercles du pouvoir, à savoir que la liberté d'expression se limite à ce qu'on a envie d'entendre. Ici, ils ne possédaient toutefois pas les outils pour nous censurer², mais certaines réactions à elles seules laissaient transparaître une telle virulence que seul un désaccord avait fait naître, qu'il est facile d'imaginer les effets qu'ils auraient pu avoir dans le réel s'ils avaient été investis d'un pouvoir.

Un rédacteur de Kairos publie un article qui ne leur plaît pas et, sans aucun argument pour la plupart, ils vous bannissent directement, vous assimilant au camp d'en face (« Ursula von der Leyen »), à cette fameuse « opposition contrôlée », conditionnement verbal revenant aussi souvent que celui de « complotisme » chez les autres. Ils vous considèrent comme un traître, un « vendu »... pratiquant ce lynchage symbolique propre aux a-sociaux réseaux. C'est qu'ils adoptent les mêmes attitudes que celles qu'ils reprochent aux autres, leur « ennemi ». Ils adoptent une position manichéenne où leur parole, sacrée, ne supporte aucune contradiction, où le mal n'est pas quelque chose qu'ils imaginent possible chez eux, mais uniquement chez ceux « d'en face ». Vous basculez dès lors automatiquement dans l'autre camp dès l'instant où vous bafouez la parole ou le personnage sacré, passant de l'adulation à la haine. Où comment, dans la société du spectacle, tout « travers » est directement condamné et l'admiration se mue instantanément en mépris. On aura évidemment compris que ces sentiments originels n'étaient que prémices à la haine actuelle, qui explique que le terme « déception » revienne si souvent dans les commentaires des internautes omnipotents derrière leur écran.

J'admets que l'article « Trump, traître suprême » manquait peut-être de nuances. Tout comme les articles et interviews publiés précédemment en faveur de Trump, nous valurent, à l'identique, les invectives de ceux qui n'étaient pas d'accord. Pour les uns comme pour les autres, la pensée binaire domine. Certes, l'enfer c'est les autres, mais on est toujours « l'autre » de quelqu'un. D'où l'importance de creuser profondément dans la recherche de qui l'on est soi-même, plutôt que de projeter chez l'autre nos propres peurs, angoisses, haines. Mais il n'y a plus de doute, c'est l'homme le problème. Rien d'autre.

LE STIMULIS-TITRE

Nous pouvions naïvement penser que les chiens de Pavlov bavant à la lecture d'un titre sans avoir pris la peine de consulter l'article dans son intégralité, ne se trouvait que chez les téléphages et lecteurs de quotidiens recevant comme vérité

tout ce qu'ils lisaient, mais malheureusement non. Ceux qui se contentent de lire seulement les titres ne se retrouvent pas uniquement chez les spectateurs des médias *mainstream*, mais aussi chez ceux qui suivent Kairos et souvent le consomment comme on consomme les premiers. « T'écris pas ce que j'ai envie de lire ? Tu ne respectes pas la pensée algorithmique style google, où seuls les contenus qui risquent de me plaire me sont proposés ? Dégage ! » Ainsi, on peut lire sous les publications : « Autant je vous ai suivis sur le Covid, autant je ne vous suis plus sur la guerre en Ukraine ».

Nous avons aujourd'hui atteint l'ère où on supporte une idée comme on supporterait un club de foot : on n'en change pas. La plupart vivent la politique par procuration, dans l'attente d'un sauveur. Certains écoutent Trump comme ils vont à la messe, défendant corps et âmes ses versets, bannissant les mécréants. Tout cela me rappelle l'échange que j'avais eu avec un lecteur qui n'avait pas supporté que l'on puisse expliquer la guerre dans les Balkans et présenter Milosevic autrement que sous la figure simplificatrice du « monstre »³. « Désabonné ! ». Trump a galvanisé la résistance comme un prêtre les fidèles à la messe, et la plupart devient incapable de dire que, peut-être, le roi est nu. La vérité se construit. En lisant la plupart des commentaires, on dirait qu'elle serait donnée d'emblée, distinguant les « vrais résistants », comme ils aiment s'appeler, des « traîtres ». Nous ne sommes jamais du « bon » côté de la barrière, mais naviguons sur un fil, susceptibles de tomber d'un côté ou de l'autre.

Tout cela n'augure rien de positif, alors qu'une élite mondialiste a la mainmise sur le monde, parfaitement coordonnée et dont les membres s'entendent systématiquement dans leur objectif commun. Pendant que la masse se divise.

Je laisserai les derniers mots à une sage. Peut-être a-t-elle raison, et faudrait-il cultiver son jardin, les plantes et les étoiles ayant certainement plus à nous apporter que la rage dégoûtante des réseaux sociaux.

Nancy-Claire :

« J'ai voulu lire tous les commentaires pour me faire une idée. Et bien... comment dire !? Ni débat ni questionnement ... Toujours la même posture binaire ! Que c'est triste de constater que même au sein des réseaux alternatifs (quels que soient les différents noms qu'ils se donnent) eh bien ou tout est noir ou tout est blanc. Il n'y a aucune place pour la nuance, ni même pour une vision qui dévierait de ce que l'on pense. Je lis qu'Alexandre ou a tort; ou qu'il a raison. Que s'il a tort aux yeux de certains, et bien on doit le clouer au pilori. S'il a raison pour d'autres, on doit le porter aux nues. Je suis triste de constater qu'en fait RIEN n'est différent chez les résistants. Quand on croit détenir LA vérité, on tombe dans les mêmes travers. Je m'en vais regarder les étoiles... »

Alexandre Penasse



1. Un soutien qui pour ces détracteurs se limite souvent à un « like » ou un « clic », n'ayant pas compris que ça ne fait pas vivre la presse libre.

2. On peut se demander ce qu'ils feraient s'ils avaient à leur disposition les outils permettant de censurer...

3. <https://www.kairospresse.be/la-figure-du-monstre-ou-la-pensee-embrigadee>

Et si on jouait ?

Là, chers Lecteurs, vous devez vous exclamer « *Mais oui, bien sûr ! On a envie de jouer !* »

Lancé par cet enthousiasme qui n'a d'égal que la claquette en Corée du Nord, je commence par vous remercier. Puis, pris d'une énergie irrésistible, je me lance dans l'énoncé d'un jeu.

« *On dirait qu'on serait des cons.* » Oui, des cons, des crétiens, des débiles, des imbéciles, des déneuronés, des sans synapses efficaces, des neuneus à la tête enflée de vide, des personnes à découvert sur leur compte cérébral. Sans doute, on est toujours le con de quelqu'un. Des exemples ? Oui ? Non ? Non, je ne veux me fâcher avec personne. Encore que toi, ô lecteur du centre-ville de Paris... Non, restez, Emmanuel. Pour une fois, on ne va pas parler de vous.

Alors, équipez-vous de longues-vues, de lunettes spéciales, de bottes pour passer au-dessus de la fange dégoûtante, dans l'univers impitoyable de la connerie humaine. Préparez-vous à lever les pieds. N'hésitez pas à creuser un trou, la connerie commence à forer dans le sol pour plonger plus bas dans la vilénie morale et intellectuelle.

Cet été, ça a été incroyablement riche en la matière. Les cons ont foisonné partout, tout le temps, dans tous les contextes. C'est époustoufflant pour les médias, ça fait vendre du papier (même si le papier journal commence à coûter trop cher pour remplacer le papier toilette), ça fait des milliers de vues, des milliers d'euros, des millions d'octets consacrés à la bêtise humaine. On est toujours le con d'un autre, naturellement, mais en arriver à exhiber fièrement cette connerie en bande-roule, en calicot de sa débilité, juste pour le prestige d'être un héros du buzz : la phrase d'Einstein n'a jamais trouvé autant sa justification.

On dirait qu'on adorerait se prendre des pains, des humiliations, de se faire stranguler, de se faire insulter. J'abandonne la lecture des dystopies... Certes, la mort d'un homme est toujours tragique, mais quand elle est mise en scène au terme de 10 jours de captation pour un réseau qui n'a de social que la réputation et le nom, elle en devient un objet de spectacle, un sujet de discussion, elle en subit une dévalorisation. C'est comme si on continuait à compter les morts dans un conflit, par exemple. Un exemple ? Non. Je tirais ça de mon imagination... Je me prends pour Orwell, j'imagine ce qui serait le pire d'une société sans repères. Ah... on me souffle dans l'oreillette qu'on fait ça un peu partout dans le monde. La connerie et le manque de moralité seraient-ils si répandus ? N'a-t-on que cela à dire, entre la poire, le fromage (légionellose incluse) et le dessert ? On a aussi quelqu'un qui veut incarner le renouveau de la gauche anticapitaliste, alors qu'il aura l'âge de partir dans le sud pour couler sa retraite à la prochaine élection présidentielle. On a aussi quelqu'un qui tente d'utiliser les réseaux sociaux pour dire, moins bien mais plus rapidement, ce qu'il ne cesse de seriner depuis la mi-juillet...

On dirait qu'on serait un type qui donne de l'argent à un autre type qui passe sa vie avec ses « amis » à se faire humilier, insulter, ce qui lui rapporte de l'argent et de l'indignité, ce type, donc, qui donne de l'argent et ose proclamer, du haut de ses 18 ans, « *Moi et la communauté on ne se sent pas responsables.* » Ah, on me fait signe que ce n'est pas de la connerie. C'est un jeune qui parle et qui exprime tout son mal-être en pratiquant un visionnage cathartique, en sublimant la violence qu'il pourrait s'infliger lui-même en regardant quelqu'un d'autre, un acteur, sans doute, qui va se relever après, et qui va sourire à la caméra qui coupera ensuite. Alors, ce jeune, ensuite, il deviendra un bel adulte, fort de la communauté qui permet de faire tout, n'importe quoi, et surtout de faire de la merde. À plus de quatre, on est une bande de cons, disait Brassens. Le con. Heureusement que, lors de la rencontre avec Brel et Ferré, il n'y avait qu'un journaliste avec eux. Sinon, encore un mythe qui s'effondre... Au fait, je vous ai dit que l'Académie française avait fait match nul ? Une élection, une disparition. 1-1, balle au centre. On dirait qu'on serait, tiens, dans un pays

où il y a trois langues nationales, dont le statut est officiel mais la connaissance, très aléatoire. Dans ce pays, un contrôleur de train qui ose dire bonjour en deux langues. Quel scandale, lui dit un voyageur. Désolé, lui répond le contrôleur en la même langue nationale. Bim badaboum, lui répond le voyageur réduit à des onomatopées, que nous traduirons par « *Tu vas la sentir passer, la pilule linguistique.* » Et une plainte est déposée contre le contrôleur. On dirait qu'on serait une bande de décérébrés, qui n'ont rien de mieux à foutre que de menacer la projection d'un film qui prône des choses qui leur seraient désagréables. Bah, fermez les yeux et allez ailleurs, leur répond-on. Laissez les gens qui ne peuvent pas partir en vacances avoir au moins une activité culturelle. Non, répond la *United* bande de cons. Et le film est annulé. Et en parlant de culture...

On dirait qu'on serait une ministre, de la culture, pourquoi pas, qui aurait tellement de casseroles à son modeste poste qu'elle pourrait devenir experte en quincaillerie, qui menace un journaliste, la profession de juge... et reste en place malgré plusieurs mises en examen. On dirait qu'on serait une ministre de l'intelligence artificielle. Oui, oui, cela existe. À quand un ministère de l'intelligence, tout court ? Ça pourrait être riche. Toutes les infractions à l'intelligence, à la nuance, à une société décente et enrichissante, à une société qui sait mélanger la nature et la culture sans en faire trop, ni d'un côté ni de l'autre, à une société qui respecte toutes ses franges de la même manière, à une société qui sait respecter l'être humain, une société qui sait élever l'âme humaine sans en appeler à Dieu ou au secrétaire général de l'ONU... Ça laisse rêveur.

Toutes ces histoires sont hélas bien vraies. Elles le sont même, tragiquement. On dirait qu'on serait intelligents et futés, ça ne fait rire personne... Pourtant, c'est malheureusement vrai : la connerie touche de plus en plus de gens, et ce n'est pas Maxime Rovère qui prétendra le contraire. Une étude récente a identifié que, au fur et à mesure que les technologies prenaient de la place dans nos vies, dans nos actes quotidiens tout comme dans nos prises de décisions, nos capacités neuronales diminuaient. En effet, votre cerveau utilise de moins en moins de zones et s'atrophie, progressivement. Ne pensez plus, votre téléphone le fait à votre place. Ne vous perdez plus en ville, votre GPS se repèrera pour vous. Ne lisez plus les livres, ChatGPT vous en fera un résumé. Ne regardez plus une toile, votre application vous en dira toutes les caractéristiques. Ne cadrez plus vos photos, votre application de réglage s'en charge. Ne parlez plus au contrôleur, quelle que soit votre langue, votre application comportera le bon QR code. N'allez plus à la caisse pour parler à une vraie personne, votre téléphone et une caisse automatique sont là pour ça. Comment peut-on décentement construire une société digne de ce nom, où chacune et chacun s'épanouira, si les téléphones vivent l'expérience à votre place ?

Allez, les enfants, on change de jeu. On dirait qu'on serait les sauveurs de l'humanité !

Jean-Guy Divers

Le courr(oux)ier de Luc Rainien

Luc Rainien est un.e lecteurice réel.le dont personne ne connaît le genre. Bien-pensant.e, iel est toujours prompt.e à s'indigner, dénoncer, parfois insulter quand ael est très fâché.e. Fanatique de la tolérance, nous nous faisons chaque fois un devoir, et néanmoins un plaisir de la relayer.

Chers-ères rédacteurs-rices, cher.e Alexandre Penasse,

Je ne peux qu'exprimer mon indignation devant le contenu de votre feuille de chou (pour ne pas dire torchon). Je me demande pourquoi je la commande encore... Mais il est de mon devoir de surveiller ce que vous publiez (ou plutôt, ce que vous beuglez) afin de protéger les citoyens de notre pays. Vous feriez mieux de vous inspirer de la RTBF qui a le professionnalisme de diffuser les informations en différé plutôt que de relayer des conspirationnistes et des complotistes ! Et quelle est votre obsession de continuer à parler de la covid ? Êtes-vous resté.es bloqué.es sur votre gagne-pain opportuniste ? Pourquoi rappeler aux lecteurs-rices de tels moments traumatisants où nous aurions pu tous.tes mourir ? Pourquoi choquer pour choquer ? De plus, comme tous.t.es les autres complotistes, vous êtes passé.es d'une crise à une autre, celle de l'Ukraine puis celle de Gaza, comme l'a si bien remarqué le grand journal de qualité *Le Soir*. Vous vous baignez dans le sensationnalisme et vous relayez des *fake news*, honte à vous. Pourquoi n'invitez-vous pas des intellectuels dignes de ce nom, comme Alain Finkielkraut, Bernard Henri-Lévy ou même Michel Onfray (si vous désirez vraiment un personnage qui remet en question les conventions) ?

Je suis outré.e de constater comment vous relayez des informations d'opinion : aucune de vos informations ne sont sourcé.es, vous ne suivez aucune logique de discours, vous faites des liens là où il n'y en a pas et vous ouvrez vos portes à tous.t.es types de théories plus farfelues les uns que les autres ! Vous vendez de la poudre de perlimpinpin. Où est donc passée la formule de *thèse-antithèse-synthèse* ? Vous ne restez que dans l'antithèse... Il serait temps de sortir de votre discours anti-conformiste, provocateur, conspirationniste, complotiste, alarmiste-rassuriste, d'extrême-droite communiste, d'antiprogessiste, d'antidéveloppement, d'anticapitaliste néolibéral, d'anarchiste séduit par le chaos, d'antisionniste, d'antisémite, d'intolérance (surtout envers les communautés de minorités sexuelles) et de racisme tout court.

J'aimerais me féliciter pour le travail de censure que j'exerce à votre égard. J'espère que vous allez enfin vous réveiller et vous rendre compte que toute la planète ne peut pas avoir tort et vous raison.

Influenceurs en pagaille

Dans un précédent article, nous vous avons informés de la tendance chez les annonceurs de diffuser une part croissante de leurs publicités sur Internet. Ici, nous allons décrire qui sont les influenceurs et quelles sont leurs pratiques.

Les données qui suivent proviennent de France, mais sont représentatives de l'univers de l'influence. Le marché est très concurrentiel. En effet, il faut savoir que les influenceurs et influenceuses atteignent le nombre de 150.000, classés en 4 catégories : les méga (plus de 1 million d'abonnés – *followers*) les macros (entre 100.000 et 1 million d'abonnés), les micro (entre 10.000 et 100.000 abonnés) et les nano (moins de 10.000 abonnés). Ces derniers sont les plus nombreux puisqu'ils représentent 75% de l'armée des influenceurs. Tous et toutes tentent d'obtenir des financements venus des marques qui veulent faire leur publicité par ce canal. Il faut dire que la manne est conséquente puisque les annonceurs ont dépensé 6,5 millions € en 2024. Une étude réalisée en 2019 montrait pourtant que 63% des influenceurs n'étaient pas payés. Par contre, les méga peuvent toucher des dizaines de milliers d'euros. Le champion français, un certain Hugo Décrypte, compte 14 millions d'abonnés. C'est pas mal, mais loin du champion mondial, l'Américain Mr Beast qui compte 400 millions de *followers*¹. Ce sont évidemment ceux-là qui captent un maximum de la manne publicitaire. Ils sont rares puisqu'ils ne constituent que 0,23% du total des créateurs de contenu. Toutefois, certains nano sont aussi parfois soutenus, car ils ont l'avantage de la proximité. Les petits influenceurs, quant à eux, reçoivent gratuitement des cadeaux en nature – produits, sorties, voyages – à condition qu'ils présentent les produits de la marque sur leurs sites. De plus, ils peuvent toucher un pourcentage d'environ 10% sur les ventes qu'ils suscitent (ils sont repérés grâce à un code qu'ils fournissent ou

par un avantage promotionnel). Concernant ceux qui touchent du cash, il s'avère que 87% d'entre eux touchent moins de 500€ par mois. Pas de quoi vivre de cette activité. Le choix de la plateforme est évidemment essentiel. Instagram est le plus utilisé, mais YouTube ou TikTok sont aussi beaucoup sollicités.

COMMENT ACCROÎTRE SA NOTORIÉTÉ

Il faut savoir que 3 Français sur 4 possèdent un compte sur les réseaux sociaux. Ils y passent 1 à 2 heures et chaque jour des millions de photos sont postées. Ainsi, sur Instagram, qui compte 1,5 milliard d'abonnés, 100 millions de photos sont mises en ligne chaque jour, 1,5 milliard de vidéos sont visionnées sur YouTube qui compte 2,5 milliards d'utilisateurs abonnés. Il faut donc conquérir cette masse de *followers* potentiels. Quelques recettes sont recommandées². Tout d'abord, il convient de masquer la nature commerciale du post et ne pas trop laisser voir que la plupart ne sont que des vendeurs de publicités. Il importe d'abord que le créateur de contenu apparaisse sincère. Pour cela, il faut masquer que l'on est payé pour les messages envoyés. Ils doivent paraître convaincus et faire croire qu'ils apprécient grandement le produit mis en exergue. Et s'ils le vantent, c'est juste un conseil de copain. L'influenceur doit donc être convivial et tutoyer ses abonnés. En fait, il ne doit pas vendre des informations, mais sa personnalité. L'info ne doit pas trop laisser percevoir qu'elle porte une publicité. Il faut que l'influenceur incarne le produit dont il vante les mérites. Une autre technique consiste à faire connaître sa vie quotidienne en la diffusant heure par heure.

Dans un système ultra segmenté, il faut parvenir à toucher le public sensible aux produits que l'on promeut. Ainsi, les influenceurs « verts » tentent de vendre du tourisme durable ou

des panneaux solaires. Ceux qui visent la catégorie des seniors insistent sur les cosmétiques anti-âge. Ceux qui parlent aux femmes abordent la publicité pour des culottes de règles, des sextoys, des ouvrages romantiques ou érotiques. Même les influenceurs politiques visent des publics spécifiques. Ainsi, si on vise l'extrême droite, on a intérêt à parler de compléments alimentaires qui garantissent des corps musclés ou alors des produits « patriotes ».

Le pratique n'est pas de tout repos : si un post est contestable parmi leurs envois, ils peuvent recevoir des centaines de messages d'insultes. Les mini ou micro influenceurs reçoivent des produits en nature. Après les avoir vantés, ils se trouvent en possession d'objets qui ne leur sont en général d'aucune utilité. On a donc la une incitation à consommer des produits qu'on ne souhaitait pas *a priori*.

La pratique de l'influence est donc le plus souvent décevante. À côté de quelques vedettes qui en tirent des avantages substantiels, une majorité végète dans une zone peu satisfaisante. Dans un marché hyper concurrentiel, il est évident que parmi les 150.000 candidats, il faut satisfaire les annonceurs publicitaires pour avoir une chance d'être sélectionné. Il y a beaucoup d'appelés, mais peu d'élus.

Alain Adriaens

1. Un influenceur qui compte aussi beaucoup d'abonnés (4,5 millions) est un certain Emmanuel Macron.

2. Il existe des écoles de *marketing* qui enseignent les techniques d'influence. Un cursus de 5 ans fait de vous un professionnel de l'influence moyennant 7.500€ par an. Ces enseignants sont, eux, certains de gagner de l'argent avec l'influence.

VIVRE ET HABITER EN PRATIQUANT L'AUTONOMIE

Si seul on va plus vite, ensemble on va plus loin

Comme le disait si justement Friedensreich Hundertwasser : « Quand un homme rêve, ce n'est qu'un rêve. Mais si plusieurs hommes rêvent ensemble, c'est le début d'une réalité. »

Depuis plusieurs générations, nous avons été conditionnés par une logique de gigantisme, celle du toujours plus : plus grand, plus vite, plus individuel. Une société de surconsommation où la compétition prend le pas sur la solidarité, et l'individualisme sur la coopération. On pourrait facilement se laisser happer par ce courant défaitiste, tant les dysfonctionnements du monde semblent nombreux. Mais plutôt que de céder au découragement, demandons-nous ce que nous pouvons changer, ici et maintenant, à notre échelle. Adoptons une vision plus optimiste et tournée vers l'action. Si demain devient plus incertain, il nous faudra réapprendre à vivre ensemble, à nous entraider, à recréer du lien de voisinage. Ce n'est ni en cherchant à améliorer notre confort personnel, ni en répétant les schémas d'hier, que les choses changeront. C'est en mettant nos volontés individuelles au service d'un élan collectif.

Prenons exemple sur les abeilles : chez elles, le partage et la coopération sont naturels, au cœur même de l'équilibre de la ruche. Elles ont conscience de leur unité. À nous de tisser des liens similaires, en bâtissant une économie d'échange où chacun coopère dans l'intérêt du plus grand nombre. Car comme elles, nous sommes tous interdépendants, tous sur le même bateau. Et c'est ensemble que nous devons recoudre les filets de la solidarité.

Mettons nos savoirs en commun. Multiplions les initiatives citoyennes. Construisons une économie d'entraide où chacun donne ce qu'il peut et reçoit ce dont il a besoin. Seul, on n'aurait jamais osé ouvrir une petite épicerie de quartier ou organiser une grande fête sous chapiteau. Mais ensemble, tout devient possible. Il suffit de partager ses compétences. Que celui qui sait couper du bois le fasse pour celui qui n'en a plus la force ; et que ce dernier l'aide à faire sa soupe ou à remplir sa déclaration fiscale.

Mutualiser nos talents, nos forces, nos savoir-faire : c'est cela, vivre ensemble. Ce sont des gestes simples, mais porteurs de liens. Car le vrai changement ne viendra pas d'un confort individuel accru, mais d'un retour à la solidarité.

Aujourd'hui, nous vivons souvent isolés, dans un monde de plus en plus agité. Or l'agitation ne change rien de fondamental. Un fardeau partagé devient plus léger. Nos voisins ne doivent plus être vus comme des obstacles, mais comme des alliés, des tremplins. Et cela, de nombreuses initiatives locales l'ont déjà compris.

Nous ne sommes pas faits pour vivre seuls. Nos ancêtres chassaient en groupe. Cela nous invite à repenser notre habitat : moins grand, plus partagé, plus humain. Il n'est pas nécessaire de vivre dans un éco-village pour changer ses habitudes. Parfois, il suffit de vivre dans un éco-quartier où l'on échange quelques mots avec ses voisins. C'est déjà un premier pas.

Ce qu'il nous faut, c'est raviver cette envie de lutter ensemble pour un monde meilleur. Les contacts humains, les échanges,

les rencontres sont sources de bonheur – un bonheur réel, parce que partagé. Bien sûr, nous ne pensons pas tous de la même manière. Mais vivre ensemble, c'est aussi apprendre à faire preuve de souplesse et de tolérance.

Puisque notre monde change, adaptons-nous. Repenser nos modes de construction devient nécessaire. Imaginons des habitats plus simples, plus modulables, durables, évolutifs. Moins, c'est souvent mieux. Une maison bien pensée, bien isolée, construite en bois, peut suffire à nos besoins tout en allégeant notre esprit.

Et si, au lieu d'agrandir sans cesse nos espaces, nous les réduisons pour mieux les partager ? Habiter en petites unités mitoyennes, c'est aussi se réchauffer – au propre comme au figuré. Certes, cela demande parfois de contourner des normes urbanistiques rigides, pensées pour un autre temps. Faut-il toujours rester dans les clous ? Comme le dit un ami bâtisseur : « Si j'avais attendu les autorisations, je n'aurais jamais rien fait. »

Oui, il nous faut parfois désobéir avec bon sens. Nos aïeux vivaient simplement, sans se compliquer la vie, et s'en sortaient parfois mieux que nous. Revenons à l'essentiel, à la joie d'être ensemble, aux petits plaisirs simples, à un rythme plus lent et plus humain.

Et si, au lieu de renforcer nos murs, nous apprenions à construire des ponts ?

Christian La Grange

Les larmes des oliviers

AGaza, les oiseaux chantent-ils encore, dès lors que se déroulent, jour après jour, des atrocités depuis le 7 octobre 2023 (sans parler des conflits préexistants) ? Sans doute ont-ils déserté depuis longtemps (s'ils n'ont pas péri) ces lieux de décombres, de misère et de violence, libres de voler de leurs propres ailes.

Quant aux plantes, fleurs, arbres, pour ceux qui sont encore debout, il ne leur est pas possible, enracinés dans la terre, de fuir à leur guise ces champs de l'horreur. Ils sont donc forcément les témoins silencieux de la barbarie en cours. Les végétaux impriment-ils dans leurs cellules l'odeur de la mort qui flotte dans les airs et s'imisce dans le sol ?

Quoi qu'il en soit, bien que témoins de premier plan de cette guerre sans nom – le mot génocide est en réalité plus approprié pour désigner ce théâtre macabre –, la nature est totalement impuissante face à la manifestation de ce démon humain. Comme le dit très bien un article d'Eros Sana, qui cite Imad Atrash, dirigeant de la Palestine Wildlife Society : « *Les armes ne tuent pas seulement les corps ; elles blessent l'âme de la terre. Elles transforment les champs en déserts, les rivières en cimetières. À Gaza, c'est aussi la nature que l'on assassine*¹. »

En effet, c'est un écosystème entier qui s'est effondré. Depuis le début de la « guerre », c'est l'équivalent de 2 bombes atomiques d'Hiroshima qui ont été larguées sur l'enclave de Gaza, soit 70.000 tonnes d'explosifs, sur un territoire de 365 km². L'on parle d'écocide pour décrire le caractère délibéré

dévastateur des attaques sur l'environnement naturel (et donc sur la santé). En raison des multiples pollutions, les habitants risquent d'être contaminés par l'air qu'ils respirent, l'eau qu'ils boivent et la terre qui les nourrit, ce qui rend la situation encore plus compliquée sur place.²

L'agriculture n'échappe pas à ce destin funeste, avec 38% des terres cultivées qui ont été brûlées et 80% des plantations d'agrumes et d'oliviers ravagées. Sait-on que depuis toujours, l'olivier représente pour le peuple palestinien un symbole de lien avec la terre et que les olives sont la source de revenu principale des agriculteurs ? La récolte de l'olivier est une tradition séculaire qui rassemble les familles de génération en génération. Selon le poète Mahmoud Darwish, « *si les oliviers connaissaient les mains qui les ont plantés, leurs huiles deviendraient des larmes*³ ».

Écocide également de la forêt de Wadi Gaza, un espace de biodiversité restauré par le PNUD⁴, où commençaient à revenir certains oiseaux migrateurs. Comme le regrette Imad Atrash, « *qui parlera au nom des oiseaux morts et des rivières asséchées ? La forêt n'est plus un sanctuaire. La terre pleure ce qu'elle ne peut remplacer, vies humaines comme vies animales*⁵. »

Assiégé, massacré, affamé et privé de l'aide humanitaire internationale, le peuple de Gaza crie sa souffrance au monde. Bien que secoué par les « échos » lointains qui nous parviennent, nous continuons notre valse (plus ou moins) insou-

ciante. Est-il permis encore d'espérer, de croire que l'on pourra mettre fin à ce carnage ? Même Dieu, s'il existe, doit certainement être en train de prier les hommes pour qu'ils ouvrent les yeux et leurs cœurs. À l'ère d'Internet, alors que nous communiquons plus vite que jamais, nous restons comme paralysés et impuissants à réagir face à l'horreur. Il serait sans doute trop optimiste de vouloir appliquer la théorie de l'effet papillon selon laquelle « *un battement d'ailes de papillon au Brésil peut provoquer une tornade à l'autre bout du monde* ».

Néanmoins, la notion de résilience, omniprésente dans la nature, nous apporte un bel exemple d'espoir : après les bombardements atomiques à Hiroshima, un gingko biloba situé à moins d'un kilomètre de l'épicentre a survécu, et cette espèce est aussi la première à avoir repoussé après la catastrophe. Les plantes et les arbres traversent les âges et se nourrissent de la terre où reposent nos morts. Gardent-ils en mémoire le sang versé et les visages des innocents qui ont péri ? Avant que le dernier olivier debout à Gaza ne soit rasé de la Terre, ses larmes auront-elles eu le temps de toucher le monde ?

Virginie Belfiore

1 Eros Sana, « À Gaza, c'est aussi la nature que l'on assassine », <https://basta.media/a-gaza-c-est-aussi-la-nature-que-l-on-assassine>

2. Eros Sanan, *ibid.*

3. Eros Sanan, *ibid.*

4. Programme des Nations unies pour le développement

5. Eros Sana, *op. cit.*

Non pas une, mais trois formes d'agriculture en Wallonie

Les modèles se sont diversifiés alors que le paysage s'est simplifié. Comment est-ce possible ?

Il ne vous aura pas échappé, chers lecteurs et lectrices, que l'explosion de la *productivité* (c'est-à-dire la quantité de nourriture produite annuellement par un actif agricole), accompagnée d'une chute vertigineuse de l'*efficience* (qui est le rapport entre cette même quantité de nourriture et l'énergie fossile utilisée pour la produire), a remodelé tout le secteur et fait quasiment disparaître la classe sociale des paysannes et paysans.

Nous avons en fait assisté, en un siècle, à l'industrialisation d'une activité plusieurs fois millénaire ; d'une agriculture paysanne on passe à une agriculture capitaliste en traversant ce qu'on appelle « l'entreprenariat familial ». Des traces archéologiques attestent que les Celtes de l'âge du fer, 800 ans avant J-C, pratiquaient déjà une agriculture paysanne prospère dans nos contrées, avec des *rendements* (quantité de nourriture produite par hectare) équivalents à ceux de l'agriculture biologique actuelle.

En maîtrisant des innovations techniques majeures comme la faux, l'araire avec soc en fer et la charrette en traction animale bovine ou équine, nos ancêtres ont rendu la différenciation sociale (paysans/artisans/guerriers/commerçants/druides) possible.

Par la suite, à chaque fois que notre région a été occupée par un empire, les terres fertiles ont été convoitées et notre culture a souffert et s'est appauvrie ; un long cortège de servitude et de résistances.

Néanmoins, jusqu'à la révolution industrielle au XIX^e siècle, les paysans ont continué à mobiliser les ressources naturelles

en vue de nourrir la population à partir d'une base sociale assez stable autour des 30% de la population active... Et de façon parfaitement durable.

Avec l'empire anglo-américain, la situation change radicalement : ce n'est plus l'agriculture qui rapporte, mais l'industrie. On va donc appliquer à l'économie du vivant les méthodes qui ont fait le succès de l'économie des choses mortes : énergie fossile, moto-mécanisation, chimie, économies d'échelle et rationalisation du travail. Ce qui est mis en évidence par l'analyse comparée des systèmes, c'est le saut de productivité qui en résulte : On passe de 5-10 T par actif et par an avec 1 ou 2 chevaux en traction animale à plus de 100T lorsqu'on a 50 chevaux sous le capot, 500T avec une machine de 100 chevaux-vapeur, etc... Cette discontinuité fait naître l'entreprise agricole extractiviste à partir des fermes paysannes et fait émerger une nouvelle classe sociale au milieu du XX^e siècle : les « *entrepreneurs familiaux indépendants* » fournisseurs de matières premières pour un marché en pleine expansion, qui seront les premiers à s'intégrer industriellement pour remplir les rayons des supermarchés.

D'autres ont vu plus grand encore. La politique agricole commune (PAC) va dès les années 1970 présider à la modernisation du secteur en éliminant les fermes « non compétitives ». Technocratique, inéquitable et en même temps pétrie de morale hypocrite, son verdissement n'est qu'une façade, seuls y croient encore ceux qui sont payés pour. Résultat : dans les fermes survivantes, de moins en moins nombreuses et de plus en plus grosses, rien ne permet de penser que la vie est plus belle ; l'âge moyen de 55 ans et le manque de repreneurs, dégoûtés par le mélange emprunt-risk, montre bien que le modèle entrepreneurial familial est à bout de souffle.

Et qui récupère les bonnes terres ? C'est là qu'on note l'arrivée d'une nouvelle tribu d'acteurs agricoles que les sociologues nomment « capitalistes ». Ceux-ci visent une productivité supérieure grâce à une meilleure organisation du travail (usine avec ouvriers) et de nouvelles économies d'échelle (parcelles et machines énormes). La productivité annuelle de ces militants actifs du capitalisme dépasse les 1.000T sur des milliers d'hectares. Tournés vers l'export, ils sont entièrement soumis aux décisions de CA de boîtes agroalimentaires qui constituent des empires à l'échelle mondiale.

Dans cette course à la performance industrielle, les croissants d'aujourd'hui annoncent un mode durable à la grande Foire de Libramont, mais personne n'est dupe à la petite : l'agriculture industrielle n'a pas d'avenir et la civilisation urbaine qu'elle nourrit est en sursis ! À ceux qui confondent « alternatives économiques » et « alternative à l'économie », nous soutenons que la repaysannisation n'est pas une option si nous voulons rester des terrestres. De véritables collectifs en recherche de résilience locale avec dynamiques diversifiées en réseau doivent fleurir partout, beaucoup de petites fermes paysannes autonomes et robustes renaître, pour une meilleure nourriture pour tous.

Nous proposons que cela soit... le sujet de cette rubrique.

Thomas, paysan agronome, fermicole de Bierleux (MAP)

Pour aller plus loin :

Marcel Mazoyer et Laurence Roudart : *l'Histoire des agricultures du monde*.

Jan Douwe van der Ploeg : *Les paysans du XXI^e siècle*.

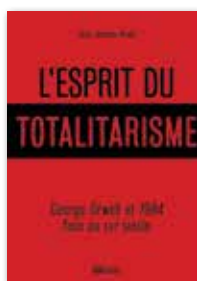


VU, LU, ENTENDU



Le prodigieux essai de Jacques Baud sur les guerres secrètes en Ukraine analyse les stratégies russe et occidentale du point de vue des opérations des services secrets, dont il explique le fonctionnement, le mode d'organisation, l'histoire. Il critique les services secrets occidentaux, leur caractère avant tout politique, plutôt qu'analytique et surtout leur penchant pour le terrorisme. Il rend compte ensuite de l'étendue et des motifs de la désinformation dont ces services et les médias occidentaux sont à la base. Pour J. Baud, c'est bien simple, les Occidentaux se sont intoxiqués eux-mêmes. Et c'est une des principales raisons pour lesquelles les Russes sont en train de gagner la guerre. Les Occidentaux induisent en erreur les Ukrainiens qui dépendent de leurs renseignements. Ils nient en bloc et la situation militaire, et l'effondrement du régime ukrainien. Leurs médias, leurs dirigeants et leurs services secrets ont fabriqué un mythe : celui de la vénéralité de la Russie. Pour l'auteur, c'est non seulement un mythe, un mensonge, mais une erreur. Il expose la situation et la guerre d'une toute autre manière, évoquant notamment une révolte dictée par la nature du coup d'État qui se produit en 2014. La population n'est pas du côté du régime mis en place. Les Ukrainiens, qui ont tenté de mettre sur pied un réseau de résistance dans les oblasts séparatistes, ont échoué. Par contre, les Russes peuvent compter sur plusieurs réseaux de résistance qui les informent dans les oblasts russophones qui sont encore sous la coupe du régime de Kiev. Ces réseaux mènent toutes sortes d'actions que J. Baud décrit. Une annexe à la fin du livre reproduit un manuel exposant à la population ukrainienne les précautions à prendre lorsqu'on fait partie de cette résistance. Une autre dresse la liste des personnes assassinées par les services secrets ukrainiens.

Jacques Baud, *Guerres secrètes en Ukraine*, Max Milo, 2025, 355 pages.
P. W.



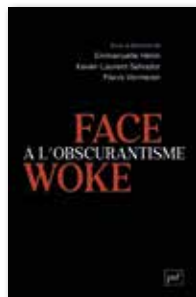
Quoiqu'en disent ses détracteurs, la pensée d'Orwell reste indémodable et indispensable pour comprendre l'involution politique actuelle. Car les intuitions de l'écrivain anglais furent aussi fulgurantes que ses analyses, lucides. La communauté humaine n'est pas encore complètement arrivée à la dystopie de 1984, mais elle en prend le chemin ! Alors l'ouvrage de J.-J. Rosat, spécialiste d'Orwell en France, est un outil détaillé pour saisir, afin de le contrecarrer, un genre de totalitarisme plus perfectionné que les versions du XX^e siècle, soit un « *totalitarisme de seconde génération* » qui veut « *arrêter le cours de l'histoire* » – nous sommes ici aux antipodes du matérialisme dialectique des marxistes. L'auteur fait des allers-retours entre 1984 et les régimes russes et surtout chinois qu'il voit comme les parangons des prédictions d'Orwell. Mais il aurait pu faire remarquer que ce « *collectivisme oligarchique* » est aussi celui mis en avant par le Forum économique mondial, création de l'Occident. Ce n'est ni l'idéologie ni l'infrastructure économique qui définit l'univers totalitaire, mais la volonté de pouvoir absolu d'un petit groupe d'hommes déterminés, cyniques et fanatiques, regroupés dans un Parti qui ne vise prioritairement ni l'argent ni les honneurs, mais sa reproduction et sa conservation à tout prix. Il n'adopte aucune doctrine particulière, mais (ré)agit en fonction des circonstances avec opportunisme, inventivité et intelligence stratégique. Cela ne vous rappelle-t-il pas la gestion du covid ? Masque inutile un jour, obligatoire le lendemain, sans explication convaincante ; liberté de circuler, puis auto-attestation de sortie (en France) ; car « *ce que les fidèles croient, le Parti peut le changer à chaque instant, du tout au tout* ». Les oligarques décident du vrai et du faux, du bien et du mal – c'est le « *solipsisme collectif* » – et manifestent une « *folie contrôlée* ». Comme en 2020-22 ! Tout rêve d'émancipation collective disparaissant, c'est la mise des masses en néo-esclavage par la surveillance totale, la vaporisation du passé, de la langue et de la vérité objective. Remarquons que l'auteur a un parti-pris en faveur de l'Ukraine. Une seule petite allusion au covid pour illustrer le propos, c'est trop peu. De même, après avoir aussi critiqué les États-Unis et Israël, se garde-t-il d'accuser l'Union européenne de dérive totalitaire. Double-pensée ou prudence par rapport à sa charge de maître de conférence au Collège de France ? Il devrait lire Marc Weinstein, *L'évolution totalitaire de l'Occident Sacralité politique*, 1 (Hermann, 2015).

Jean-Jacques Rosat, *L'esprit du totalitarisme. George Orwell et 1984 face au XXI^e siècle*, Hors d'atteinte, 2025, 403 pages.
B. L.



Sous-titré *Comment repousser avec succès l'assaut mondial contre notre liberté mentale*, cet ouvrage ne manquera pas d'être qualifié de « *complotiste* » par les esprits conformistes persuadés que les pouvoirs publics n'œuvrent que pour le bien de leurs citoyens. Sans adhérer à toutes les thèses de Michael Nehls, et ne serait-ce que pour nous prémunir contre le *Meilleur des mondes* qui s'annonce, il est utile de prendre connaissance des arguments de ce généticien moléculaire spécialisé en immunologie qui a commencé à se poser les questions qui fâchent lorsqu'il a été confronté aux mesures absurdes de la dystopie covidienne, machine de propagande et de coercition d'un système techno-capitaliste toujours plus concentré. Selon Nehls, le covid est une étape vers la mise en place d'un contrôle social au moyen de l'intelligence artificielle (IA). Toutefois, un tel contrôle ne fonctionne bien que si le comportement humain est prévisible et calculable. « *Dans un tel système, l'individualité et la créativité, qui ont été des caractéristiques essentielles de l'humanité jusqu'à présent, sont comme du sable dans l'engrenage. La capacité de penser de manière indépendante est une variable dangereuse pour la stabilité d'une société contrôlée par l'IA* ». Cette capacité à l'individuation dépend du bon fonctionnement de notre cerveau, notamment de l'hippocampe, siège de l'expérience émotionnelle et de la mémoire autobiographique à long terme. Or, le stress chronique et l'isolement le fragilisent et l'endommagent. D'où l'intérêt de maintenir la population dans une anxiété permanente par des informations affolantes et des ordres absurdes et contradictoires, de la confiner, puis de lui injecter de produits nocifs, dont l'impact cognitif négatif est avéré dans plus de 20% des cas. Contre ce projet totalitaire, le Dr. Nehls conclut : « *Le champ de bataille se trouve dans notre cerveau ; c'est là que la défense doit avoir lieu. Nos armes pour protéger l'hippocampe en tant que cible principale de l'attaque sont donc de nature purement mentale : notre mémoire, notre compassion rationnelle, notre créativité, notre conscience de nous-mêmes, notre résilience psychologique, notre volonté et notre endurance, notre empathie et notre conscience sociale – toutes propriétés directes ou indirectes d'une neurogénèse hippocampique productive chez l'adulte* ».

Dr. Michael Nehls, *Nos cerveaux endoctrinés*, Marco Pietteur, 2024, 304 pages.
F. M.



Suite à diverses pressions, ce livre a failli ne pas être publié. C'eût été un dangereux précédent. Heureusement, après une reculade, les Presses universitaires de France se sont ressaisies, ont fait preuve de courage et maintenu leur ligne de priorité à la recherche libre – ce qu'on n'attendait pas moins d'une maison d'édition universitaire. Certes, le titre annonce la couleur. Toutefois, il n'y a ici nul plaisir de la polémique ou de la provocation gratuite. Les 24 auteurs ont la volonté de comprendre le phénomène dans ses nombreuses dimensions, à partir d'un point de vue républicain, universaliste et laïque. Ils appartiennent tous au camp conservateur (et nous regretterons l'absence d'auteurs progressistes, qui auraient enrichi le débat). Cet *opus* n'est donc pas seulement un essai, encore moins un pamphlet, mais d'abord une étude sérieuse et documentée sur le wokisme, terme que les auteurs assument pleinement. Comme il est impossible, dans le cadre d'une note de lecture, de commenter chaque contribution, tentons une synthèse : les raisons du succès du wokisme (N. Heinich) ; la « *panique morale* » retournée contre le wokisme (S. Biondi) ; l'identitarisme et le multiculturalisme (M. Messu, G. Chevrier) ; l'entrisme à l'Université et dans la recherche scientifique (X.-L. Salvador, Cl. Habib, N. Weil-Parrot, L. Orlando, A. Bikfalvi), à la télévision (V. Tournier) et dans les grandes entreprises (M. Albouy) ; les rapports du wokisme avec le libéralisme (P. Valentin), le féminisme (C. Godonou), le christianisme (A. Perrin) et l'islamisme (Fl. Bergeaud-Blacket, T. Yildiz, et R. Fregosi qui se perd dans une profession de foi sioniste). La contribution la plus originale est celle de S. Fitoussi, qui nous en apprend sur le « *biais du supporter* », dont les élites culturelles sont les premières victimes, aboutissant à une « *institutionnalisation du mensonge* ». Dans la conclusion, P.-A. Taguieff résume : « *[...] la bêtise prétentieuse s'est particulièrement épanouie dans les démocraties contemporaines dont l'imaginaire est structuré par un égalitarisme de ressentiment et un insatiable esprit de compétition, s'accompagnant d'un néo-progressisme moralisant se réduisant à des chasses aux sorcières lancées contre ceux qui ne respectent pas les codes du nouveau politiquement correct [...]* ».

Emmanuelle Hémin, Xavier-Laurent Salvador, Pierre Vermeren (dir.), *Face à l'obscurantisme woke*, PUF, 2025, 454 pages, 22€.
B. L.



Nous vous présentons, dans *Kairos* n°61, la sortie d'un premier manga d'Akito Aihara. Intitulée *New Normal*, cette série de Shonen – 2 tomes à l'époque – s'annonçait prometteuse tant par la qualité du dessin et le rythme de la narration que par l'originalité de l'histoire. Nous y suivions les aventures d'une jeunesse nipponne dans un monde d'après... l'apparition d'une maladie infectieuse ayant bouleversé les *habitus* de vie à l'échelle planétaire. N'ayant jamais connu autre chose que la standardisation du port du masque, des restrictions de déplacement et des mesures d'hygiène imposées quotidiennement à la population, le jeune Hata et sa camarade Natsuki – les deux jeunes protagonistes principaux – n'ont même jamais vu la bouche d'un quidam si ce n'est... au travers de vieux films collectionnés par leurs parents. Happés par la curiosité et l'attrait de l'expérience transgressive, les deux adolescents se lient d'amitié et s'entraînent tour à tour dans le jeu d'essayer de vivre de petites expériences « à l'ancienne ». Ces 2 premiers tomes nous avaient séduits, les personnages s'étoffant et leurs relations avec leurs camarades, leurs parents ou professeurs nous amenant à nous interroger nous-mêmes sur les traces laissées dans nos propres vécus par la récente « *crise sanitaire* » démarrée au printemps 2020. La série est actuellement à son tome 6. L'occasion pour nous de faire le point... Force est de constater que l'auteur, originalement bien inspiré au départ, est passé d'un questionnement sur l'essence des rapports humains dans un contexte (futuriste ?) au développement d'intrigues difficiles à suivre. Les personnages secondaires se multiplient, avec des pro-gouvernement, des résistants, des terroristes, des forces de prévention des contaminations dits « *les fantômes* », etc., sans que l'on sache bien qui tient avec qui, ni surtout dans quel but, d'ailleurs ! On s'y perd un peu, à l'instar de nos deux jeunes héros qui ne savent plus où donner de la tête dans cette histoire à tiroirs où, séparés, ils vivent les événements chacun de leur côté. L'ombre point, le retour de la pandémie est imminent ! Les fans de manga s'y retrouveront – le rythme de la narration y est toujours. Mais selon nous c'est plutôt jusqu'ici un acte manqué de la part d'Aihara, qui s'est sans doute égaré quelque part dans le tome 4. L'éditeur annonce un 7^{ème} volet qui réunira à nouveau nos jeunes amis où « *l'espoir de la jeunesse continue de briller* » (sic). C'est aussi notre espoir. Si c'est le cas, nous vous en reparlerons. Sinon...

Aihara Akito, *New Normal*, Tome 6, Kana (Dargaud-Lombard), 2025, 191 pages.
Bruno Lionnet



Le système de télécommunications actuel cause des dommages importants à la santé du vivant, humains, faune et flore, il nécessite des ressources importantes dont l'extraction dégrade notre environnement de manière excessive et il s'attaque à la démocratie, envahissant nos vies et nous asservissant à grande vitesse. Ce système ne pourra perdurer et met en péril le fonctionnement harmonieux de la vie sur Terre. Faisant ce constat, une équipe de l'ONG Robin des Toits a réfléchi à un nouveau système de télécommunications qui recrée du lien avec la nature et tourne le dos au « *chacun pour soi* ». On pourra téléphoner et envoyer des SMS avec un mobile dans un environnement électromagnétique artificiel à 0,02 V/m (1 µW/m²) maximum et les générations de téléphonie 2G à 5G disparaîtront. On effectuera nos accès à Internet par voie filaire avec d'autres appareils en renonçant à l'immédiateté, au « *tout, tout de suite* ». Ce système nécessitera une veille scientifique et technologique, et n'est pas conçu comme figé. Il prône un co-développement d'où découlera le sens de la responsabilité de nos propres actes et comportements. Responsables de nous-mêmes et, en même temps, co-responsables du bien commun. Ce manifeste, très bien sourcé et dont le texte a été discuté et enrichi au cours de deux séminaires organisés en 2022 et 2023, analyse finement les causes de la situation actuelle et le potentiel du nouveau système, décrivant ce que l'on perd et ce que l'on gagne. Il met aussi à l'épreuve les critiques telles que le frein au « *Progrès* », le retour à la lampe à l'huile, et met en garde contre le solutionnisme technologique, la fuite en avant, l'envoûtement et l'avancée vers le transhumanisme qui mène à l'homme-machine et l'homme-esclave. Des premières initiatives ont déjà été prises et nous sommes invités à participer à la construction de ce nouveau système respectueux de la santé du vivant, de l'environnement et de la démocratie... et des générations futures. Certains disent que cette proposition est utopique, mais avons-nous le choix ?

Robin des Toits, *Libérons-nous du tout connecté ! Manifeste pour la santé du vivant, la planète et la démocratie*, Yves Michel, 2025.
Colette Devillers



VU, LU, ENTENDU



Charles-Maxime Layet, journaliste scientifique d'investigation de longue date et de carrure internationale, est parvenu à approfondir ce questionnement existentiel, dérivant trop souvent d'un scientisme réducteur vers un mysticisme béat. De façon très personnelle, mais se référant tant et plus à des faits historiquement établis ou à des témoignages incroyables mais fiables, il ouvre les débats, évoque des hypothèses aussi farfelues qu'interpellantes, mais sans jugement ni parti-pris. Ce livre nous propose une description, voire un étalage, des facteurs multi-dimensionnels suscités par le mystère « OVNI, ou pas ? », extra-terrestres ou intra-projections hallucinées ? Dans quels mondes vivons-nous, entre une réalité qu'on nous cache et un narratif qu'on veut nous faire adopter ? La lecture de cet ouvrage ne vous laissera pas indifférent... loin de là !

Charles-Maxence Layet, *Le printemps des OVNI. L'hypothèse extraterrestre, les faits, le mythe*, First, mars 2025, 429 pages, 18,95 €.
hepo

Le collectif EOSS et Solaris Wavre ont publié un ouvrage original et surprenant (même si le titre est un peu ésotérique). EOSS essaie de rendre visibles les visions idéologiques ou philosophiques souvent cachées à l'arrière-plan des phénomènes de société. Et en effet, un des buts de l'ouvrage est d'amener à repérer les conceptions qui, souvent à notre insu, agissent dans nos esprits, et à s'interroger sur elles pour pouvoir se situer plus librement à leur égard. Autre but central : attirer l'attention sur les potentialités des compétences au niveau émotionnel ou éthique et proposer des voies concrètes pour les développer. Cela nous ramène aux grands penseurs comme Aristote ou Spinoza, qui abordaient les qualités morales ou psychiques (courage, empathie...) comme des facultés qu'on peut développer au même titre que toute capacité, par des pratiques bien précises. De telles approches sont urgentes, comme on le voit par exemple dans le domaine de la santé où les études sont si imprégnées par les approches intellectualistes seulement, alors que la dimension humaine y est si essentielle. Dans ce sens, l'ouvrage se veut une boîte à outils, constituée de fiches, d'un glossaire (qui propose plutôt des orientations que des définitions arrêtées), etc., le tout pouvant être utilisé notamment sous forme d'activités ludiques-réflexives, seul ou en groupe. Les approches sont nuancées et font référence aux enjeux et phénomènes de société les plus actuels. Côté imperfections, on peut relever une critique pas assez claire du relativisme moral, qui pourrait être comprise dans un sens un peu dogmatique (alors que Nietzsche, pourtant plusieurs fois mobilisé, aurait permis de clarifier la chose). Dans le même sens, il est plusieurs fois fait référence à « la Loi naturelle » (pas assez clairement explicitée), avec l'idée d'une nécessité d'inféodation à cette loi. Mais l'ensemble étant centré sur l'encouragement à l'observation individuelle et réflexive, au cheminement autonome, ces soupçons de dogmatisme sont sans doute réfutés par la nature même de l'ouvrage. Autre critique : l'idée d'évolutionnisme semble être un peu jetée avec l'eau du bain ; mais là aussi, il s'agit sans doute plutôt d'un petit manque de clarté. Bref, une production qu'il vaut sûrement la peine de découvrir et d'expérimenter.

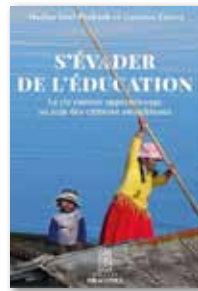
Collectif d'auteurs, *Référentiel de compétences intégré de l'être souverain*, EOSS et Solaris Wavre, 2025, 8€ (disponible notamment chez Kairos).
D. Z.



Excellente initiative d'Ecosociété que de regrouper en un seul volume les deux premiers essais d'Hervé Krief, à l'origine auto-édités, complétés d'articles principalement publiés dans *La Décroissance* et *Kairos*. Le plus ancien, « Internet ou le retour à la bougie », sorti en 2018, n'a pas pris une seule ride, bien au contraire. L'auteur y développe une critique radicale de la démesure numérique et de son emprise tentaculaire et totalitaire sur l'ensemble des activités humaines, jusqu'aux plus intimes. Plus largement, c'est un constat impitoyable de l'impasse d'une société technicienne dévorée par son propre *hybris*. Musicien de jazz professionnel, l'auteur possède un sens du rythme aiguisé dans son écriture, fluide et ponctuée d'aphorismes qui jaillissent comme autant de solos. À ce coup d'essai, qui fut un coup de maître, succéda 3 ans plus tard *Ombres et lumières*, dans lequel il esquisse des propositions pour renouer avec une économie de subsistance, dans le cadre de communes libres et sociales. Si le propos se fait politique, il n'en demeure pas moins toujours poétique. Le court texte de clôture de l'ouvrage qui est également son plus récent, intitulé « Se forger une âme de dissident, est un pur joyau ». À rebours des gloses stériles des charlatans « experts » en *degrowth studies* et autres camelots des grands soirs post-croissants et des petits matins décarbonés, l'écrivain musicien nous invite à le suivre sur le chemin escarpé de la réappropriation de nous-mêmes. Ainsi écrit-il : « Nous nous assiérons de côté, laissant les disciples se prosterner devant leur écran et obéir aux injonctions du pouvoir ! Nous tenterons d'inventer

une vie commune, simple et apaisée avec tous ceux qui le souhaitent. » Une dissidence qui est aussi notre dernière chance de rester des humains.

Hervé Krief, *Internet ou le retour à la bougie, suivi de Ombres et lumières et autres textes*, Écosociété, 2025, 255 pages, 16€.
Pascal Halary



Présentons tout d'abord les auteurs : G. Esteva est un intellectuel militant qui fut le conseiller des zapatistes lors de leurs négociations avec le gouvernement du Mexique. M. Prakash, quant à elle, est professeure de philosophie à l'Université d'État de Pennsylvanie. Voici un ouvrage remarquable qui remet en cause l'Éducation entendue comme bien universel défendu par le modèle occidental et dont les pays dits sous-développés devraient pouvoir profiter. Les auteurs démontrent qu'il s'agit en réalité d'un cheval de Troie qui vise à coloniser ces pays par l'idéologie capitaliste et du développement : « La naissance des droits humains universels est inextricablement liée à la fabrique mondiale de l'État-nation occidental indépendant. Après 5 siècles de colonialisme, l'universalisation post-Seconde Guerre mondiale de cette institution occidentale continue à porter des coups sévères à toutes les autres organisations politiques ; tout particulièrement aux communs entretenus et "administrés" par l'auto-gouvernance villageoise. » L'objectif de l'Éducation serait de civiliser les cultures « archaïques », d'où le combat des militants bien-pensants visant à les sortir de la barbarie. Il s'agit d'un besoin créé de toute pièce dans la mesure où la plupart des pays n'en n'ont pas besoin pour être ce qu'ils sont. L'ouvrage, riche en témoignages de personnes « non éduquées », cite plusieurs exemples de cultures locales qui résistent encore à l'idéologie éducationniste. Citons, parmi ceux-ci, Rigoberta Menchú : « Quand les professeurs arrivent dans les villages, ils apportent avec eux les idées capitalistes ». Le but de la démarche n'est pas de présenter une énième réforme de l'Éducation, mais de formuler une critique radicale – c'est-à-dire qui va à la racine (on aime ça chez Kairos) – d'un supposé bien commun entraînant dans son sillage une perte de la langue et de la culture dans les contrées où il s'installe. Finalement, les auteurs proposent une fenêtre ouverte sur l'inconnu, là où nous avons généralement tendance à penser le monde avec des œillères.

Madu Suri Prakash et Gustavo Esteva, *S'évader de l'éducation. La vie comme apprentissage au sein des cultures autochtones*, Éditions Libre (Le hêtre Myriadis), 2025, 20€.

K. C.



Ce beau livre est d'autant plus agréable à lire qu'il pose de manière très claire de réelles questions scientifiques, notamment au sujet de l'anorexie mentale dont il ne manque qu'une description précise. Il y est plus question de la définition scientifique de cette maladie que de ses symptômes. Pourtant il est beaucoup question de l'étude des symptômes pour soigner des maladies. Au fil des témoignages passionnants, et même souvent émouvants, de nombreux exemples de diagnostics élaborés au cas par cas sont décrits, ainsi que les milieux médicaux côtoyés par l'auteure, qui brosse sans complaisance le portrait de la médecine du travail, en évoquant les pressions dont ses médecins font l'objet de la part des entreprises, pas seulement de la part du pouvoir et des sociétés pharmaceutiques. La médecine généraliste telle qu'elle a tendance à fonctionner est remise en question. Les rémunérations des généralistes sont dérisoires. L'information médicale est éclatée. Dans les hôpitaux, le management fait des ravages. Des médecins se suicident, d'autres s'exilent. On est confronté à des déserts médicaux. L'auteure s'interroge sur la crise sanitaire qui n'est selon elle qu'une aggravation subite, disruptive, des transformations en cours de la médecine, et voit dans le rôle néfaste de l'Ordre des médecins et, dans l'idéologie de la soumission de la majorité de ses membres, une des causes de la dérive qu'elle représente. S'opposant à cette tendance, basée sur l'application de procédures toutes faites, à partir d'un *listing* (Evidence Based Medicine), devenu la principale référence dont se servent les médecins, l'auteure défend la médecine hippocratique qu'elle assimile à un art, un art qui considère la relation avec le patient comme une page blanche que l'on remplit progressivement en commençant par une observation précise des symptômes décrits. Il s'agit selon I. Lagny d'aller au-delà de ceux-ci, d'étudier la psychologie du patient, ce qu'on ne peut qu'identifier à un art.

Isabelle Lagny, *La pensée médicale en action*, Marco Pietteur, 2025, 176 pages.

P. W.



À Bruxelles, Mons, La Louvière, Paris et ailleurs, l'année 2024 a été marquée par le centenaire du surréalisme, né avec le Manifeste d'André Breton. Nul doute que de tels ors et pompes eussent suscité railleries de la part de leurs récipiendaires : souvenons-nous d'*Un cadavre*, le tract surréaliste publié en 1924 lors la mort d'Anatole France, lorsqu'Aragon envisage de « gifler un mort » ! Hélas, au milieu de ces hommages, bien peu auront noté la disparition, à l'été 2024, d'Annie Le Brun, la dernière représentante du premier groupe surréaliste constitué autour de Breton. C'est en 1963 que la jeune étudiante en lettres avait été présentée à celui-ci, un coup de foudre pour elle, touchée par la nécessité impérieuse de vivre l'insurrection lyrique du surréalisme et « la multiplicité des horizons qu'aura ouverts cette tentative unique au XX^e siècle de penser tout l'homme ». Poétesse, chanteuse de l'amour et de la liberté, éternelle révoltée, A. Le Brun restera fidèle à l'injonction poétique de la subversion radicale et de la quête de l'absolu. Critique d'art et littéraire reconnue, exploratrice de l'œuvre de Sade – à qui elle consacra plusieurs ouvrages, dont le somptueux *Soudain un bloc d'abîme* – et du romantisme noir du XIX^e siècle, elle s'insurge contre le techno-capitalisme numérique, l'artificialisation et la marchandisation du monde, sur lesquels portent ses derniers essais (dont *Ceci tuera cela. Image, regard et capital*, avec Juri Armada). A. Le Brun dénonce le rapport à l'image dévoyé par le règne de l'argent et l'avènement du numérique, un point tel que « l'image tue l'imagination ». En publiant ce recueil d'entretiens, ses amis de l'Échappée lui rendent le plus bel hommage qui soit. Dans le plus récent, paru à titre posthume et donné, ironie du sort, aux Cahiers Breton pour le centenaire du Manifeste, elle y dénonce ces « dispositifs de décerveau qui n'ont jamais été aussi puissants, aussi sophistiqués, aussi perfectionnés que dans le monde numérique en train de se substituer à nos vies ». Toujours aussi superbe, A. Le Brun conclut : « Ne serait-ce pas le moment, quand désormais tout est prétendu marchandisable, de se souvenir de ce que le surréalisme a inlassablement défendu et qui n'a pas de prix : l'amour, la poésie et la liberté ? ».

Annie Le Brun, *L'insistant désir de voir s'élargir l'horizon*, préparé par Rémy Ricordeau et Sylvain Tanquerel, L'Échappée, 2025, 127 pages.
F. M.



Croyez-vous encore que Karl Marx est mort à Londres le 14 mars 1883, à l'âge de 65 ans ? Comme vous êtes naïf ! Avec l'aide de Friedrich Engels, son meilleur ami et complice de toujours, ainsi que d'Eleanor, sa fille cadette adorée, Marx a simulé son décès pour échapper au carcan de sa gloire anthume et s'offrir une deuxième vie. Et pas n'importe quelle vie ! Au cours de ses dernières années, Marx s'était passionné pour l'étude des peuples « sauvages » et de leurs modes de résistance à la colonisation européenne. Se faisant passer pour un ethnologue, il va partager la vie des Iroquois sénécas, refoulés dans une minuscule réserve près des chutes du Niagara. Son projet est double : comprendre de l'intérieur la vie d'un peuple au système politique sophistiqué qui rejette la propriété privée, mais aussi de participer concrètement à sa lutte contre l'expropriation coloniale. Il s'intégrera tant et si bien qu'au cours d'une cérémonie rituelle, il sera adopté par le clan des Loups sous le nom de Clever Fox, un renard malin qui fera le coup de feu contre les ennemis de son peuple d'adoption ! Avec un style alerte, plein de rebondissements, ce roman est un régal. Il est réjouissant d'y suivre la métamorphose du vieux Karl qui prend un coup de jeune au sein de cette société concrètement communiste. Mais cette fable uchronique est bien plus qu'un divertissement bien ficelé. Le sociologue Christian Laval connaît Marx sur le bout des doigts. Tout comme Kohei Saito, il nous montre que la pensée de Marx, toujours en mouvement, s'est prolongée bien au-delà de la cathédrale majestueuse du *Capital*. Passionné par l'ethnologie, et notamment Lewis Morgan qui vécut parmi les Iroquois, le dernier Marx en conclut que l'avenir du socialisme passe par « la reviviscence sous une forme supérieure d'une société archaïque fondée sur l'égalité et les biens communs ». Après avoir étudié à fond la littérature ethnographique annotée par Marx, Chr. Laval réalise un tour de force. Au travers du regard acéré de Marx, il nous offre une plongée passionnante au sein de ce monde en passe d'être détruit par le capitalisme mais qui, tout comme notre héros, refuse de mourir et se pose la seule question qui vaille : « Quelle vie voulons-nous vivre ? »

Christian Laval, *Marx en Amérique*, Champ Vallon, 2025, 363 pages.
F. M.

ERRATUM

Dans *Kairos* n° 70, p. 5, il faut lire « ...d'autant plus aveugle que celle-ci ne reconnaît pas qu'elle ne voit pas » à la place de « ...d'autant plus aveugle que celle-ci ne reconnaît pas ce qu'elle ne voit pas ».

AMITIÉS ARTIFICIELLES

Il existe en France une plateforme, Urfriendly, qui, se calquant sur le modèle japonais, propose un service « inédit » : louer un ami (soit 15€ de l'heure pour partager une sortie ou alors une conversation). « L'objectif principal est d'offrir une présence humaine ponctuelle, ajustée aux besoins divers des utilisateurs : combattre la solitude, partager une passion ou simplement passer un moment convivial, sans la complexité ou les attentes émotionnelles d'une relation amicale traditionnelle » [c'est nous qui soulignons]. Après le sexe, voici que le capitalisme chosifie l'amitié, preuve qu'il s'agit bel et bien d'un modèle économique et (surtout) social total.

K. C. —

92

C'est le nombre d'injections vaccinales que peut recevoir une personne au cours de ses 18 premières années de vie aux USA (dont 25 avant l'âge d'un an). Aucun de ces vaccins n'a été évalué par un essai clinique le comparant à une substance réellement neutre. Aucun de ces vaccins administrables à des personnes en bonne santé ne peut donc être qualifié de sûr. Ne soyez pas naïf, ne posez pas la question : et en Belgique ? Ceux qui ont lu *Des tortues jusqu'en bas – Vaccins, science et mythe* (voir decroissance.be/tortues) seront peut-être surpris par le nombre des vaccins autorisés mais pas par la tromperie des études de sécurité des vaccins.

Francis Leboutte —

PAS D'INVITATION POUR L'UE

Ignoré par le pitbull américain et l'ours russe, qui vont tenter de régler à deux le problème de la guerre en Ukraine, le roquet européen cherche maladroitement sa place : il se dit finalement lui aussi en faveur d'un arrêt des hostilités — c'est nouveau — tout en promettant de continuer à soutenir à fond Zelensky — comme d'habitude. Amusant de voir comme l'affront poutino-trumpien lui fait perdre les pédales ! (*Le Soir*, 12/08/2025).

B. L. —

RIFIPI POLITICO-MÉDIATIQUE

Le front classe politique/médias de grands chemins — qui nous l'avait bien mis à l'envers pendant la covidiotie — s'est fissuré suite à un article pour le moins tendancieux du *Vif*, relayé par la RTBF, accusant l'automobiliste Georges-Louis Bouchez de profiter indûment d'une carte de personne à mobilité réduite. S'identifiant à Trump (en miniature), celui-ci a réagi virulemment par téléphone, en proférant des menaces physiques envers le journaliste incriminé d'une RTBF mise dans tous ses émois. Pour un président de parti, quelle classe ! Aux dernières nouvelles, GLB se réserve le droit de boycotter la RTBF. Allez, les crabes, entre-pincez-vous (pour le moins), nous comptons les points !

B. L. —

INCOHÉRENCE

Récemment, le site du *Soir* proposait un publi-reportage sur des perles rares : des plages en Europe à la fois belles et peu fréquentées. Maintenant, sûr que cela va changer ! Est-ce l'objectif ? Pourtant, dans son édition du 19 août, le quotidien parle des ravages du sur-tourisme (à Paris, cette fois). Alors quoi ?

B. L. —

FUITE EN AVANT

Élargir le ring de Bruxelles, une fausse bonne idée technocratique. Ce sera une pompe à bagnoles, alors que les autorités assurent, par cette décision, éviter les embouteillages. Des travaux pharaoniques pour « rendre plus compacts » les échangeurs et les sorties/entrées et ainsi « diminuer l'empreinte du ring sur le territoire » (*Le Soir*, 20/08/25). On en arrive à conclure que la meilleure manière, de nos jours, de limiter la casse écologique serait de laisser les choses en l'état. Les politiques devraient s'intéresser au tao.

B. L. —

HS : HUMAINS SUPERFICIELS

« *Kaiwa Technology*, fondée par le Dr Zhang Qifeng à Guangzhou, affirme avoir conçu une machine capable de porter un foetus pendant dix mois, jusqu'à l'accouchement », nous apprend le journal *La Libre Belgique*. Ce sont donc bien les robots, avant les mâles, qui auront le privilège de pouvoir porter des enfants dans leur ventre. Nous ne savons pas exactement s'il faut s'en réjouir, ou pas.

K. C. —


CHAUFFARDS WALLONS

Une étude récente montre que c'est la Belgique, et surtout la Wallonie, qui détient le triste record de la violence routière dans l'Europe des quinze. Les autorités ne font pas grand-chose pour affronter la situation. Par exemple, telle commune wallonne traque les contrevenants au disque de stationnement, mais laisse en toute impunité des chauffards faire des pointes de 60 km/h dans la rue commerçante principale, limitée à 30 km/h. À ses yeux, dépasser son temps de stationnement semble donc plus grave que de mettre en danger la vie des piétons et cyclistes.

B. L. —

Kairos+

+ D'ARTICLES + DE VIDÉOS




● Georges-Louis Bouchez, syndrome d'un système maffieux

● Les sociétés off-shore et Didier Reynders


● Le charbon Ibbenbüren, l'écologisme contre le bon sens (partie 1)

Vidéo




LES 5 DANGERS DE L'ARNm

Vidéo



UKRAINE & l'empire du mensonge

Vidéo



L'INTERVIEW

KAIROS [JOURNAL ANTIPRODUCTIVISTE POUR UNE SOCIÉTÉ DÉCENTE]
EST VOTRE MÉDIA, CONTINUEZ À LE FAIRE VIVRE.
VIVE LA PRESSE LIBRE !

ABONNEZ-VOUS
À KAIROS

www.kairospresse.be/abonnement

Abonnement belge pour 5 numéros : 35€, frais de port inclus.
42€ pour l'Europe (sauf Suisse 45€), frais de port inclus.

IBAN : BE81 5230 8062 1324

Découvrez-nous également chez de nombreux vendeurs de presse et libraires en Belgique.

NE PAS JETER!
PARTAGER!